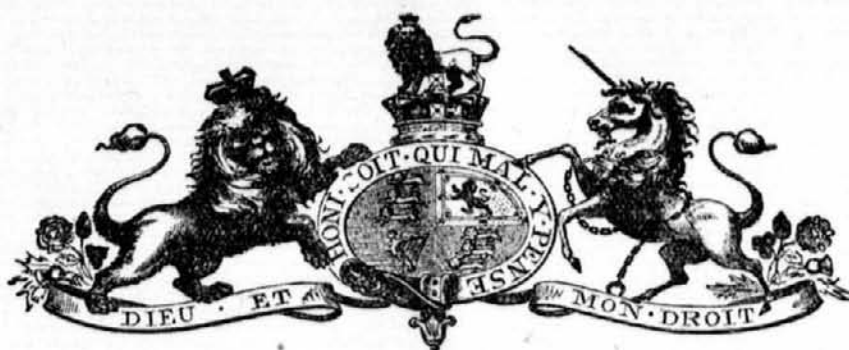




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 23 DECEMBRE 1911.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4483

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-trois novembre 1911, dans le canton de Ripon, comté d'Ottawa, et de nommer, par commission en date du douzième jour de décembre 1911, MM. Joseph Joubert, propriétaire de moulin, Dorcineau Desjardins, forgeron, Dr. Albert Aubry, Pierre Sabourin, propriétaire, Napoléon Paquette, propriétaire, Albert Sabourin, ouvrier, et Joseph E. Landriau, marchand, tous de Ripon, commissaires de la dite cour. 4895

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du douzième jour de décembre 1911, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District d'Ottawa. — MM. Pierre Louis Montpelier, marchand, Damase Séguin, marchand, Elie Joubert, industriel, et Joseph Landriau, marchand, tous du canton Ripon, comté de Labelle. 4897

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 23rd DECEMBER, 1911

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 4484

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the twenty third day of November, 1911, for the township of Ripon, county of Ottawa, and to appoint by commission, dated the twelfth day of December, 1911, Messrs. Joseph Joubert, mill-owner, Dorcineau Desjardins, blacksmith, Dr. Albert Aubry, Pierre Sabourin, proprietor, Napoleon Paquette, proprietor, Albert Sabourin, workman, and Joseph E. Landriau, merchant, all of Ripon, commissioners of the said court. 4896

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth day of December, 1911, to associate to the commission of the peace for the :

District of Ottawa. — Messrs. Pierre Louis Montpelier, merchant, Damase Séguin, merchant, Elie Joubert, manufacturer, and Joseph Landriau, merchant, all of the township Ripon, county of Labelle. 4898.

Proclamations

Canada,
Province de } F. LANGELIER.
Québec.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, } ATTENDU que
Procureur-Général. } sur présenta-
tion au conseil municipal du comté de l'Islet, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de l'Islet, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de l'Islet, a nommé G. F. Leclerc, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué avec des amendements par le conseil du susdit comté.

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de Bonsecours, dans le comté de l'Islet, est détachée de la municipalité de l'Islet, et son territoire est borné comme suit, savoir :

Vers le nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent, vers le nord-est par la route à Thibault, vers le sud-ouest par la route de l'église, et vers le sud-est par l'alignement sud-est d'une rue projetée, tracé à angle droit avec la ligne séparative des lots Nos 130 et 132, du cadastre officiel de la paroisse de l'Islet, et d'un point distant de quatorze arpents cinq perches mesurés sur la dite ligne séparative depuis le côté sud-est du chemin royal du premier rang, sera détaché de la municipalité de l'Islet, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Bonsecours," à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Bon Secours, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre

Proclamations

Canada.
Province of } F. LANGELIER.
Québec.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, } WHEREAS, on
Attorney General. } presentation
to the municipal council of the county of l'Islet, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors, dwelling in a certain territory therein mentioned, situated in the municipality of l'Islet, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of l'Islet has named G. F. Leclerc, special superintendent, and has charged him to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the said tract of land territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated with amendments by the council of the aforesaid county.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved this said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

The territory bounded and described as follows, to wit :

The municipality of the village of Bonsecours, in the county of l'Islet, is detached from the municipality of l'Islet, and its territory is bounded as follows, to wit :

On the north west by the river Saint Lawrence, on the north east by the Thibault road, on the south west by the church road, and on the south east by a south east alignment of a projected street traced at a right angle with the division line of lots Nos. 130 and 132, of the official cadastre of the parish of l'Islet, and at a point fourteen arpents and five perches distant measured on the said division line from the south east side of the King's highway of the first range, be detached from the municipality of l'Islet, and shall henceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Bonsecours", from this day.

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Bon Secours, a village municipality, pursuant to the provisions of the said municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed :

Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable
SIR FRANÇOIS LANGELIER, Che-
valier, Lieutenant-Gouverneur de Notre
Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre
Cité de Québec, dans Notre dite Province
de Québec, ce DOUZIEME jour de
DECEMBRE, dans l'année de Notre-
Seigneur, mil neuf cent onze, et dans la
deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

4899

Sous-secrétaire de la province

Canada,
Province de }
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Ir-
lande, et des possessions britanniques au-delà
des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des
Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs
de la Province de Québec et à nos Membres élus
pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre
dite Province, sommés et appelés à une Assemblée
de la Législature de Notre dite Province, qui
devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de
Québec, le VINGT-HUITIEME jour de DE-
CEMBRE prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature
de la Province de Québec se trouve prorogée
au VINGT-HUITIEME jour du mois de DE-
CEMBRE prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considéra-
tions, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de
Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de
la proroger de nouveau au NEUVIEME jour du mois
de JANVIER prochain, de manière que vous ni
aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en
Notre Cité de Québec, le dit VINGT-HUITIEME
jour de DECEMBRE prochain, et Nous vou-
lons en conséquence que vous et chacun de vous et
tous autres y intéressés, paraissiez personnellement
et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le
NEUVIEME jour du mois de JANVIER prochain,
pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter,
faire, agir et conclure sur les matières qui, par la
faveur de Dieu, en Notre Législature de la Pro-
vince de Québec, pourront, par le Conseil Commun
de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre
Nos présentes Lettres Patentes, et à
icelles fait apposer le grand Sceau de
Notre dite Province de Québec : Té-
moin, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé
l'honorable SIR FRANÇOIS LANGE-
LIER, Chevalier, Lieutenant-Gouver-
neur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre
Cité de Québec, dans Notre dite Province
de Québec, ce QUATORZIEME jour de
NOVEMBRE, dans l'année de Notre-
Seigneur mil neuf cent onze, et de Notre
Règne la deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

4263

Avis du Gouvernement

Québec, 18 décembre 1911.

Avis est par le présent donné qu'une demande a
été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil,

WITNESS, Our Right Trusty and Well Be-
loved the Honourable SIR FRANÇOIS
LANGELIER, Knight, Lieutenant
Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of
Quebec, in Our said Province of Quebec,
this TWELFTH day of DECEMBER,
in the year of Our Lord, one thousand
nine hundred and eleven, and in the
second year of Our Reign.

By command,

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary

4900

Canada,
Province of }
Quebec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God,
King of the United Kingdom of Great Britain
and Ireland and of the British Dominions beyond
the Seas, Defender of the Faith, Emperor of
India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Coun-
cillors of the Province of Quebec and the Mem-
bers elected to serve in the Legislative Assembly
of Our said Province, and summoned and called
to a Meeting of the Legislature of Our said Pro-
vince, at Our City of Quebec, on the TWENTY
EIGHTH day of DECEMBER next—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of
the Province of Quebec stands prorogued to
the TWENTY EIGHTH day of the month of DE-
CEMBER next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considera-
tions, We have thought fit by and with the advice
and consent of Our Executive Council of the Pro-
vince of Quebec, further to prorogue it to the
NINTH day of the month of JANUARY next,
so that you and each of you are not bound or oblige
to appear in Our City of Quebec, on the said
TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next,
and We will that you and each of you and all
others in the behalf interested, that on TUESDAY,
the NINTH day of the month of JANUARY
next, at Our said City of Quebec, personally be and
appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to
treat, do act and conclude upon those things, which,
in Our Legislature of the Province of Quebec, by
the Common Council of Our said Province, may, by
the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these
Our Letters to be made Patent, and the
great Seal of Our said Province of Quebec,
to be hereunto affixed: WITNESS, Our
Right Trusty and Well-Beloved the
Honorable SIR FRANÇOIS LANGE-
LIER, Knight, Lieutenant Governor of
Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of
Quebec, in Our said Province of Quebec,
this FOURTEENTH day of NOVEM-
BER, in the year of Our Lord one thou-
sand nine hundred and eleven, and in
the second year of Our Reign.

By order,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of Crown in Chancery,
Québec.

4264

Government Notices

Quebec, 18 h December, 1911.

Notice is hereby given that an application has
been made to the Lieutenant Governor in council,

par la municipalité du canton Guérin, comté de Pontiac, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JEREMIE L. DECARIE,
Secrétaire de la province.

4901

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chapitre III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce dix-huitième jour de décembre 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec.

4911

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de décembre 1911, constituant en corporation MM. Samuel Williams Jacobs, conseil en loi du Roi, Alexander Rives Hall, Gui Casimir Papineau Couture, avocats, Violet Winifred Leslie Henry Anderson, sténographe, et Belle Rubinsky, sténographe, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Construire des théâtres et autres bâties et travaux convenables pour les fins d'iceux, et conduire, maintenir et mettre en opération les dits théâtres et autres bâties lorsqu'ils seront érigés ou construits ;

Faire les affaires de propriétaires et gérants de théâtres et pourvoir à la production d'expositions de kinématograph, kinetoscopie et biograph et tous les desseins pour productions connues comme expositions de vues mouvantes, et toutes les affaires y ayant rapport ;

Faire les affaires de restaurateurs, marchands de vin et de spiritueux, agents de théâtres, ouvriers de loges, propriétaires de salles de concert, hôteliers, éditeurs et imprimeurs dramatiques et de musiques, et toutes autres affaires qui peuvent être convenablement conduites en rapport avec aucun de ces objets qui peuvent être calculés à rendre profitable aucun des biens et droits de la compagnie pour le temps présent ;

Entrer en arrangement avec les auteurs ou autres personnes pour les représentations dramatiques ou autres droits de spectacles, burlesques, vaudevilles, ballets, pantomimes, pièces de théâtre, musiques, compositions et autres représentations dramatiques et musicales, et pour les droits de productions des kinématograph, kinetoscopie et biograph, ou pour les représentations d'icelles, et faire des engagements de toute sorte avec les artistes et autres personnes ;

Faire toutes autres affaires qui peuvent paraître à la compagnie d'être convenablement conduites en rapport avec les susdits objets, ou calculées directement ou indirectement à augmenter la valeur d'icelle, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie ;

Acquérir et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant aucune affaire que cette com-

by the municipality of the township Guérin, county of Pontiac, to obtain the authorization to publish in the French language only, any notice, by-law or resolution adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JEREMIE L. DECARIE,
Provincial Secretary.

4902

Notice is hereby given that the Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint Camille de Cookshire, having been established in conformity with the Quebec Insurance Act, 1909, section XXII, chapter III, title XI, of the revised statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI of the said section may legally transact.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this eighteenth day of July, 1911.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec.

4912

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1911, incorporating Messrs. Samuel Williams Jacobs, King's Counsel, Alexander Rives Hall, Gui Casimir Papineau Couture, advocates, Violet Winifred Leslie Henry Anderson, stenographer, and Belle Rubinsky, stenographer, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To construct theatres and other buildings and works convenient for the purposes thereof, and to manage, maintain, and carry on the said theatres and other buildings when so erected or constructed ;

To carry on the business of theatre proprietors and managers, and to provide for the production of kinematograph, kinetoscopic and biograph exhibitions, and all and every device for productions known as moving picture exhibitions, and every business incidental thereto ;

To carry on the business of restaurant keepers, wine and spirit merchants, theatrical agents, box office keepers, concert room proprietors, hotel keepers, dramatic and musical publishers and printers, and any other business which can be conveniently carried on in connection with any of those objects as may seem calculated to render profitable any of the company's property and rights for the time being ;

To enter into agreements with authors or other persons for the dramatic or other rights of plays, burlesques, vaudevilles, ballets, pantomimes, spectacular pieces, musical compositions, and other dramatic and musical entertainments, and for the rights in kinematograph, kinetoscopic and biograph productions, or for the representation thereof and to enter into engagements of all kinds with artists and other persons ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which

pagnie est autorisée à faire ou possédant des biens convenables pour les fins de cette compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque, ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée, ou sur le point de faire ou d'être engagée, toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ; et prêter de l'argent, garantir les contrats ou aider autrement toute telle personne ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement les actions et garanties de toute telle compagnie et les vendre, posséder, émettre de nouveau, avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant aucune affaire capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Emprunter ou prélever ou garantir le paiement d'argent en telle autre manière que la compagnie jugera à propos, et en particulier par l'émission de débetures ou stock de débetures, perpétuel ou autrement, chargées sur tous ou aucun des biens de la compagnie, y compris le capital non payé, et racheter ou payer toutes telles garanties ;

Remunerer toute personne ou compagnie pour service rendu ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures ou autres garanties de la compagnie, ou dans ou pour la formation de la compagnie, ou pour la conduite de ses affaires ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, débetures et autres instruments négociables et transférables, sous le nom de "Duchess Amusement Company, Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1911.

JOS. DUMONT,

4905

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 5e jour de décembre 1911, constituant en corporation MM. Robert F. Grant, marchand de bois, L. G. Craig, manufacturier, C. R. Whitehead, manufacturier, honorable F. S. Tourigny, juge de la cour supérieure, L. Edmond Dufresne, gentilhomme, Jules Balcer, marchand en gros, de la cité des Trois-Rivières, Vivian Burriil, marchand de bois, de la ville de Shawinigan Falls, Jacques Bureau, avocat, de la cité des Trois-Rivières, dans les buts suivants :

Promouvoir les jeux athlétiques et amusements récréatifs pour ses membres et autres, avec pouvoir d'acquérir et posséder des meubles et immeubles par achat, bail, don ou legs ; ériger, meubler et maintenir des bâtisses, gymnases, terrains pour jeux, ronds à patiner et pour le jeu de curling, jeu de quilles, jeu de paume, la crosse, base-ball, foot ball, terrains, les vendre et en disposer, avec pouvoir de faire et exécuter toute choses nécessaires pour mettre son entreprise en opération, sous le nom de "The Three Rivers Athletic Association, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en mille (1000) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de décembre 1911.

JOS. DUMONT,

4745.2

Sous-secrétaire de la province.

this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To take, or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To borrow or raise or secure the payment of money in such other manner as the company shall think fit, and in particular by the issue of debentures, or debenture stock, perpetual or otherwise, charged upon all or any of the company's property, including its uncalled capital, and to redeem or pay off any such securities ;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation of the company, or the conduct of its business ;

To draw, make, accept, indorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures, and other negotiable or transferable instruments, under the name of "Duchess Amusement Company, Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1911.

JOS. DUMONT,

4906

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 5th day of December, 1911, incorporating Messrs. Robert F. Grant, lumber merchant, L. G. Craig, manufacturer, C. R. Whitehead, manufacturer, Honourable F. S. Tourigny, judge of the superior court, L. Edmond Dufresne, gentleman, Jules Balcer, wholesale merchant, of the city of Three Rivers, Vivian Burriil, lumber merchant, of the town of Shawinigan Falls, Jacques Bureau, lawyer, of the city of Three Rivers, for the following purposes.

The promoting of athletic sports and recreative amusements for its members and others, with power to acquire and own real estate and personal property by purchase, lease, gift or bequest ; to erect, equip and maintain buildings, gymnasiums, play grounds, skating and curling rinks, bowling alleys, tennis, lacrosse, base ball, foot ball, grounds, to sell and dispose of the same, with power to do and perform every and all things necessary to carry out its undertaking, under the name of "The Three Rivers Athletic Association, Limited", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one thousand (1000) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1911.

JOS. DUMONT,

4746

Deputy Provincial Secretary

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1911, constituant en corporation MM. Pierre Théophile Légré, marchand, de la cité de Québec, Arthur E. Gadbois et Joseph Gadbois, tous deux de Montréal, agents, Joseph Herman Fortier, de la cité de Québec, marchand, et Joseph Odina Linteau, commis, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Fabriquer, manufacturer, acheter, vendre, exploiter et faire toutes les opérations de commerce concernant les automobiles de tous genres, et voitures quelconques mues par un moteur et tous leurs accessoires avec tous les pouvoirs nécessaires à l'exploitation et à la conduite de la dite industrie ;

Fabriquer et acheter, vendre les matières premières pour l'exercice des dites industries ;

Faire généralement le commerce sous quelque forme que ce soit de voitures, wagons et véhicules de toutes natures et de leurs accessoires, machines agricoles, instruments de musique, machines à coudre et autres de même nature, de toutes machineries et instruments quelconques ayant rapport à l'industrie agricole et domestique et des engins et moteurs de toutes sortes, outils et appareils de gas et d'électricité et de toutes les machineries, moteurs utilisables dans l'industrie en général ;

Acquérir à aucun titre ou exploiter, vendre ou louer des brevets d'invention ayant rapport aux susdits objets ;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou non ou qui peut être exercée conjointement avec l'industrie ou les industries de la compagnie ci-haut ou qui est de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou la rendre profitable avec tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de telle autre ou de telles autres industries ;

Employer en tout ou en partie ses fonds, débetures ou autres valeurs pour l'achat de débetures ou d'actions d'autres corporations ;

Faire avec toutes autres compagnies tous arrangements, concernant l'exploitation de leur industrie respective et se fusionner avec toute autre compagnie ou toutes autres compagnies ;

Acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ainsi que sa clientèle et son actif, aux conditions, taux et prix qui seront convenus et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie toute telle acquisition ;

Faire toute autre chose en rapport avec les pouvoirs ci-dessus énumérés, sous le nom de "Légré Gadbois Automobile, Limitée", avec un capital de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, avec le droit de vendre l'actif de la compagnie par résolution des actionnaires représentant au moins les deux tiers de la valeur du capital souscrit.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1911.

JOS. DUMONT.

4805-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 6e jour de décembre 1911, constituant en corporation MM. James S. P. Morgan, marchand, William George M. Morgan, journaliste, tous deux de la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, Edward Andrew D. Morgan, Elie Maurault, avocats, et Pierre Guevremont, gentilhomme, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Posséder et mettre en opération des moulins à cie, limites à bois, pouvoirs d'eau et manufacturer

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1911, incorporating Messrs. Pierre Théophile Légré, merchant, of the city of Quebec, Arthur E. Gadbois and Joseph Gadbois, both of Montreal, agents, Joseph Herman Fortier, of the city of Quebec, merchant, and Joseph Odina Linteau, clerk, of the city of Quebec, for the following purposes :

To make, manufacture, purchase, sell, exploit and carry on any business transactions respecting automobiles and vehicles of all and every kind moved by a motor, and all their accessories, with all the necessary powers for the carrying on and the management of the said business ;

To manufacture, purchase and sell the raw material for the carrying on of the said businesses ;

To carrying on business generally in any form whatsoever and deal in carriages, wagons and vehicles of all kind and their accessories, agricultural implements, musical instruments, sewing machines and others of a like nature, machinery and instruments of every description in connection with agricultural and domestic trade, and engines and motors of all kinds tools and gas and electric fixtures and all the machinery and motors used in the business generally ;

To acquire by any title, and exploit, sell or lease patents of invention relating to the aforesaid objects ;

To carry on any other manufacturing business or not or that may be carried on jointly with the business or businesses of the aforesaid company or of a nature to increase the property of the company or render it profitable with all the necessary powers for the carrying on of such other business or businesses ;

To employ in whole or in part its stock, debentures or other securities for the purchase of debentures or shares of other corporations ;

To make arrangements with any other companies concerning the exploitation of their respective industries and to amalgamate with any other company or companies ;

To acquire any other similar business to that which the present company is authorized to carry on and also the goodwill and assets thereof, on the conditions rates and prices agreed on and to pay for such acquisition with paid up shares and bonds of the companies ;

To do anything else in connection with the powers hereabove enumerated, under the name of "Légré Gadbois Automobile, Limited", with a capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, with the right to sell the assets of the company by resolution of the shareholders representing at least the two thirds in value of the subscribed capital.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1911.

JOS. DUMONT.

4806

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 6th December, 1911, incorporating Messrs. James S. P. Morgan, merchant, William George M. Morgan, journalist, both of the city of Sorel, in the district of Richelieu, Edward Andrew D. Morgan, Elie Maurault, advocates, and Pierre Guevremont, gentleman, of the city of Montreal, for the following purposes :

To own and operate sawmills, timber limits, water powers and to manufacture and deal in

et faire le commerce de bois de construction et bois de toute sorte et produits d'iceux ; posséder et mettre en opération des bateaux à vapeur et vaisseaux de toute sorte ; posséder des entrepôts pour toute sorte de marchandises et produits ; agir comme marchands en gros ; développer, posséder et mettre en opération d'aqueducs pour fournir l'eau aux municipalités et faire toutes autres choses en rapport ou utiles aux susdits objets et aux fins de la compagnie, sous le nom de "Saguenay Mills Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20 000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1911.

JOS. DUMONT,

4743.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 9e jour de décembre 1911, constituant en corporation MM. Joseph Antoine Laurin, courtier, Charles Edouard Laurin, commis voyageur, George Audet, teneur de livres, de Montréal, Frederick Taylor, expert en bétail, de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, et Paul Hamer, éleveur, de Barmouth, Angleterre, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, garder, élever et faire le commerce du bétail de toute description, y compris parmi d'autre bétail, bêtes à cornes, porcs, moutons, agneaux et veaux ;

Acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de viandes de boucherie et apprêtées, y compris les viandes fumées en canistres et de conserve et tous les produits et produits indirects provenant d'iceux ou produits dans l'opération des dites affaires ;

Abattre et faire abattre des bêtes à cornes et animaux de toute sorte ;

Construire, établir, outiller et mettre en opération des abattoirs et appareils réfrigérateurs, établissements de parcs aux animaux et pour l'emballage de la viande ;

Établir, construire et mettre en opération des parcs aux animaux, maisons pour réduire, manufactures de saucisse et manufactures pour salaison et pour conserver les viandes et tous établissements ou endroits nécessaires ou utiles pour la mise en opération des affaires de la compagnie ;

Maufacturer, préparer, acheter, vendre et faire le commerce de peaux, suifs, graisses, huiles, saindoux, savons, colles, engrais et autres substances semblables, et tous les produits et substances nécessaires et utiles dans la préparation d'iceux construire, établir, acheter, louer ou acquérir autrement, maintenir et mettre en opération des entrepôts, manufactures, magasins, boutiques et autres établissements, appareils et machines nécessaires pour les fins des affaires de la compagnie, et pour acheter, faire, préparer, emmagasiner ou vendre aucun ou tous les susdits articles et tous les autres objets de même nature ou nécessaires ou utiles aux affaires de la compagnie ;

Faire des contrats avec les corporations de cités, villes ou autres municipalités pour la mise en opération des affaires de la compagnie ;

Développer et mettre en opération tout pouvoir d'eau ou pouvoirs d'eau, et engendrer, produire et accumuler les forces électriques et moteur électrique ou autre action semblable pour la production de l'éclairage, chauffage ou pouvoir, pour les fins de la compagnie ;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes patentes d'invention, octrois ou licences, se servir de toute invention, marque de commerce, droits de propriétés ou privilèges semblables en rapport aux fins de la compagnie et semblable à iceux, et les vendre ou en disposer autrement, selon qu'il sera jugé à propos ;

lumber and wood of all kind and products of same ; own and operate steamers and vessels of all kinds ; own stores for all sorts of merchandise and produce ; act as warehousemen ; develop, own and operate water works for the supply of water to municipalities ; and to do all other things incidental to or conducive to the foregoing objects and purposes of the company, under the name of "Saguenay Mills Limited", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1911.

JOS. DUMONT,

4744

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th December, 1911, incorporating Messrs. Joseph Antoine Laurin, broker, Charles Edouard Laurin, commercial traveller, George Audet, book-keeper, of Montreal, Frederick Taylor, live stock expert, of Saint Eustache, in the county of Two Mountains, and Paul Hamer, breeder, of Barmouth, England, for the following purposes :

To buy, sell, keep, raise, trade and deal in live stock of every description, including among other live stock, cattle, hogs, sheep, lambs and calves ;

To buy, sell, manufacture and deal in the slaughtered and dressed meats, including smoked canned and preserved meats and all products and by products arising out of or produced in the operation of the said business ;

To slaughter and have slaughtered cattle and animals of all kinds ;

To construct, establish, equip and operate abattoirs and cold storage plants, stock yards and meat packing establishments ;

To establish, build and operate markets, stock-yards, rendering houses, sausage manufactories and manufactories for curing and preserving meats and any establishments or premises necessary or useful for the carrying on of the company's business ;

To manufacture, prepare, buy, sell and deal in hides, tallow, grease, oil, lard, soap, glue, fertilizers and other like substance and in all products and substances necessary and useful in the preparation of same ;

To build, establish, purchase, lease or otherwise acquire, maintain and operate warehouses, factories, stores, shops and other establishments, plants and machinery necessary for the purposes of the company's business, and for buying making preparing, storing, or selling any or all of the aforesaid articles and all others of a kindred nature or necessary or useful to the business of the company ;

To make contracts with corporations of cities, towns or other municipalities for the carrying on of the company's business ;

To develop and operate any water power or water powers, and to generate, produce and accumulate electric and electro motive forces, or other similar agency for the production of light, heat or power, for the purposes of the company ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents of invention, grants or licenses to use any invention, trade marks, copyrights or similar privileges relating to the purposes of the company and germane thereto, and to sell or otherwise dispose of the same as may be deemed fit ;

Acheter ou acquérir autrement, posséder, louer, vendre tous les immeubles, terres et bâties, ou tous droits y ayant rapport ou nécessaires ou utiles pour la mise en opération d'aucune des affaires de la compagnie, ou en disposer autrement ;

Acheter ou autrement acquérir de toute corporation ou personne et mettre en opération toutes affaires en rapport ou semblables aux fins pour lesquelles l'incorporation est demandée, et toutes terres, propriétés, bâties, matériel, stock, droits, contrats et obligations y appartenant, et payer pour aucun des susdits objets en actions acquittées et non sujettes à appel ou obligations, débetures ou autres garanties de la compagnie ;

Acquérir et prendre comme une affaire en opération, les biens, obligations et clientèle des affaires ci-devant et maintenant conduites par messieurs Joseph A. Laurin et Charles Édouard Laurin, sous le nom de "Rockwood Farm", à Montréal, consistant en bétail et l'élevage et commerce de porcs, et de les payer en actions acquittées et non sujettes à appel de cette compagnie ;

Vendre ses affaires ou entreprises ou toute partie d'icelles pour telle considération que la compagnie peut juger à propos et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets ou en partie semblable à ceux de cette compagnie et s'annexer avec toute autre telle compagnie, ou en disposer autrement ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre des actions de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie, et de les payer soit en argent ou en actions acquittées et non sujettes à appel de cette compagnie, et en disposer autrement ;

Payer pour toute propriété, droits ou objets requis par la compagnie, ou pour services rendus à la compagnie, en actions acquittées et non sujettes à appel du capital actions de la compagnie, si ils le désirent ;

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou autre titre légal, aucun et tous droits, propriétés ou objets nécessaires ou utiles dans l'opinion de la compagnie, et aliéner, céder, transférer et louer ou en disposer autrement, et en faire le commerce ;

Faire et exécuter tous les actes, affaires et choses qui peuvent être nécessaires à l'acquisition des susdits objets ou la mise en opération des fins de la compagnie comme susdit, sous le nom de "Rockwood Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1911.

JOS. DUMONT,
4803-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6 décembre 1911, constituant en corporation MM. Charles Levack, industriel, Oscar Gendron, marchand, Lucien Absalon Paradis, gérant de théâtre, Hiram Stoddard, comptable, et Joseph Noël Duguay, notaire, tous de la ville de Grand'Mère, dans les buts suivants :

Construire ou acquérir, vendre, louer, sous louer des immeubles pour l'exploitation de théâtres ou salles d'amusement moraux en quelques lieux que ce soit dans la province et l'acquisition de tous meubles de toute forme et de toute nature, propres à l'exploitation de salles de théâtre et de lieux d'amusements, sous le nom de "The Laurentide Amusement Company, Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en mille (1000) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation,

To purchase or otherwise acquire, hold, lease, sell, or otherwise dispose of any real estate, lands and buildings or any rights therein or thereto necessary or useful for the carrying on of any of the company's business ;

To purchase or otherwise acquire from any corporation or individual and to operate any business connected with or similar to the purposes for which incorporation is sought and any lands, properties, buildings, plant, stock, rights, contracts, and liabilities appertaining to the same and to pay for any such in fully paid-up and non-assessable shares or bonds, debentures or other securities of the company ;

To acquire and take over as a going concern the assets, liabilities and good-will of the business heretofore and now being carried on by Messrs. Joseph A. Laurin and Charles Édouard Laurin, under the name of "Rockwood Farm" in Montreal, consisting in live stock and raising and trading of hogs and to pay for same in fully paid-up and unassessable shares of this company ;

To sell or otherwise dispose of its business or undertakings or any part thereof for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects similar or partly similar to those of this company and to amalgamate with any other such company ;

To purchase, acquire, hold, sell and dispose of shares in any other company having objects similar to those of this company, and to pay therefor either in cash or in fully paid-up and non-assessable shares of this company ;

To pay for any property, rights or things required by the company or for services rendered to the company in fully paid-up and non assessable shares of the capital stock of the company, if desired ;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange, or other legal title any and all rights, properties or things necessary or useful in the opinion of the company, and to alienate, cede, transfer and lease or otherwise dispose of and deal with the same ;

To do and perform all such acts, matters and things as are necessary to the attainment of the above objects or the carrying out of the purposes of the company as aforesaid, under the name of "Rockwood Limited", with a total capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into for hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of December, 1911.

JOS. DUMONT,
4804 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 6th day of December, 1911, incorporating Messrs. Charles Levack, manufacturer, Oscar Gendron, merchant, Lucien Absalon Paradis, theatre manager, Hiram Stoddard, accountant, and Joseph Noel Duguay, notary, all of the town of Grand'Mère, for the following purposes :

To construct or acquire, sell, lease, sub-let immoveable property for the operation of moral theatres or amusement halls in any place whatsoever in the province, and the acquisition of any furniture of any form or nature suitable for the operation of theatrical halls and places of amusement, under the name of "The Laurentide Amusement Company, Limited", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one thousand (1000) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

The principal place of business of the corporation,

sera à Grand'Mère, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1911.

JOS. DUMONT,

4787-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12^e jour de décembre 1911, constituant en corporation MM. Charles Edouard Marchand, avocat, Sincère Magnan, Joseph Bessette, huissier, Lucie Lalonde, sténographe, et Edouard Marchand, greffier, tous de la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, dans les buts suivants :

Faire le commerce de bois dans toutes ses branches, et faire les affaires de manufacturiers et marchands de billots, bois, bois de construction et tous les articles dans la manufacture desquels le bois est employé, et toute sorte de produits naturels et produits indirects d'icelui.

Faire les affaires comme marchands de bois, propriétaires de moulin à scie et arboriculteurs, et acheter, vendre, cultiver, préparer pour le marché, manipuler, exporter, importer et faire le commerce de bois et bois de construction de toute sorte, et manufacturer et vendre des articles de toute sorte dans la manufacture desquels le bois de construction ou bois est employé ;

Construire, ériger ou acquérir autrement, posséder, mettre en opération, maintenir et conduire des moulins et ateliers pour la manufacture et production du bois broyé mécaniquement, pulpe, sulfite de pulpe, papiers, cartons, matériaux pour papier, et aucun et tous les ingrédients, ou produits ou composés d'iceux, et aucun et tous les articles et substances provenant d'aucun des susdits matériaux, ou employés ou utilisés en rapport avec iceux, et manufacturer, acheter ou acquérir autrement, faire le commerce et vendre les dits articles et toutes autres substances, produits ou produits indirects d'iceux et en général faire les affaires de manufacture et commerce de bois, pulpes, sulfite de pulpe et papier dans toutes ses branches ;

Acquérir par achat ou autrement, et posséder des terres, limites à bois ou baux, lot de grève, privilèges d'eau et pouvoirs, droits et intérêts y ayant rapport, et construire sur iceux, développer, cultiver, exploiter, établir et autrement les améliorer et utiliser et les hypothéquer, louer ou autrement en faire le commerce ou en disposer ;

Exercer l'industrie de courtiers d'immeubles et d'une compagnie de terres, acheter, posséder, détenir, louer, échanger, développer et cultiver le sol, et des propriétés immobilières de toutes sortes, y compris le bois debout et les concessions forestières et en faire le commerce et autrement en disposer ;

Manufacturer et produire de l'électricité, de la vapeur et du gaz pour la chaleur, la lumière et la force pour les fins de la compagnie et en vendre le surplus dans les comtés de Terrebonne et d'Ottawa ;

Émettre, transporter, répartir comme stock payé les actions du capital actions de la compagnie en paiement de toutes affaires, franchises entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, hypothèques, licences, patentes, contrats, immeubles, stock de garantie et autres propriétés ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Employer aucun de ses fonds à l'achat de stock dans toute autre compagnie ou corporation ;

Prendre et accepter, et généralement détenir des actions dans d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, en paiement de toutes redevances ou prix de vente d'aucune de ces propriétés, ou d'aucune partie d'icelles ;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs

will be at Grand'Mère, in the district of Three Rivers.

Dated from the office of the Secretary of the province, this sixth day of December, 1911.

JOS. DUMONT,

4788

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 12th day of December, 1911, incorporating Messrs. Charles Edouard Marchand, advocate, Sincère Magnan, Joseph Bessette, bailiffs, Lucie Lalonde, stenographer, and Edouard Marchand, clerk of the court, all of the town of Saint Jerome, county of Terrebonne, for the following purposes :

To carry on the lumber business in all its branches and the business of manufacturers and merchants of logs, wood, lumber, and any articles in the manufacture of which wood is employed, and any natural and indirect products of same ;

To carry on business as lumber merchants, saw mill owners and arboriculturists, and purchase, sell, cultivate, prepare for market, manipulate, export, import and deal in wood and lumber of all kinds, and manufacture and sell articles of every kind in the manufacture of which lumber or wood is used ;

To construct, erect or otherwise acquire, hold, operate, maintain and manage mills and shops for the manufacture and production of mechanically crushed wood, sulfite of pulp, paper, cardboard, materials for paper, and any and all the ingredients, products or composites of same, and any and all the articles and substances derived from any of the aforesaid materials, or employed or used in connection with same, and manufacture, purchase or otherwise acquire, deal in and sell the said articles and any other substances, indirect product or products of same and in general carry on the business of manufacturers of and dealers in wood, pulp, sulfite of pulp and paper in all its branches ;

To acquire by purchase or otherwise and hold lands, timber limits or leases, beach lots, water privileges and powers, rights and interests in connection therewith, and build thereon, develop, cultivate, exploit, establish, improve, utilize, hypothecate, lease or otherwise deal in and dispose of same ;

To carry on the business of real estate brokers and a land company, purchase, hold, own, lease, exchange, develop and cultivate the soil and immoveable property of all kinds including standing timber and forestry concessions and deal in and otherwise dispose of same ;

To manufacture and produce electricity, steam and gas for heat, light and power for the purposes of the company, and sell the surplus thereof in the counties of Terrebonne and Ottawa ;

To issue, transfer, allot as paid up stock, shares of the capital stock of the company in payment for any businesses, franchises, undertakings, properties, rights, privileges, leases, hypothecs, licenses, patents, contracts, immoveables, securities and other property that the company may lawfully acquire in virtue hereof ;

To amalgamate with any other company having the same objects as those of this company ;

To make use of any of its capital for the purchase of stock in any other company or corporation ;

To take, accept and generally hold stock in other companies whose objects, are in whole or in part similar to those of the company, in payment for anything due or the sale price of any of such properties or of a part of same ;

To do all such things and exercise all the powers

et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée ;

Les objets et pouvoirs dans chacun des susdits paragraphes sont en aucune manière limités ou restreints par référence à ou déduction des termes de toute autre clause ou tout autre paragraphe, mais les pouvoirs et objets spécifiés dans chacune des clauses seront considérés comme objet et pouvoirs indépendants, sous le nom de "The Saint Jovite Power & Electric Light Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Saint-Jovite, cantons-unis de Salaberry et de Grandison, comté et district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de décembre 1911.

JOS. DUMONT,

4859

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour de décembre, 1911, constituant en corporation MM. Joseph Henry Dillon, avocat, Paul Alfred De Groseilliers et Thomas, Alexandre, Wilfrid, Paul Mercier, étudiants en droit, Adolphe Lafontaine, commis, et Hormisdas Contant, entrepreneur, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'immeubles dans toutes ses branches ;

Acquérir par achat, échange, bail ou en aucune autre manière, et posséder, cultiver, arpenter, subdiviser en lots avec rues, ruelles et carrés, les développer, améliorer, louer, échanger, vendre ou en disposer autrement, ou faire le commerce de propriétés immobilières et terrains, sous culture ou non, et tous les intérêts y ayant rapport ;

Construire, ériger, bâtir et maintenir ou faire construire, ériger, bâtir et maintenir dans et sur les dits terrains, des drainages, égouts, chemins, ponts et autres moyens de communication, maison, moulins, factoreries, manufactures et tous autres travaux, améliorations ou bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires ou utiles, et les louer, échanger, vendre ou en disposer autrement ou faire le commerce d'iceux ou d'aucun d'eux, ensemble avec les terrains sur lesquels ils existent ;

Avancer des argent par moyen de prêts aux acquéreurs, détenteurs, locataires ou possesseurs d'aucune partie des propriétés de la compagnie, pour aider à l'érection de bâtisses ou pour faire des améliorations sur icelles ;

Prendre et posséder, comme garantie du remboursement d'aucun prêt fait par la compagnie et pour le paiement du prix ou considération de tout contrat fait avec la compagnie, des hypothèques ou garanties d'aucune nature quelconque ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transférer des actions, débetures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie ;

Répartir et émettre, comme acquittées, toutes actions du capital-actions de la compagnie en paiement de toute franchise, entreprise, propriété (meubles et immeubles), stock, débetures, garanties, biens, droits, privilèges, patentes, licences ou contrat que la compagnie peut acquérir ou faire, ou en acquittement d'aucune dette ou obligation qu'elle peut devoir ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie engagée dans les mêmes affaires ;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être en rapport et paraître utiles à l'acquisition des fins et objets de l'incorporation de la compagnie, sous le nom de "Lachine Canal

and carry on all the operations in connection with the carrying out of the objects for which the company is incorporated ;

The objects and powers in each of the aforesaid paragraphs are in nowise limited or restricted by reference to or deduction from the terms of any other clause or any other paragraph, but the powers and objects specified in each of the clauses shall be considered as independent objects and powers, under the name of "The Saint Jovite Power & Electric Light Company," with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Jovite, united townships of Salaberry and of Grandison, county and district of Terrebonne.

Dated from the office of the secretary of the province, this twelfth day of December, 1911.

JOS. DUMONT,

4860

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1911, incorporating Messrs. Joseph Henry Dillon, advocate, Paul Alfred De Groseilliers, and Thomas, Alexandre, Wilfrid, Paul Mercier, students at law, Adolphe Lafontaine, clerk, and Hormisdas Contant, contractor, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on a real estate business in all its branches ;

To acquire by purchase, exchange, lease or in any other manner, and hold, cultivate, survey, subdivide into lots with streets, lanes and squares, develop, improve and to let, exchange, sell or otherwise dispose of or deal with immovable properties and lands, under cultivation or not, and all interests therein ;

To construct, erect, build and maintain, or cause to be constructed, erected, built and maintained, in and upon the said lands, drains, sewers, roads, bridges and other means of communication, houses, mills, factories, manufactures and any other works, improvements or buildings which may be deemed necessary or advantageous, and to let, exchange, sell or otherwise dispose of or deal with the same or any of them together with the lands upon which they exist ;

To advance moneys by way of loans to the purchasers, holders, lessees or occupants of any part of the company's properties to aid in the erection of buildings or in the making of improvements thereon ;

To take and hold, as security for the repayment of any loan made by the company and for the payment of the price or consideration of any contract made with the company, mortgages or securities of any nature whatsoever ;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer, shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company ;

To allot and issue, as fully paid up, any shares in the capital stock of the company in payment of any franchise, undertaking property (movable or immovable), stock, debentures, securities, assets, rights, privileges, patent, license or contract which the company may acquire or enter into, or in satisfaction of any debt or obligation which it may owe ;

To amalgamate with any other company engaged in a similar business ;

To do and perform all other acts and things which may be incidental and may seem conducive to the attainment of the ends and objects of the incorporation of the company, under the name of

Lands, Limited", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de décembre 1911.

JOS. DUMONT,

4791.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 9 décembre 1911, par lesquelles "la compagnie Edison Correspondence System Company, Limited" a été autorisée à changer son nom en celui de "Labor Saving Office Appliances Company, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de décembre 1911.

JOS. DUMONT,

4785.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de Sainte-Claire, a été licenciée pour faire les affaires d'Assurance Mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, sur les bâtisses situées sur les terres qui peuvent être taxées dans la municipalité de Sainte-Claire.

Le principal bureau de la compagnie est à Sainte-Claire, comté de Dorchester, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce treizième jour de décembre 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor.

4861.2

Québec, 14 novembre 1911.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur par Jos. E. Richard, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Paschal, comté de Kamouraska, district de Kamouraska, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu J. A. Blanchet, en son vivant demeurant et pratiquant à Saint-Paschal, comté de Kamouraska, district de Kamouraska, conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,

4333-5 Secrétaire de la province.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 18 novembre 1911.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-troisième jour du mois de janvier prochain; qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le trentième jour du même mois; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le sixième jour du mois de février prochain.

L. G. DESJARDINS,

4261 Greffier de l'Assemblée législative.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée

"Lachine Canal Lands, Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of December, 1911.

JOS. DUMONT,

4792 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 9th day of December, 1911, by which the "Edison Correspondence System Company, Limited" has been authorized to change its name to the "Labor Saving Office Appliances Company, Limited".

Dated from the office of the Secretary of the province, this ninth day of December, 1911.

JOS. DUMONT,

4790 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de Sainte-Claire", has been licensed to transact the business of mutual insurance against fire, lightning and wind, on buildings situated upon taxable land within the municipality of Sainte-Claire.

The head office of the company is at Sainte-Claire, county Dorchester, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this thirteenth day of December, 1911.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department.

4862

Québec, 14th November, 1911.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by Jos. E. Richard, esquire, notary public, practising and residing of Saint Paschal, county of Kamouraska, district of Kamouraska, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late J. A. Blanchet, in his lifetime practising and residing at Saint Paschal, county of Kamouraska, district of Kamouraska, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,

4334 Provincial Secretary.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Québec, 18th November, 1911.

Notice is hereby given that in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the twenty third day of the month of January next; that no private bill shall be introduced after the thirtieth day of said month; that no report of any standing or select committee upon private bill shall be received after the sixth day of the month of February next.

L. G. DESJARDINS,

4262 Clerk of Legislative Assembly

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated.

doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statutaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. *Pour des lois de constitution en corporation :*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,

3725-2 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un

If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. *For acts of Incorporation.*

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation :*

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for the enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba shall be published in both English and French ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,

3726 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying

droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment

parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre

se mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinquante piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

4485

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ces lettres patentes doit y être annexée.

hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

4486

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter in which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges sociaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen du bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres,

"2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars

outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et d'oser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas."

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

4487

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

4488

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

AVIS.

Avis est présentement donné que Le Comptoir Mobilier Franco-Canadien s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte, au sujet des obligations, du contrôleur, et de l'assemblée générale de la société.

LE COMPTOIR MOBILIER
FRANCO-CANADIEN.

4341.5

Canada,
Province de Québec,
District de Bedford.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Farnham s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour refondre sa charte, 62 Victoria, chapitre 65, la déclarant sujette aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, 3 Ed. VII, ch. 38, contenue aux statuts refondus de Québec 1909, avec certains amendements pour entre autres choses, changer son nom en celui de Ville de Farnham, diviser la municipalité en quartiers, fixer les droits sur licences d'hôtels, autoriser et confirmer l'acquisition, la construction, l'entretien et l'exploitation par la ville d'un système d'éclairage à l'électricité, au gaz ou autres et la vente de la lumière et de la force motrice, déterminer la confection et l'entretien des trottoirs et autres fins.

J. E. LEFEBVRE,
Procureur de la corporation
de la ville de Farnham.
Farnham, 15 novembre 1911. 4339.5

Avis public est par les présentes donné par la Société de Numismatique et d'Archéologie de Montréal, qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, pourvoyant à la création d'un bureau de fiduci-commissaires et pour être autorisée à posséder une plus grande valeur de biens et autres fins.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 22 novembre 1911. 4395-5

Applications to the Legislature

NOTICE.

Notice is hereby given that The Comptoir Mobilier Franco-Canadien will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter respecting the bonds, the comptroller and the general meeting of the company.

THE COMPTOIR MOBILIER
FRANCO-CANADIAN.

4342

Canada,
Province of Quebec,
District of Bedford.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Farnham will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to revise its charter, 62 Victoria, chapter 65, declaring same subject to the provisions of the cities and towns' act, 1903, 3 Ed. VII, ch. 38, contained in the Revised Statutes of Quebec, 1909, with certain amendments for amongst other things, to change its name to that of Town of Farnham, divide the municipality into wards, fix the rights on hotel licenses, authorize and confirm the acquisition, construction maintenance and operation by the town of a system of lighting by electricity, gas or others and the sale of light and motive power, determine the making and maintenance of sidewalks and other purposes.

J. E. LEFEBVRE,
Attorney for the corporation
of the town of Farnham.
Farnham, 15th November, 1911. 4340

Public notice is hereby given by the Numismatic and Antiquarian Society of Montreal, that it will apply at the next session of the Legislature of Quebec, for an act to amend its charter, providing for a board of trustees, and to be authorized to possess a larger value of property and for other purposes.

LIGHTHALL & HARWOOD,
Solicitors for applicants.
Montreal, 22nd November, 1911. 4396

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Québec et Saguenay s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants :

1° Valider, continuer en vigueur et renouveler tous les droits, pouvoirs et privilèges conférés par la loi 5 Edouard VII, chapitre 55 et ses amendements ;

2° Ratifier et confirmer l'organisation de la compagnie, l'élection du bureau des directeurs et tous les actes des directeurs antérieurs à la date de la passation de la dite loi, y compris l'émission d'obligations de la compagnie et l'émission des actions non payées du capital actions de la compagnie, comme acquittées et non sujettes à appel ;

3° Révoquer la section de la loi 5 Edouard VII, chapitre 55, et la remplacer par la section déterminant que la compagnie aura le pouvoir de construire et mettre en opération un chemin de fer à travers les comtés de Montmorency, Charlevoix, Saguenay, Chicoutimi, du terminus de The Quebec Railway Light & Power Company, à Saint Joachim, dans le comté de Montmorency, suivant la rive du fleuve Saint Laurent, à travers la Baie Saint Paul, jusqu'à Saint Irénée et Malbaie, et de là, à un point sur la rivière Saguenay entre le Lac Saint Jean et l'embouchure de la rivière Saguenay ; de là, à travers le comté de Saguenay jusqu'à un point situé à ou près de la limite est de la province de Québec, aussi construire des embranchements à partir de la ligne principale pour l'utilité des industries existantes de la compagnie ou industries pouvant s'y établir ;

4° Amender la section 11 de la loi 5 Edouard VII, chapitre 55, en changeant le montant de l'émission autorisée des obligations de la compagnie ;

5° Révoquer la section 2 de la loi 9 Edouard VII, chapitre 105, et la remplacer par une loi permettant à la compagnie de compléter sa ligne de Saint Joachim à la Malbaie dans l'espace de trois ans, et la balance de l'entreprise de la compagnie dans l'espace de sept ans, et pourvoyant qu'à défaut de la compagnie de compléter toute ou aucune partie de sa dite ligne dans les délais susdits, qu'alors tous les droits, pouvoirs et privilèges conférés à la compagnie seront nuls quant à la partie de son chemin de fer non complété dans les délais prescrits, mais seront valables quant à la partie complétée ;

6° Déclarer que l'article 6645 des statuts refondus de la province de Québec ne s'appliquera pas à la compagnie, et pour telle autre législation en rapport ou accessoire aux susdits objets.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 12 décembre 1911.

4879

Avis est par le présent donné que "The Manitou Club," corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires à Lac Manitou, dans le canton de Beresford, dans la paroisse de Sainte-Agathe, dans la province de Québec, un club formé sous les dispositions des statuts refondus de la province de Québec, 1888, pour les fins de sports de pêche, de chasse et aquatiques et en général de donner des récréations sociales, instructions et amusements, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi confirmant sa charte et étendant ses pouvoirs, à savoir : acquérir par achat ou autrement la propriété immobilière nécessaire pour tous les objets du dit club et vendre et échanger, hypothéquer, aliéner la dite propriété ou en disposer ; construire, établir et posséder des terrains pour golf, allées pour quilles, tennis, gymnase et une maison de club en général pour l'usage de ses membres ; promouvoir et encourager les jeux de golf, quilles, tennis et autres jeux de sport et les encourager en donnant des prix ; acheter, louer ou acquérir les propriétés, droits, privilèges et fran-

Public notice is hereby given that the Quebec & Saguenay Railway Company will, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, make application for the passing of an act for the following purposes :

1. To validate, continue in force and renew all the rights, powers and privileges conferred by the act 5 Edward VII, chapter 55 and amendments thereto ;

2. To ratify and confirm the organization of the company, election of the board of directors, and all the acts of the directors previous to the date of the passing of the said act, including the issue of the company's bonds, and the issue as fully paid and non-assessable all the outstanding shares of the company's capital stock ;

3. To repeal section 2 of the act 5 Edward VII, chapter 55, and replace it by section determining that the company shall have power to construct and operate a railway through the counties of Montmorency, Charlevoix, Saguenay, Chicoutimi, from the terminus of the Quebec Railway Light & Power Company at Saint Joachim, in the county of Montmorency, following the shore of the river Saint Lawrence, through Baie Saint Paul as far as Saint Irénée and Malbaie, and thence, to some point on the Saguenay river, between lake Saint John and the mouth of the Saguenay river, thence, through the county of Saguenay to a point situated at or near the eastern boundary of the province of Quebec, as well as to construct branches from the main line for the use of the company's existing industries or industries to be established ;

4. To amend section 11 of the act 5 Edward VII, chapter 55, by altering the amount of the authorized bond issue of the company ;

5. To repeal section 2 of the act 9 Edward VII, chapter 105, and to replace it by an enactment permitting the company to complete its line from Saint Joachim to Murray Bay within three years, and the balance of the company's undertaking within seven years, and providing that in the event of the failure of the company to complete all or any portion of its said line within the delays aforesaid, that then all the rights, powers and privileges conferred upon the company shall be void with respect to the portion of its railway not completed within the prescribed delay, but shall avail with regard to the completed portion ;

6. To declare that article 6645 of the revised statutes of the province of Quebec shall not apply to the company, and for such other legislation as may be incidental or accessory to the foregoing.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
& LANGUEDOC,

Attorneys for applicants.

Montreal, 12th December, 1911.

4880

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, The Manitou Club, a body politic and corporate having its head office and principal place of business at Lac Manitou, in the township of Beresford, in the parish of Sainte Agathe, in the province of Quebec, a club formed under the provisions of the revised statutes of the province of Quebec, 1888, for the purposes of fishing, shooting, aquatic sports and generally with a view of social recreation instruction and amusement, will apply to the Legislature of the province of Quebec, for an act confirming its charter and extending its powers to wit : to acquire by purchase or otherwise immoveable property necessary for all the objects of the said club and to sell, exchange, hypothecate, alienate, or to dispose of such property ; to construct, establish, and own golf links, bowling alleys, tennis, gymnasium and a general club house for the use of its members ; to promote and encourage the games of golf, bowling, tennis and other sporting games and to encourage same by the granting of prizes ; to purchase, lease or acquire the properties, rights, privileges and

chises de toute autre compagnie ayant les mêmes objets ou vendre ou s'amalgamer à toute autre compagnie ayant les mêmes objets ; émettre du stock acquitté qui peut être requis et faire tous les règlements et règles concernant le transfert et le vote d'icelui ; vendre ou louer partie de la propriété de la compagnie aux conditions que la compagnie peut fixer et recevoir en paiement d'icelle, des actions ou garanties de toute autre compagnie avec laquelle elle peut faire affaires, ou en disposer ; et en général étendre les pouvoirs de la dite compagnie de manière à lui donner les mêmes droits et privilèges que ceux dont jouit "The Rivermead Golf Club", en vertu de la loi 1 George V (deuxième session), chapitre 117, et pour autres fins.

"The Manitou Club",

Par ROBERT STARK.

Président.

Par W. N. JOHNSTON,

Secrétaire.

Cooke & Magee,
Soliciteurs des requérants.

4887

Avis est par les présentes donné que la Société Saint-Jean-Baptiste de la cité de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, relativement à son droit d'acquérir et de posséder des propriétés à son nom, à la composition et à la désignation de son comité général de régie, à l'érection des sections paroissiales, et à divers autres objets.

ADJUTOR RIVARD,

Procureur.

Québec, 18 décembre 1911.

4917

Avis public est par les présentes donné que Joseph Arthur Bilodeau, agent d'immeubles, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi déclarant valide, à toutes fins que de droit, la vente par licitation à lui faite suivant avis public, le 6 juillet 1911, à l'hôtel-de-ville de Maisonneuve, comme plus haut et dernier enchérisseur, pour le prix et somme de \$9 500.00, des immeubles suivants, savoir : les lots connus et désignés sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous les numéros 732 à 741, inclusivement, 1098 à 1106, inclusivement, 1092 à 1097, inclusivement, et 1055 à 1066, inclusivement, de la subdivision officielle du lot primitif numéro quatorze (No 14), aux dits plan et livre de renvoi officiels appartenant alors à la succession de feu Pierre Olivier Trudel, en son vivant rentier, de la paroisse de Saint-Tite, et déclarant le dit Joseph Arthur Bilodeau, propriétaire des dits immeubles, aux conditions des ordonnances judiciaires autorisant la dite vente par licitation et déterminant le mode de paiement du dit prix de vente, et pour autres fins.

L. A. CANNON,

Procureur du requérant.

Québec, 18 décembre 1911.

4915

Avis est par le présent donné que "The Engineers Club of Montreal", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour reviser et amender sa charte, en augmentant la limite de la valeur de ses pouvoirs et autorité pour acquérir, posséder et vendre des meubles et immeubles ; ses pouvoirs d'emprunter et hypothéquer ; ses pouvoirs d'émettre du stock et fixer les dividendes ; les pouvoirs du club et son comité, quant au rachat, conversion et paiement de son stock et hypothèques, et pour autres fins.

ELLIOTT & DAVID,

Soliciteurs des requérants.

Montréal, 8 décembre 1911.

4933

franchises of any other company having similar objects or to sell or amalgamate with any other company having like objects ; to issue paid up stock as may be required and to make all rules and regulations regarding the transfer and voting of the same ; to sell or rent part of the property of the company or to dispose of the same upon such conditions as the company may fix and to receive in payment therefor shares or securities of any other company with whom it may deal ; and generally extend the powers of the said company so as to give it similar rights and privileges as those enjoyed by the Rivermead Golf Club, under the act 1 George V (second session), chapter 117, and for other purposes.

"The Manitou Club"

Per ROBERT STARKE,

President.

Per W. N. JOHNSTON,

Secretary.

Cook & Magee,
Solicitors for applicants.

4888

Notice is hereby given that the "Société Saint-Jean-Baptiste de la cité de Québec" will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain amendments to its charter, relating to its right to acquire and hold property in its own name, to the composition and designation of its general committee of management, to the formation of parochial sections, and to various other objects.

ADJUTOR RIVARD,

Attorney.

Quebec, 18th December, 1911.

4918

Public notice is hereby given that Joseph Arthur Bilodeau, real estate agent, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the passing of an act declaring valid, to all intents and purposes, the sale by licitation made to him according to public notice, the 6th of July, 1911, at the city Hall of Maisonneuve, as the highest and last bidder for the price and sum of \$9,500.00 of the following immovables, to wit : the lots known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, under the numbers 732 to 741, inclusively, 1098 to 1106, inclusively, 1092 to 1097, inclusively, and 1055 to 1066, inclusively of the official subdivision of primitive lot number fourteen (No. 14), on the said official plan and book of reference, then belonging to the estate of the late Pierre Olivier Trudel, in his lifetime rentier, of the parish of Saint Tite, and declaring the said Joseph Arthur Bilodeau proprietor of the said immovables, on the conditions of the judicial ordinances authorizing the said sale by licitation and determining the mode of payment of the said price of sale, and for other purposes.

L. A. CANNON,

Attorney for petitioner.

Quebec, 18th December, 1911.

4916

Notice is hereby given that "The Engineer Club of Montreal," a body politic and corporate, having its head office and chief place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to revise and amend its charter, by increasing the value limit of its power and authority to acquire, hold and dispose of moveable and immovable property ; its powers of borrowing and hypothecation ; its powers of issuing stock and determining as to dividends ; the powers of the club and its committee, as to the redemption conversion and payment of the stock and hypothecs, and for other purposes.

ELLIOTT & DAVID,

Solicitors for applicants.

Montreal, 8th December, 1911.

4934

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes :

Autonomie municipale ; expropriations, ouverture et élargissement de rues ; qualifications des électeurs ; autorisation de faire des règlements sur différents sujets, entre autres : pour donner des pouvoirs plus étendus aux officiers du département des incendies ; pour obliger les citoyens à prendre certaines mesures pour éviter les incendies ; pour défendre l'usage de sirènes d'automobiles ; pour réglementer la circulation des voitures de manière à protéger les pompiers qui se rendent aux incendies ; préparation du budget annuel ; préparation d'un budget supplémentaire ; octroi de contrats pour fournitures ; réglementation quant aux terrains vacants ; établissement de glaciers municipales ; préparation des listes électorales ; conduits souterrains ; pouvoirs de la commission des services électriques ; imposition de taxes spéciales sur débardeurs non résidents ; imposition de taxes spéciales sur compagnies d'assurance contre le feu ; perception des taxes ; préparation des rôles ; réglementation de la vente des armes ; annexion d'une partie du village de la Côte Saint-Luc ; imposition d'un honoraire pour incorporation de clubs ; cautionnement dans le cas de poursuite contre les membres du conseil, les commissaires et les officiers municipaux ; réduction du pouvoir d'emprunt de la cité et fonds d'amortissement ; pavages permanents ; ouverture du boulevard Saint-Laurent ; ratification de la résolution du conseil à ce sujet ; ouverture de la rue Le Royer ; élargissement des rues Guy et Aqueduc ; correction des articles de la charte qui mentionnent les numéros des anciens statuts refondus ; personnes atteintes d'aliénation mentale traduites devant le recorder ; juridiction des recorders et cour du recorder ; pouvoir de subventionner les universités Laval et McGill ; pavages des ruelles privées ; établissement d'un boulevard et construction d'un chemin de fer sur les berges et dans le voisinage de l'aqueduc ; annexion de certaines parties de l'aqueduc, en dehors des limites actuelles de la cité ; établissement de chemin de fer souterrains ; vente et affectation de propriétés municipales à des fins de bibliothèque, d'éducation et de charité ; fausses alarmes, annexions.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Hôtel de Ville,
Montréal, 20 décembre 1911. 4931

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Laurent s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, notamment en ce qui concerne la délimitation et l'agrandissement de son territoire, le droit d'expropriation de parcs publics ou boulevards, le droit de restreindre, limiter ou prohiber le commerce de liqueurs enivrantes, le droit d'exempter de taxes les terrains en culture en tout ou en partie, le droit de disposer de l'aqueduc à des conditions jugées convenables, pour faire ratifier certaines ventes de taxes et autres contrats et pour autres fins.

J. HONORÉ JOANETTE,
Avocat de la ville Saint-Laurent.
Saint-Laurent, 18 décembre 1911. 4929

Avis public est par les présentes donné que Maurice Brasset, étudiant en droit, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi autorisant le barreau de la dite province à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

MAURICE BRASSET,
Requérant.
Québec, 20 décembre 1911. 4939

NOTICE.

The city of Montreal gives notice, that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters :

Municipal autonomy ; expropriations ; opening and widening of streets ; qualification of electors ; power to make by-laws on different subjects, among others ; to give wider powers to the officers of the fire department ; to compel the citizens to take certain measures in order to avoid fires ; to prohibit the use of horns on automobiles ; to regulate vehicular traffic so as to protect the firemen when going to fires ; preparation of the annual budget ; preparation of a supplementary budget ; awarding of contracts for supplies ; power to regulate vacant lands ; establishment of municipal ice-houses ; preparation of voters' lists ; underground conduits ; powers of the electrical commission ; levying of special taxes on non resident longshoremen ; levying of special taxes on fire insurance companies ; collection of taxes ; preparation of rolls ; regulation of the sale of arms ; annexation of a portion of the village of Côte Saint Luc ; power to charge a fee for the incorporation of clubs ; security in the case of legal actions against members of the council, the commissioners and civic officials ; reduction of the borrowing power of the city and the sinking fund ; permanent pavings ; opening of Saint Lawrence Boulevard and ratification of the resolution of the council in this connection ; extension of Guy and Aqueduct streets ; opening of Leroyer street ; correction of the sections of the charter in which the numbers of the articles of the old revised statutes are mentioned ; insane brought before the Recorder ; jurisdiction of the recorders and of the Recorder's Court ; power to subsidize Laval and McGill Universities ; paving of private lanes ; establishment of a boulevard and construction of a railway on the banks and in the vicinity of the aqueduct ; annexation of certain portions of the aqueduct outside of the present limits of the city ; construction of underground railways ; sale and affectation of civic properties, for library, educational and charitable purposes ; false alarms ; annexations.

L. O. DAVID,
City clerk.

City Hall.
Montreal, 20th December, 1911. 4932

Public notice is hereby given that the town of Saint-Laurent shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter, specially concerning the delimitation and widening of its territory, the right to expropriate for public parks or boulevards, the right to restrain and prohibit liquor trade, the right to exempt from taxes lands in cultivation, the right to dispose of the aqueduct at certain conditions, to have certain sales for taxes and other contracts ratified and for other purposes.

J. HONORÉ JOANETTE,
Attorney for the town of Saint Laurent.
Saint Laurent, 18th December, 1911. 4930

Public notice is hereby given that Maurice Brasset, law student, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the granting of a bill authorizing the bar of the said province to admit the said Maurice Brasset as a member of said bar after examination.

MAURICE BRASSET,
Petitioner.
Quebec, 20th December, 1911. 4940

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'autorisation d'emprunter \$500,000.00 en émettant des débetures, pour acquérir et construire de nouvelles écoles et améliorer des écoles déjà construites, et celle de passer de nouveaux règlements concernant les honoraires à payer à ses membres.

ULRIC LAFONTAINE,

4925

Secrétaire-trésorier.

Avis est par le présent donné que Edward B. Greenshields, Edward Feild Hebden, Robert Starke, James Oliver et John Pitblado, tous propriétaires, résidents et contribuables de la paroisse de Sainte Agathe des Monts, dans le comté de Terrebonne, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de séparer des municipalités des paroisses de Sainte Agathe des Monts et Saint Faustin, et les former en une municipalité distincte devant être connue comme municipalité de "Ivry-on-the-Lake", les lots suivants :

(a) Un morceau du territoire borné au nord par la ligne entre les rangs 6 et 7, du canton Beresford ; à l'ouest par la ligne divisant le canton de Beresford et Wolfe ; au sud par la ligne du rang entre les rangs 2 et 3 du canton de Beresford, et à l'est par la ligne divisant les lots 27 et 28, dans les rangs 3, 4, 5 et 6, dans le canton de Beresford.

(b) Un morceau du territoire décrit comme suit : lots 37a, 38a, 39a, 40a, 41a, 42a, 43a et 44a, dans le deuxième rang du canton de Beresford.

(c) Un morceau du territoire situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Faustin, dans le canton de Wolfe ; borné au nord par la ligne entre les rangs 3 et 4, du canton de Wolfe ; à l'ouest par la ligne entre les lots 5 et 6, du troisième rang du dit canton ; au sud par la ligne entre les rangs 2 et 3 du dit canton, et à l'ouest par la ligne entre le canton de Beresford et Wolfe, avec pouvoir d'emprunter un montant n'excédant pas \$5,000.

ALEXANDER R. JOHNSON,

Procureur des requérants.

Montréal, 19 décembre 1911.

4937

Avis public est par les présentes donné que la ville de Dorval s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte d'incorporation, pour le faire régir à l'avenir par la loi des cités et villes ; pour que le territoire de la ville de Summerlea, lui soit annexé ; pour obtenir l'autorisation d'emprunter les sommes nécessaires pour l'installation d'un système d'aqueduc, d'égoûts, d'éclairage électrique et pour autres améliorations ; pour fixer la qualification des membres de son conseil et pour autres fins.

ALPHONSE DECARY,

Procureur de la ville de Dorval.

Montréal, 11 décembre 1911.

4781.2

Avis est par le présent donné que les exécuteurs des biens de feu Andrew F. Gault s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender un plan de la cité de Saint Henri, maintenant partie de la cité de Montréal, homologué par un jugement de la cour supérieure du 21 juin 1894, en rayant d'icelui la ligne homologuée montrant l'extension projetée de la rue Sainte Emilie à la rue Saint Ferdinand, à travers les lots officiels Nos 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905, et lots de subdivision Nos 1 à 49, inclusivement, du lot officiel No 1921, de la dite ci-devant cité de Saint Henri, maintenant partie de la cité de Montréal.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & POPE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 13 décembre 1911.

4843.2

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of Montreal will ask authority from the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to borrow \$500,000 00 by the issue of bonds, in order to build new schools and to improve and enlarge those already, existing, authority will also be asked for, to enact new by-laws concerning the indemnity to be paid to the members of said board.

ULRIC LAFONTAINE,

4926

Secretary treasurer.

Notice is hereby given that Edward B. Greenshields, Edward Feild Hebden, Robert Starke, James Oliver and John Pitblado, all being proprietors, residents and rate payers in the parish of Saint Agathe des Monts, in the county of Terrebonne, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for a passing of an act to separate from the municipalities of the parishes of Saint Agathe des Monts and Saint Faustin, and from into a distinct municipality to be known as the municipality of Ivry-on-the-Lake, the following lots :

(a) A piece of territory bounded on the north by the line between the ranges 6 and 7, of the township of Beresford ; on the west by the line dividing the township of Beresford and Wolfe ; on the south by the range line between the ranges 2 and 3 of the township of Beresford ; and on the east by the line separating lots 27 and 28, in the ranges 3, 4, 5 and 6, in the township of Beresford.

(b) A piece of territory described as follows : lots 37a, 38a, 39a, 40a, 41a, 42a, 43a and 44a, in the second range of the township of Beresford.

(c) A piece of territory situated in the municipality of the parish of Saint Faustin, in the township of Wolfe ; bounded on the north by the line between ranges 3 and 4, of the township of Wolfe ; on the west by the line between lots 5 and 6 of the third range of the said township ; on the south by the line between the ranges 2 and 3, of the said township ; and on the west by the line between the township of Beresford and Wolfe, with power to borrow an amount not exceeding \$5 000.

ALEXANDER R. JOHNSON,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 19th December, 1911.

4938

Public notice is hereby given that the town of Dorval will apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain amendments to its charter of incorporation, to have it governed in future by the cities and towns act ; to annex to it the territory of the town of Summerlea ; to obtain the authorization to borrow the sums necessary for the installation of water-works, sewer, electric light and other ameliorations ; to determine the qualification of the members of its council, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,

Attorney for the town of Dorval.

Montreal, 11th December, 1911.

4782

Notice is here by given that the executors of the estate of the late Andrew F. Gault will apply, at the next session of the Legislature of Quebec, for an act to amend a plan of the city of Saint Henry, now part of the city of Montreal, homologated by a judgment of the Superior Court of the 21st of June, 1894, by erasing therefrom the homologated line showing the projected extension of Saint Emelie street to Saint-Ferdinand street, through official lots Nos. 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 and 1905, and subdivision lots Nos. 1 to 49, inclusive, of official lot No. 1921, of the said former city of Saint Henry, now part of the city of Montreal.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & POPE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 13th December, 1911.

4844

Avis est par les présentes donné que l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, corps politique et dûment incorporé par acte de la législature, ayant son principal siège d'affaires en la cité et le district de Montréal, s'adressera à la prochaine session de la législature de Québec, pour demander que la loi 51-52 Victoria, ch. 65, incorporant la dite Association, de même que les amendements à la dite loi contenus dans les statuts 55-56 Victoria, ch. 85, 62 Victoria ch. 93, 3 Edouard VII, ch. 121, et 6 Edouard VII ch. 93, soient refondus et amendés, ainsi que tous pouvoirs additionnels et plus amples pour lui permettre d'atteindre plus effectivement les fins de son incorporation.

Par ordre,

G. A. MARSAN,
Secrétaire général de l'Association
Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Montréal, 12 décembre 1911.

4813.2

Avis est par le présent donné que la ville de Montréal Ouest s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi sanctionnant et confirmant le règlement No 31 de la ville, autorisant l'exécution d'un contrat avec The Montreal Park & Island Railway Company, ses représentants et ayant cause, et aussi le règlement No 34 amendement le dit règlement No 31 autorisant la ville de faire tel contrat avec The Montreal Tramways Company au lieu de The Montreal Park & Island Railway Company, et aussi aucun contrat ou contrats faits par la ville avec toutes deux ou l'une ou l'autre des dites compagnies, leurs représentants ou ayant cause conformément aux termes des dits règlements; et par le dit acte révoquer la section 21 des statuts 1 George V, chapitre 65, étant la charte de la dite ville.

DAVIDSON & WAINRIGHT,
Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 13 décembre 1911.

4769.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par dame Jennie Grahl Hunter Shirreff, George Henry Millen, William Horsley Rowley et Sturgis Salmon Cushman, les survivants fidéicommissaires et exécuteurs testamentaires de feu Ezra Butler Eddy, en son vivant de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, dans la dite province, manufacturier, décédé le ou vers le 10e jour de février A. D., 1906, pour obtenir une loi autorisant les dits fidéicommissaires et exécuteurs à distribuer, en aucun temps après la passation de la dite loi, les biens de la succession du dit Ezra Butler Eddy, parmi les héritiers et légataires nommés dans le dit testament.

L. A. CANNON,
Procureurs des dits fidéicommissaires et
exécuteurs de la dite succession.

Hull, 9 décembre, A. D., 1911.

4767.2

Avis est par les présentes donné que le bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant d'emprunter une somme de pas plus de cent mille piastres pour payer les dettes du dit bureau et le coût de construction d'écoles, tel emprunt devant être fait par l'émission d'obligations.

J. A. LEBLANC,

Président des dits commissaires d'écoles.

Sherbrooke, 11 décembre 1911.

4823.2

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte aux fins d'annexer à son territoire la partie de la paroisse des Saints-Anges de Lachine, située au nord du canal Lachine, d'être autorisée à prendre à sa charge les chemins des commissaires des chemins à barrières de Montréal compris dans ses limites, à prolonger son aqueduc dans la paroisse des Saints-Anges de Lachine pour y desservir les habitants de cette paroisse, à exproprier le terrain nécessaire à la construction d'un hôtel de ville et à dépenser \$60 000.00 pour cette construction et l'acquisition du terrain; pour accorder une indemnité aux membres du conseil pour leurs services; pour augmenter le dépôt des

Notice is hereby given that "l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal", a body politic and duly incorporated by act of the Legislature, having its principal place of business in the city and district of Montreal, will apply at the next session of the Legislature of Quebec, that its act of incorporation 51-52 Victoria ch. 65, and also the amendments to said law, 55-56 Victoria ch. 85, 62 Victoria ch. 93, 3 Edward VII, ch. 121, and 6 Edward VII, ch. 93, be consolidated and amended, and for additional and wider powers to carry out more effectively the objects of its incorporation.

By order,

G. A. MARSAN,
General secretary of l'Association
Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Montreal, 12th December, 1911.

4814

Notice is hereby given that the town of Montreal West will, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, apply for an act sanctioning and confirming by-law No. 31 of the town, authorizing the execution of a contract with the Montreal Park & Island Railway Company, its representatives and assigns, and also by-law No. 34 amending said by-law No. 31, empowering the town to enter into such contract with the Montreal Tramways Company in lieu of the Montreal Park & Island Railway company, and also any contract or contracts entered into by the town with both or either of the said companies, their representatives or assigns, in accordance with the terms of the said by-laws; and by said act to repeal section 21 of the statutes 1 George V, chapter 65 being the charter of said town.

DAVIDSON & WAINRIGHT,
Solicitors for applicants;

Montreal, 13th December, 1911.

4770

Notice is hereby given that an application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, by dame Jennie Grahl Hunter Shirreff, George Henry Millen, William Horsley Rowley and Sturgis Salmon Cushman, the surviving trustees and executors of the last will and testament of the late Ezra Butler Eddy in his lifetime of the city of Hull, in the district of Ottawa, in the said province, manufacturer, who died on or about the 10th day of February A. D., 1906, for an act authorizing and empowering the said trustees and executors to distribute, at any time after the passing of the said act the assets of the estate of the said Ezra Butler Eddy, among the heirs and legatees named in the said will.

L. A. CANNON,
Attorney for the said trustees
and executors of the said estate.

Hull, 9th December, A. D., 1911.

4768

Notice is hereby given that the roman catholic board of school commissioners of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act permitting it to borrow a sum not exceeding one hundred thousand dollars to pay the debts of the said board and the cost of the building of schools, such loan to be made by the issue of debentures.

J. A. LEBLANC,

Chairman of the said school commissioners.

Sherbrooke, 11th December, 1911.

4824

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter for the purposes of annexing to its territory the portion of the parish of Saints-Anges de Lachine, situate on the north of the Lachine Canal, to be authorized to take under its charge the roads of the Montreal turnpike commissioners comprised within the limits, to extend its aqueduct into the parish of Saints-Anges de Lachine to serve the inhabitants of the said parish, to expropriate the land necessary for the construction of a city hall and to expend \$60 000.00 for such construction and the purchase of the land; to grant an indemnity to members of the council for their services; to increase the deposit of the candidates at elections;

candidats aux élections ; pour changer les heures de votation ; pour mieux définir les biens impossibles et pour autres fins.

A. S. PELLETIER,

Procureur de la cité de Lachine.

Lachine, 9 décembre 1911. 4821-2

Avis public est par le présent donné que "The Quebec Eastern Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants :

1° Amalgamer, absorber et acquérir la propriété, pouvoirs, droits, franchises, subsides, privilèges, matériel roulant, capital actions et biens de la compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic ;

2° Augmenter le capital actions de la compagnie requérante par le montant du capital non payé de la dite compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, et le convertir en stock de la compagnie requérante, et de plus augmenter le capital actions de la compagnie requérante ;

3° Décréter de nouveau, renouveler, continuer, valider, revivre, mettre en vigueur, ratifier et confirmer tous les droits, pouvoirs et privilèges de la compagnie requérante et de la dite compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, qui peuvent être échus et non pas été expressément révoqués par statuts, y compris l'émission du capital actions de la dite compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, comme acquitté et non sujet à appel, malgré que les dits droits, pouvoirs et privilèges des deux compagnies ont été créés ou conférés par acte de la législature ou par loi municipale, de telle manière que tous les dits droits, pouvoirs et privilèges qui ont été octroyés et conférés à la dite compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, seront considérés comme ayant été transportés valablement et légalement à icelle et placés dans la dite Quebec Eastern Railway Company, en la même manière que s'ils avaient été originairement conférés et placés dans la dite Quebec Eastern Railway Company seule, en addition à ceux conférés à la dite compagnie requérante ;

4° Conférer à la compagnie requérante le pouvoir subséquent à l'amalgamation susdite, pour émettre des obligations ou débetures ;

5° Déclarer que la dite compagnie requérante, ne sera pas, soit antérieurement ou subséquentement à la susdite amalgamation, sujette aux dispositions de l'article 6645 des statuts refondus de la province de Québec ;

6° Pourvoir, en vertu de la susdite amalgamation, que la compagnie requérante, la dite compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, devra, sujette au transport de tous ses droits, privilèges, franchises, subsides, propriété, pouvoirs, matériel roulant, entreprises, capital actions et biens à la compagnie requérante, cesser d'exister comme corporation, mais désormais formera partie intégrale de la compagnie requérante, et gouvernée par la charte d'icelle telle qu'octroyée, et de temps en temps amendée, et par les règlements d'icelle seulement ;

7° Pourvoir à l'extension du temps durant lequel les entreprises de la compagnie requérante, y compris celles de la compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic peuvent être faites et terminées ;

8° Déterminer les conditions de l'amalgamation proposée entre la compagnie requérante et la dite compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic, et révoquer ou amender les dispositions dans les actes d'incorporation de chaque compagnie, ou amender les actes en la manière requise pour les fins de la dite amalgamation, et en général faire toutes choses nécessaires ou utiles aux susdites fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,

& LANGUEDOC,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 12 décembre 1911. 4825-2

to change the hours of voting ; to more clearly define taxable property and for other purposes.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the city of Lachine.

Lachine, 9th December, 1911. 4822

Public notice is hereby given that the "Quebec Eastern Railway Company" will, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, apply for the passing of an act for the following purposes

1. To amalgamate with, absorb and acquire the property, powers, rights, franchises, subsidies, privileges, rolling stock, capital stock, and assets of the Lotbinière and Mégantic Railway Company ;

2. To increase the capital stock of the company applicant by the amount of the outstanding capital of the said Lotbinière & Mégantic Railway Company, and to convert the same into stock of the company applicant, and further to increase the capital stock of the company applicant ;

3. To re-enact, renew, continue, validate, revive, put into force, ratify and confirm, all the rights, powers and privileges of the company applicant, and the said Lotbinière & Mégantic Railway Company, which may have lapsed and not been expressly repealed by statute, including the issue of capital stock of the said Lotbinière & Mégantic Railway Company, as fully paid and non assessable, whether the said rights, powers and privileges of both company's have been created or conferred by act of Legislature or by municipal enactment, in such manner, that all such rights, powers and privileges as may have been granted or conferred upon the said Lotbinière & Mégantic Railway Company, shall be held to be validly and legally transferred to and vested in the said Quebec Eastern Railway Company, in the same manner as it they had originally been conferred upon and vested in the said Quebec Eastern Railway Company alone, in addition to those conferred upon the said company applicant.

4. To confer upon the company applicant the power subsequent to the amalgamation aforesaid, to issue bonds or debentures ;

5. To declare that the said company applicant shall not, either prior or subsequent to the amalgamation aforesaid, be subject to the provisions of article 6645 of the revised statutes of the province of Quebec ;

6. To provide that upon amalgamation as aforesaid, that the company applicant, the said Lotbinière & Mégantic Railway Company, shall, subject to the transfer of all its rights, privileges, franchises, subsidies, property, powers, rolling stock, undertakings, capital stock and assets to the company applicant cease to exist as a corporation, but shall henceforth form an integral part of the company applicant, and be governed by the charter thereof as granted, and from time to time amended, and by the by-laws thereof alone ;

7. To provide for the extension of the time during which the undertakings of the company applicant, including those of the Lotbinière & Mégantic Railway Company may be carried out and brought to a conclusion ;

To determine the conditions of the proposed amalgamation between the company applicant the said Lotbinière & Mégantic Railway Company, and to repeal or amend such dispositions in the acts of incorporation of either company, or amending acts in such way as may be requisite for the purposes of the said amalgamation, and generally to make such provision as may be accessory or expedient to the ends aforesaid.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,

& LANGUEDOC.

Solicitors for applicants.

Montreal, 12th December, 1911. 4826

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part de Louis Alexandre Seers, avocat, et Dame Henriette Eloise Perrin, son épouse, de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, Dame Berthe Seers, épouse de Joseph Georges Laurendeau, avocat, de la cité de Salaberry de Valleyfield, et de Dame Eugénie Seers, épouse de André Brisset, médecin, de la cité de Montréal, à l'effet de modifier un acte de donation consenti par les dits L. A. Seers et Dame Henriette Eloise Perrin à Dame Berthe Seers et Eugénie Seers, passé le 31 mars 1910, devant M^{re}. J. C. Trudeau, notaire, de manière à faire disparaître les clauses de prohibition d'aliéner et de substitution y contenues et à en constituer une donation entre vifs pure et simple en faveur des dites Dames Berthe Seers et Eugénie Seers.

J. G. LAURENDEAU,
Procureur des dits requérants.

Valleyfield, 12 décembre 1911. 4831 2

Avis est par les présentes donné que la cité de Hull s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, 56 Vict., ch. 52, dans le but de déterminer les pouvoirs et devoirs de certains officiers de définir la promulgation et l'approbation de certains règlements, de déterminer les procédures à suivre pour la vente des immeubles pour taxes, de faire certains règlements pour abroger les pouvoirs du conseil, quant à la taxe de locataire, et d'en faire de nouveaux touchant la Cour du Recorder, et de faire certains amendements relativement à l'instruction publique, en ce qui regarde les élections des commissaires d'écoles, et leurs pouvoirs d'emprunter.

WILFRID STE-MARIE,
Procureur de la requérante.

Hull, 12 décembre 1911. 4863.2

Avis public est par les présentes donné que la ville de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour refondre et amender sa charte, et plus spécialement donner au conseil les pouvoirs suivants :

Pour amender les articles 51 et suivants de la 61 Victoria, chapitre 57 ; pour donner au conseil le pouvoir de construire un incinérateur, un bain et un marché publics ; pour amender la section 14 du chapitre 89 de la 9 Edouard VII, pour parachever les travaux mentionnés au dit acte, ainsi que sur la rue Nolan ; pour numéroter les sièges des conseillers ; aussi le pouvoir d'homologuer les rues Bennett, William David et Aird jusqu'au Boulevard Rosemont ; pour homologuer et exproprier les rues Armand et du Parc à travers le numéro 8, du cadastre du village d'Hochelaga ; pour faire déclarer applicable à la ville en autant que possible les articles 39 et suivants de la 9 Edouard VII, chapitre 81 concernant l'enfouissement des fils électriques dans des conduits souterrains ; pour obtenir des pouvoirs nouveaux concernant l'imposition et la perception des taxes générales et spéciales, et faire des règlements pour l'administration des affaires de la ville ; pour amender la loi concernant le recorder et la cour du recorder.

Pour exproprier la rue Nolan ainsi que les terrains désignés au plan d'homologation sanctionné par la section 12, de la 1 George V, chapitre 64 ; pour obtenir le droit d'émettre des debentures en paiement des intérêts annuels sur le prix d'achat du parc Maisonneuve ; pour consolider la dette flottante de la ville ; pour émettre des bons et debentures de la ville pour les fins ci-dessus mentionnées, nonobstant les formalités édictées par les statuts refondus ; pour permettre aux propriétaires des lots ayant front sur la rue Sainte-Catherine, de construire jusqu'à la ligne homologuée de la dite rue, et ce, nonobstant tout contrat à ce contraire.

L. J. S. MORIN,
4747.2 Procureur pour la ville de Maisonneuve.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, on the part of Louis Alexandre Seers, advocate, and Dame Henriette Eloise Perrin, his wife, of the parish of Saint Joachim de Châteauguay, Dame Berthe Seers, wife of Joseph Georges Laurendeau, advocate, of the city of Salaberry de Valleyfield, and of Dame Eugénie Seers, wife of André Brisset, physician, of the city of Montreal, to modify a deed or gift consented by the said L. A. Seers and Dame Henriette Eloise Perrin, to Dame Berthe Seers and Eugénie Seers, passed on the 31st of March, 1910, before M^{re}. J. C. Trudeau, notary, so as to eliminate the prohibition clauses to alienate and of substitution contained therein, and to constitute of such, a gift *inter vivos* pure and simple in favor of the said Dames Berthe Seers and Eugénie Seers.

J. G. LAURENDEAU,
Attorney for the said petitioners.

Valleyfield, 12th December, 1911. 4832

Notice is hereby given that the city of Hull will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, 56 Vict. ch. 52, so as to determine the powers and duties of certain officers, to define the promulgation and approbation of certain by-laws, to determine the procedures to follow for the sale of immovables for taxes, to make certain by-laws to repeal the powers of the council, regarding the tax of the lessee, and to make new ones respecting the recorder's court, and to make certain amendments relating to public instruction, in what concerns the elections of school commissioners and their borrowing powers.

J. WILFRID STE. MARIE,
Attorney for applicant.

Hull, 12th December, 1911. 4864

Public notice is hereby given that the town of Maisonneuve will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to revise, consolidate and amend its charter, and more especially to give to the council the following powers :

To amend sections 51 and following of 61 Victoria, chapter 57 ; to give to the council power to erect an incinerator and a public bath and market ; to amend section 14 of chapter 89 of 9 Edward VII, to complete the works mentioned in the schedule embodied in said law, as well as on Nolan street ; to have the seats of councillors designated by numbers ; also the power to homologate Bennett, William David and Aird streets up to Rosemont Boulevard ; to homologate and appropriate Armand and du Parc streets across lot No. 8 of the village of Hochelaga ; to render applicable to the town as far as possible section 39 and following of 9 Edward VII, chapter 81 for electric wires conducts ; to obtain new powers concerning the levying and perception of general and special taxes, and to make by-laws for the administration of the affairs of the town ; to amend the law concerning the recorder and the recorder's court.

To expropriate Nolan street and the lots shown on plan of homologation ratified by section 12, 1 George V, chapter 64 ; to be empowered to issue debentures in payment of annual interest on the purchase price of Maisonneuve park ; to consolidate the floating debt of the town ; to issue bonds and debentures of the town for the purpose herein above mentioned notwithstanding the formalities enacted by the revised statutes ; to allow proprietors of lots fronting Sainte Catherine street, to erect buildings up to the homologated line of the said street, and that, notwithstanding any contract to the contrary.

L. J. S. MORIN,
4748 Attorney for the Town of Maisonneuve.

Avis est donné que sœurs Madeleine Michel de Villebois, en religion Mère Marie de Sainte Elisabeth de France, Aline Planchenault, en religion Mère Marie du Bienheureux Gonzalès, Marguerite de Toucheboeuf Clermont, en religion Mère Marie de Sainte Domitilla, et Maud Cameron, en religion Mère Marie de Stella Maris, toutes de Montréal, dans le district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour les constituer, elles et toutes autres personnes qui forment actuellement et pourront former partie de leur communauté, sous le nom de La Société de Marie Réparatrice, en une corporation dont le siège d'affaires sera à Montréal, pour des fins pieuses et de charité, avec pouvoir de choisir ses membres, faire des règlements et les modifier et abroger, avoir un sceau qui pourra être changé; contracter et ester en justice; acquérir, posséder et aliéner, pourvu que les revenus annuels de ses immeubles possédés pour des fins de revenus n'excèdent pas une somme annuelle de cinq mille dollars, se nommer des officiers, et pour autres fins.

Marie de Sainte Elisabeth de France, s. m. r.
Supr.

Marie du Bienheureux Gonzalès, s. m. r.

Marie de Sainte Domitilla, s. m. r.

Marie de Stella Maris, s. m. r.

P. C. LACASSE, notaire,

Procureur des requérantes.

Montréal, 9 décembre 1911. 4779.2

Avis public est par le présent donné que The "Ladies of The Protestant Orphan Asylum", de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender ou révoquer sa présente charte, en tout ou en partie, et, si il est jugé à propos d'incorporer de nouveau la dite corporation, avec pouvoirs dans aucun cas, entre autres choses, maintenir et mettre en opération un ou plusieurs Asiles, avec toutes les dépendances nécessaires, pour le soin des orphelins et enfants convalescents de la croyance Protestante, et pour telle fin, acquérir et posséder, par tous les moyens légaux, des propriétés, meubles et immeubles et tous autres biens, les aliéner en aucune manière légale, et en acquérir d'autres en remplacement d'iceux; engager et hypothéquer aucune et toutes telles propriétés; emprunter tous les fonds nécessaires et émettre des obligations ou débentures de temps en temps, lorsque l'occasion se présentera; faire tous les règlements et règles pour la conduite et l'administration de l'Asile et les amender ou révoquer; fixer et déterminer quel sera le bureau d'administration de l'asile et tous les droits ou privilèges de toute personne ou personnes qui auront contribué aux fonds ou propriétés de l'asile; déterminer les droits et privilèges des personnes qui peuvent y avoir contribué jusqu'à présent; et, en général, pour l'octroi de tous les pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour maintenir, et mettre en opération tel asile ou asiles et dépendances.

JOHN H. DUNLOP,

Solliciteur des requérantes.

Montréal, 11 décembre 1911. 4777.2

La cité de Westmount donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, dans les buts suivants :

Abolir des quartiers, réduire le nombre des conseillers et pourvoir à leur élection par les électeurs en général, préparer les listes des votants avant les élections générales seulement; émettre du stock inscrit; émettre des obligations, débentures, stock inscrit en argent sterling ou francs en addition au cours Canadien; placements de fonds d'amortissement; exempter le maire et les conseillers de servir comme jurés; votes pour compagnies à fonds social; ratifications de tous règlements, taxes spéciales et générales, employer l'éclairage électrique municipal; changer le titre de l'inspecteur de la cité; prohiber la garde d'animaux et volailles reprochables; amender les clauses quant aux officiers requis de donner des avis; referendum; octroyer des exemptions de taxes.

A. D. SHIBLEY,
Greffier de la cité.

Westmount, 7 décembre 1911. 4771.2

Notice is given by sisters Madeleine Michel de Villebois, in religion Mother Marie de Sainte-Elisabeth de France, Aline Planchenault, in religion Mother Marie du Bienheureux Gonzalès, Marguerite de Toucheboeuf-Clermont, in religion Mother de Sainte-Domitilla, and Maud Cameron, in religion Mother of Stella de Maris, all of Montreal, in the district of Montreal, that they will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a law constituting them and all other persons who actually form part and may form part of their community, under the name of "La Société de Marie Réparatrice," into a corporation thereof the chief place of business will be at Montreal, for pious and of charity purposes, with power to choose its members, make by-laws and modify and abrogate them; to have a seal and change it; to contract and ester en justice; to acquire, own and alienate, provided that the annual revenues of all the immoveable properties possessed for revenues purposes, do not exceed the sum of five thousand dollars to appoint officers, and for other purposes.

Marie de Sainte-Elisabeth de France, s. m. r.,
Supr.

Marie du Bienheureux Gonzalès, s. m. r.

Marie de Sainte-Domitilla, s. m. r.

Marie de Stella Maris, s. m. r.

P. C. LACASSE, notary.

Attorney for the petitioners.

Montreal, 9th December, 1911. 4780

Public notice is hereby given that the Ladies of The Protestant Orphan Asylum, of the city of Montreal, will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to amend or repeal its existing charter, in whole or in part, and, if deemed requisite, to re-incorporate the said corporation, with power in any case, amongst other things, to maintain and carry on one or more asylums, with all needed dependencies, for the care of orphans and convalescent children of the protestant persuasion, and for such purpose, to acquire and hold, by all legal means, property, moveable and immoveable, personal and real, and any other assets, and the same to alienate in any lawful manner, and to acquire other in replacement thereof; and any and all such property to pledge and hypothecate; to borrow all needful funds, and to issue bonds or debentures from time to time as occasion may require; to make all by-laws and regulations for the management and government of the asylum, and the same to amend or repeal; to fix and determine what shall be the governing body of the asylum, and any rights or privileges of such person or persons as shall contribute to the funds or property to the asylum; to determine the rights and privileges of such persons as may have heretofore contributed thereto; and generally, for the granting of all such powers as may be necessary to maintain and carry on such asylum or asylums and dependencies.

JOHN H. DUNLOP,

Solicitor for applicants.

Montreal, 11th December, 1911. 4778

The city of Westmount gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter, on the following matters:

To abolish wards, reduction of number of aldermen and provide for their election by electors generally; to prepare voters' lists prior to general elections only; issue inscribed stock; issue bonds, debentures, inscribed stock in sterling money or francs in addition to Canadian currency; investments of sinking funds; exempt mayor and aldermen from jury service; votes for joint stock companies; ratifications of all by-laws, special and general assessments; use of municipal electric light; change title of city surveyor; to prohibit keeping of objectionable animals and fowls; to amend clauses as to officials required to give notices; referendum; granting exemptions from taxes.

A. D. SHIBLEY,
City Clerk

Westmount, 7th December, 1911. 4772

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part de Pierre Théophile Légaré, de la cité de Québec, et de Dame Ethel Caroline Griffith, aussi de Québec, son épouse, d'adopter une loi aux fins de déclarer que le régime matrimonial résultant de leur mariage contracté à Ottawa, dans la province d'Ontario, le dixième jour de février 1903, est et sera à l'avenir régi par les articles 1422 à 1425, inclusivement, du code civil de la province de Québec, de la même manière et avec le même effet que si leur dit mariage avait été précédé d'un contrat de mariage dressé et passé conformément aux lois de cette province et stipulant la séparation de biens.

BELLEAU, PELLETIER, BELLEAU.

BAILLARGEON, BELLEAU & ALLEYN,

Procureurs des requérants.

Québec, 12 décembre 1911.

4827-2

Avis est par le présent donné que "The Montreal Society for the Protection of Women and Children", une organisation et une société existant à Montréal, pour la protection des femmes et des enfants, incorporée en vertu des dispositions du chapitre 71 des statuts refondus du Canada, intitulé : "Acte concernant les associations charitables, philanthropiques et de prévoyance", tel qu'amendé par l'acte de la législature de Québec, "45 Vic., chap. 37", s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir plus de pouvoirs, les pouvoirs suivants et autres, à savoir : Le pouvoir de prendre les enfants des parents ou gardiens qui refusent de les pourvoir ou les négligent habituellement, et placer les dits enfants en adoption de manière qu'ils peuvent être instruits et bien élevés, la dite société devant être la tutrice légale des dits enfants et des enfants sans secours et non protégés et qui n'ont pas la protection convenable. La requérante soussignée demandera l'adoption de lois pour la protection de certains enfants sous certaines conditions, et pour le pouvoir d'être autorisée par le juge, de percevoir le salaire dû à un employé qui dépense son argent à boire ou autrement, laissant par ce moyen sa famille dans la pauvreté, et donner cet argent à son épouse ou le mettre au bénéfice de son épouse et famille. Pour le pouvoir de visiter les maisons de refuge où les enfants sont gardés pour améliorer leur condition ; pour le pouvoir d'ouvrir des succursales de la société dans la province, et la requérante demandera aussi que son nom soit changé pour celui de "The Society for the Protection of Women and Children", pour le pouvoir de prélever et accepter de l'argent pour donner une maison pour enfants abandonnés et tels enfants que la dite société peut juger à propos de protéger, et acquérir et posséder des immeubles au montant de \$50,000 et les hypothéquer et aliéner et acquérir aussi des meubles.

La requérante par son bill, demandera que toute action prise contre la dite société sera suspendue jusqu'à ce que la garantie des frais devant être encourus auront été donnés, et qu'aucun membre de la dite société ne sera personnellement responsable pour aucune dette de la société, et que tous tels autres pouvoirs lui soient octroyés et qui peuvent être requis pour mettre en opération les objets de la dite société.

WALSH & WALSH,

Procureurs de The Montreal Society for the Protection of Women & Children.

Montréal, 6 décembre 1911.

4729.3

Avis public est par le présent donné que la ville d'Outremont s'adressera à la législature de la province, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir certains amendements à sa charte d'incorporation, plus particulièrement en rapport à la construction d'égouts et drainages et le paiement d'iceux, les exemptions de taxes, les impôts pour payer les frais et entretien des parcs et terrains de jeux, le pouvoir de contrôler l'érection et inspection de bâtisses, clôtures, enseignes, et aussi concernant les expropriations, bibliothèques libres, l'organisation des départements de police, du feu, d'hygiène, et l'exclusion ou restriction, à certaines parties de la ville, de la construction ou opération de certaines bâtisses, industries ou affaires, et aussi en rapport à l'entretien des lots vacants et l'amélioration de propriétés privés dans certains cas, et pour autres fins y ayant rapport.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Procureurs de la ville d'Outremont.

Montréal, 6 décembre 1911.

4737.3

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, on the part of Pierre Théophile Légaré, of the city of Quebec, and of Dame Ethel Caroline Griffith, also of Quebec, his wife, to adopt an act to declare that the matrimonial regime resulting from their marriage contracted at Ottawa, in the province of Ontario, on the tenth day of February, 1903, is and shall in future be governed by articles 1422 to 1425, inclusively, of the civil code of the province of Quebec, in the same manner and with the same effect as if their said marriage had been proceeded by a marriage contract made and passed in conformity with the laws of this province and stipulating the separation of property.

BELLEAU, PELLETIER, BELLEAU.

BAILLARGEON, BELLEAU & ALLEYN,

Attorneys for the applicants.

Quebec, 12th December, 1911.

4828

Notice is hereby given that the Montreal Society for the Protection of Women and Children, an organization and a society existing in Montreal, for the protection of Women and Children, incorporated under the provisions of chapter 71 of the consolidated statutes of Canada, entitled : "An Act respecting Charitable, Philanthropic and Provident Association," as amended by the act of the Legislature of Quebec, "45 Vic., chap. 37," will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain further powers, the following powers and others namely : The power to take children from parents or guardians who refuse to provide for them or habitually neglect them and to place such children in adoption so that they may be educated and be properly brought up, the said society to have the legal tutorship over said children and over such children as are helpless and unprotected and who have no proper guardianship. The undersigned applicant will apply for adoption laws for the protection of certain children under certain conditions, and for power, upon being authorized by the judge to collect wages from an employer due to an employee who squanders his money by drinking, otherwise, thereby leaving his family in want, and to give the same to his wife, or apply the same for the benefit of his wife and family. For power to visit foster-homes where children are kept so as to better their condition ; for power to open branches of the society throughout the province and the applicant will also ask that its name be changed to that of "The Society for the Protection of Women and Children" ; for power to collect and accept money to provide a home for abandoned children and such children as the said society deems it necessary to protect, and to acquire and possess immovable property to the extent of \$50,000 and hypothecate and alienate the same and to acquire moveable property also.

The applicant, by its bill, will ask that any action taken against the said society shall be stayed until security for the costs to be incurred shall have been given and that no member of the said society will be held personally liable for any debt of the society, and that such other powers be granted it, as may be required to carry on the objects of the said society.

WALSH & WALSH,

Attorneys for the Montreal Society for the Protection of Women and Children.

Montréal, 6th December, 1911.

4730

Public notice is hereby given that the town of Outremont will apply to the Legislature of the province, at its next session, with a view of obtaining certain amendments to its charter of incorporation, more particularly in respect to the construction of sewers and drains and the payment thereof the exemptions of taxation, the assessments to defray the cost and maintenance of parks and playgrounds, the power to control the erection and inspection of building, fences, signs, and also concerning expropriations, free libraries, the organisation of the police, fire, health and scavenging departments, and the exclusion or restriction to certain portions of the town of the construction or operation of certain buildings, industries or business, and also in respect to the maintenance of vacant lots, and the improvement of private properties in certain cases and for other purposes relative to the above.

BEAUBIEN & LAMARCHE,

Attorneys for the town of Outremont.

Montréal, 6th December, 1911.

4738

Avis public est par le présent donné que le "Saint James Club of Montreal" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte en annulant les dispositions existantes concernant l'émission du stock et l'emploi des produits d'icelui, définir la responsabilité de ses membres, définir et étendre ses pouvoirs, de posséder du terrain et autre propriété, ses pouvoirs d'emprunt et les pouvoirs de son comité général.

"Saint James Club of Montreal."

BRUCE F. CAMPBELL,

Secrétaire.

Lafleur, MacDougall, Macfarlane & Pope,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 4 décembre 1911.

4619.3

Avis est par les présentes donné que l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie de Chemin de Fer Urbain de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender le statut l'incorporant, savoir : 4 Edouard VII, chapitre 102, amendé par le statut 8 Edouard VII, chapitre 129, aux fins de pouvoir changer le nom de la dite association, et afin d'obtenir des pouvoirs plus étendus quant à l'administration de la dite association, et pour autres fins.

PATRICK DUBEE,

Secrétaire de la dite association.

Montréal, 1er décembre 1911.

4603.3

Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Clément de Maisonneuve demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, de vouloir bien passer une loi les autorisant à agrandir l'église et la sacristie actuelles ou à en construire de plus spacieuses ; à emprunter, à un terme qui ne devra pas excéder cinquante ans, une somme de pas plus de cent cinquante mille dollars, pour payer le coût des dits travaux et consolider la dette de la fabrique ; à cotiser les catholiques propriétaires de terres et autres immeubles dans la paroisse pour aider à rembourser la somme empruntée ; à hypothéquer les immeubles de la fabrique, et à transporter la cotisation ; et décrétant que, pour l'exécution de cette loi, MM. Eugène Bernier, Théophile Leclaire et Anselme Bissonnette, et ceux que les franc tenanciers choisiront pour les remplacer, seront adjoints au bureau ordinaire de la fabrique.

TAILLON, BONIN & MORIN,

Pour la dite fabrique.

Montréal, 30 novembre 1911.

4583.3

Avis est par les présentes donné que la "North Eastern Railway Company", corporation légale ayant le siège de ses affaires à Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et prolongeant les délais pour commencer et compléter la construction du chemin de fer autorisée par la loi 6 Edouard VII, chap. 64 ; changer le nom de la compagnie en celui de "The North Railway Company" ; construire un embranchement pour relier Ville-Marie à la ligne du chemin de fer du Pacifique Canadien au Rapide l'Original ; construire un ou des embranchements depuis la ligne principale à ou près du lac Temiscamingue, jusqu'à un point situé à ou près du lac Matagami, et de là suivant la rivière Nottaway jusqu'à la Baie Rupert sur la Baie James ; construire une ligne de chemin de fer depuis la cité de Montréal, par la route la plus directe, en égard aux frais de construction et à la topographie de la région, jusqu'à un point de communication sur la voie du chemin de fer Transcontinental National, et de tel point vers le nord ouest par la route la plus praticable jusqu'à un havre sur la Baie James, dans la province de Québec, et pour autres fins.

L. A. CANNON,

Procureur du requérant.

Québec, 28 novembre 1911.

4631.3

Public notice is hereby given that the "Saint James's Club of Montreal" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter by cancelling existing provisions concerning the issue of stock and the employment of the proceeds thereof, defining the liability of the members, defining and extending its powers, to hold land and other property, its borrowing powers and the powers of its general committee.

"Saint James Club of Montreal."

BRUCE F. CAMPBELL,

Secretary.

Lafleur, MacDougall, Macfarlane & Pope,
Solicitors for applicants.

Montreal, 4th December, 1911.

4620

Notice is hereby given that The Montreal Street Railway Mutual Benefit Association will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next sitting, to have the statute incorporating it, viz : IV Edward the seventh, chapter 102, as amended by the statute VIII Edward the seventh, chapter 129, amended in order to have its name changed and to have further powers concerning the administration of the said association, and for other purposes.

PATRICK DUBEE,

Secretary of the said association.

Montreal, 1st December, 1911.

4604

"The curé and church wardens of the œuvre et fabrique of the parish of Saint-Clément de Maisonneuve" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize them to enlarge the present church and sacristy or to erect more spacious ones ; to borrow at a term not to exceed fifty years a sum of not more than one hundred and fifty thousand dollars, to pay the cost of the said work and to consolidate the debt of the fabrique ; to tax the catholic proprietors of lands and other immovables in the parish to aid in the repayment of the sum borrowed ; to hypothecate the immovables of the fabrique and to transfer the tax ; and enacting that for the execution of the said act Messrs. Eugène Bernier, Théophile Leclaire and Anselme Bissonnette, and those whom the freeholders may choose to replace them, be associated to the ordinary bureau of the fabrique.

TAILLON, BONIN & MORIN,

For the said fabrique.

Montreal, 30th November, 1911.

4584

Notice is hereby given that the "North Eastern Company", a legal corporation having its place of business at Montreal, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an act to amend its charter and to extend the delay for the commencement and the completion of the railway authorized by the act 6 Edward VII, chapter 64 ; to change the name of the company to "The North Railway Company" ; to construct a branch to connect Ville Marie with the Canadian Pacific Railway line at Rapide l'Original ; to build one or more branch lines from the main line at or near lake Temiscamingue to a point situated at or near lake Matagami, and thence, following the Nottaway river as far as Rupert's Bay on James Bay ; to build a line of railway from the city of Montreal by such route as may be most direct having our regard to economy of construction and to the topographical conditions of the region, to a connection with the National Transcontinental Railway, and from such point of connection northwesterly by the most practicable route to a harbour on James Bay, within the province of Quebec and for other purposes.

L. A. CANNON,

Attorney for the petitioner.

Quebec, 28th November, 1911.

4632

Avis est par le présent donné que le soussigné, Demetrius Nicholas Nicholson s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec, à lui permettre de pratiquer comme avocat, et le secrétaire du conseil général du dit barreau à lui octroyer un certificat comme tel.

D. N. NICHOLSON.

Montréal, 30 novembre 1911. 4637.3

Avis est donné que les curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte amendant sa loi I Georges V, chapitre 105 et I Georges V, chapitre 113, afin de se faire autoriser à augmenter ses pouvoirs d'emprunt et obtenir d'autres pouvoirs.

BESSETTE & DUTAUD,

Procureurs des curé et marguilliers de l'Œuvre et fabrique de Saint-Viateur d'Outremont.

Montréal, 5 décembre 1911. 4629.3

Avis est par le présent donné que la Compagnie Hydraulique de Saint-Maurice, corps incorporé et politique, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi donnant le pouvoir de construire des écluses d'emmagasinage et de règlement sur la rivière Saint-Maurice et ses tributaires dans le but de conserver et régler le cours d'icelle, acquérir les terrains nécessaires pour le dit but, construire un système de téléphone y ayant rapport, émettre des débetures, charger des péages pour le flottage et transport du bois, ainsi que taxer les différentes personnes et compagnies possédant, contrôlant ou mettant en opération les pouvoirs d'eau sur la dite rivière Saint-Maurice, pour certaines contributions en rapport aux dites améliorations et pour autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 5 décembre 1911. 4639.3

Avis public est par le présent donné que la Corporation de la paroisse des Saints-Anges de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi la constituant en corporation de ville, sous le nom de "Ville Lasalle", régie par la loi des cités et villes (Art. 5256 à 5885 Statuts révisés, 1909), avec certaines modifications concernant la qualification du maire et des échevins, les élections, la taxe des terres en culture, les taxes de commerce, les emprunts, et pour obtenir le pouvoir de taxer les poteaux de télégraphe, de téléphone et de transmission d'électricité, de taxer spécialement un quartier de la municipalité pour améliorations locales, d'accorder des exemptions de taxes pour l'ouverture de rues aux propriétaires cédant gratuitement les terrains nécessaires pour ces rues, de commuter les chemins des commissaires des chemins à barrières de Montréal, et pour autres fins.

PELLETIER & PELLETIER,

Procureurs de la Corporation de la paroisse des Saints-Anges de Lachine.

Lachine, 5 décembre 1911. 4645.3

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de Saint-Dunstan, du Lac Beauport, dans le comté de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi légalisant à toutes fins que de droit l'existence, comme municipalité séparée, des habitants et contribuables du territoire compris dans les limites de la dite municipalité, nonobstant toute loi à ce contraire, et pour autres fins.

L. A. CANNON

Procureur de la requérante.

Québec, 30 novembre 1911. 4597.3

Notice is hereby given that the undersigned, Demetrius Nicholas Nicholson will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act authorizing the bar of the province of Quebec, to permit him to practice as advocate, and the secretary of the general council of the bar to issue to him his certificate as such.

D. N. NICHOLSON.

Montreal, 30th November, 1911. 4638

Notice is hereby given that the curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Saint Viateur d'Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act amending its law I George V, chapter 105 and I George V, chapter 113, in order to enlarge its borrowing powers and other powers.

BESSETTE & DUTAUD,

Attorneys for the curé and churchwardens of l'Œuvre et Fabrique of Saint Viateur d'Outremont.

Montreal, 5th December, 1911. 4630

Notice is hereby given that the Saint Maurice Hydraulic Company, a body corporate and politic, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act granting it power, to construct storage and regulating dams on the Saint Maurice rivers and its tributaries for the purpose of conserving and regulating the flow thereof, and to acquire the necessary lands for the said purpose, to construct a telephone system in connection therewith, to issue debentures, to charge tolls for the floating and transmission of timber, as well as to assess different persons and companies owning, controlling or operating water powers on the said Saint Maurice rivers, for certain annual contributions in respect to the said improvements and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,

Solicitors for applicants.

Montreal, 5th December, 1911. 4640

Public notice is hereby given that the Corporation of the parish of Saints-Anges de Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate it into a town corporation under the name of "Ville Lasalle", governed by the cities and towns' act (Art. 5256 to 5885 Revised Statutes, 1909), with certain modifications respecting the qualification of the mayor and aldermen, the elections, the tax on lands under cultivation, commercial tax, loans, and to obtain the power to tax telegraph, telephone and electric poles, to specially tax a ward of the municipality for local improvement, to grant exemption from taxes for the opening of streets to proprietors giving the land necessary for such streets gratis, to commute the roads of the commissioners of the Montreal turnpike roads and for other purposes.

PELLETIER & PELLETIER

Attorneys for the Corporation of the parish of Saints-Anges de Lachine.

Lachine, 5th December, 1911. 4646

Public notice is hereby given that the corporation of the parish of Saint Dunstan, of Lake Beauport, in the county of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to legalize to all intents and purposes the existence, as a separate municipality of the inhabitants and ratepayers of the territory comprised within the limits of the said municipality, notwithstanding any law to the contrary, and for other purposes.

L. A. CANNON,

Petitioner for applicant

Quebec, 30th November, 1911. 4598

Avis public est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants :

Augmenter les pouvoirs d'emprunt jusqu'à une limite à être déterminée ;

Affirmer de nouveau le pouvoir de la cité de Montréal, à la demande du bureau scolaire, émettre des obligations de la cité dans le but de prélever des fonds pour l'achat de sites pour écoles et l'érection d'écoles, et définir la manière de procéder ;

Ratifier tous les achats de propriété faits par le bureau dans la municipalité scolaire protestante de Montréal ;

Ratifier l'achat de propriété fait par le bureau dans les municipalités de Notre Dame de Grâce et Outremont, et dans les quartiers Mont Royal et Bordeaux, de la cité de Montréal ;

Ratifier et confirmer les ventes d'immeubles déjà faites, et autoriser les commissaires à disposer des dits immeubles à l'avenir par vente privée, sujet seulement à l'approbation du surintendant de l'instruction publique et du lieutenant gouverneur en conseil ;

Autoriser le bureau, avec l'approbation du surintendant de l'instruction publique et du Lieutenant gouverneur en conseil, à prélever des fonds pour l'achat des sites d'écoles, et consentir au transport au tiers des droits du vendeur non payé ;

Pourvoir à la collection des taxes scolaires prélevées sur les propriétés de corporations et compagnies incorporées, comme suit :

(a) Que la liste neutre de la taxe scolaire sur les propriétés des corporations dans les limites de la cité, sera prélevée par les cotiseurs de la cité et perçue par le trésorier de la cité au taux devant être fixé par la loi ;

(b) Que les produits de la susdite taxe, dans les quartiers ou parties de quartiers de la cité, qui sont territoire en commun pour le bureau protestant des commissaires d'écoles et la commission scolaire catholique de Montréal, seront divisés entre les deux bureaux, tel que pourvu par la loi existante ;

(c) Que les produits de la taxe dans chacun des autres quartiers ou parties de quartiers de la cité seront traités séparément, et divisés par le trésorier de la cité sur la base per capita parmi les bureaux scolaires de la cité, qui auront des élèves résidant dans ce quartier ou partie de quartier et fréquentant leurs diverses écoles ;

(d) Que pour les fins des écoles existantes, tout bureau scolaire de cité, à l'exception de la commission scolaire catholique de Montréal, sera requis de fournir au trésorier de la cité, le ou avant le quinze de novembre annuellement, un état montrant le nombre des élèves fréquentant ses écoles durant le mois d'octobre, et résidant dans les limites de chaque quartier ou partie de quartier non inclus dans le territoire de la commission scolaire catholique de Montréal ;

Pourvoir que tout le territoire situé maintenant ou qui le sera à l'avenir dans les limites de la cité de Montréal sera annexé pour les fins scolaires protestantes à la municipalité scolaire protestante de Montréal ;

Pourvoir que sur l'annexion de toute ou aucune partie d'aucune municipalité scolaire protestante, tous arrérages de taxes scolaires protestantes prélevés sur propriété dans le territoire ainsi annexé, seront perçus par le trésorier de la cité et payés au bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Montréal ;

Amender la sous-section trois (3) de la section vingt et une (21) de l'acte 32 Victoria, chapitre 16, en retranchant les mots : " ou aux personnes qui auront déclaré par écrit leur désir d'avoir leur propriété inscrite sur la dite liste neutre " ;

Autoriser le bureau à établir un fonds de pension

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal will, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, make application for the passing of an act for the following purposes :

To increase the borrowing powers to a limit to be determined ;

To re-affirm the power of the city of Montreal, at the request of the school board concerned, to issue bonds of the city for the purpose of providing funds for the purchase of school sites and the erection of school buildings, and to define the procedure to be followed ;

To ratify all purchases of property made by the board within the protestant school municipality of Montreal ;

To ratify the purchase of property made by the board in the municipalities of Notre Dame de Grâce and Outremont, and in Mount Royal and Bordeaux wards, of the city of Montreal ;

To ratify and confirm the sales of real property already made, and to authorise the commissioners to dispose of such property in future by private sale, subject only to the approval of the superintendent of Public Instruction and the Lieutenant Governor in Council ;

To authorise the board, with the approval of the Superintendent of Public Instruction and the Lieutenant Governor in Council, to provide funds for the purchase of school sites, and consenting to the transfer to third persons of the rights of the unpaid vendor ;

To provide for the collection of school taxes levied upon the property of corporations and incorporated companies, as follows :

(a) That the neutral panel school tax upon the property of corporations situate within the city limits, shall be levied by the city assessors and collected by the city treasurer at the rate to be fixed by law ;

(b) That the proceeds of the above mentioned tax in those wards or parts of wards of the city, which are common territory for the protestant board of school commissioners and the catholic school commission of Montreal, shall be divided between the two boards as provided by existing law ;

(c) That the proceeds of the tax in each of the other wards or parts of wards of the city shall be treated separately, and divided by the city treasurer upon the per capita basis among those city school boards which shall have pupils residing in that ward or part of ward and attending their several schools ;

(d) That for the purpose of existing schools, every city school board, excepting the catholic school commission of Montreal, shall be required to furnish to the city treasurer, on or before the fifteenth of November annually, a statement showing the number of pupils attending its schools during the month of October, and residing within the limits of each ward or part of ward not included in the territory of the catholic school commission of Montreal ;

To provide that all the territory which is now or hereafter shall be within the limits of the city of Montreal shall be annexed for protestant school purposes to the protestant school municipality of Montreal ;

To provide that upon the annexation of the whole or any part of any protestant school municipality, any arrears of protestant taxes levied upon property within the territory so annexed shall be collected by the city treasurer, and paid to the protestant board of school commissioners of the city of Montreal ;

To amend sub-section three (3) of section twenty-one (21) of the act 32 Victoria, chapter 16, by striking out the words : " or to persons who shall have declared in writing their desire of having their property inscribed on said (neutral) panel " ;

To authorize the board to establish a pension

pour le bénéfice des instituteurs et autres personnes à son service ;

Pourvoir que les arrérages des taxes scolaires protestantes non payées dans les précédentes municipalités scolaires de Delorimier et Côte des Neiges seront perçus par le trésorier de la cité et payés au bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Montréal ;

Autoriser le bureau à construire un tunnel en dessous de la surface de la ruelle entre les rues Université et Shuter, dans la cité de Montréal, de manière à mettre en communication la nouvelle bâtisse du High School, sur la rue précédente, avec "The Power House", devant être érigée sur la dernière, et aussi ouvrir des barrières sur les deux propriétés donnant accès à la dite ruelle, et pour telles autres fins et législation qui peuvent être nécessaires ou accessoires ou ayant rapport aux susdites fins.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 27 novembre 1911. 4477-4

Avis est par le présent donné que la Commission à Barrières de la Rive Nord à Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant la Commission à prélever un péage sur automobiles et autres voitures semblables lorsqu'ils passeront ses barrières et voyageront sur les chemins à barrières.

G. H. BURROUGHS,
Secrétaire-trésorier.

Québec, 25 novembre 1911. 4471-4

Avis est par les présentes donné que "The Great Northern Lumber Company Limited", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte afin de confirmer certains actes et contrats entre la dite compagnie "The Glasgow Canadian Land & Trust Company Limited", Edmund Sullivan, John Sheridan and Patrick H. Hinchey, de Berlin, New Hampshire, et "The Brownville Board Company", concernant certains lots de terre dans le canton Clinton, comté du Lac Mégantic, pour pourvoir à la radiation des hypothèques et pour autres fins.

TASCHEREAU, RINFRET & GENEST,
Procureurs des requérants.

Montréal, 22 novembre 1911. 4445-4

Avis public est par les présentes donné que Paul Antonio Décary, étudiant en droit, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi autorisant le barreau de la dite province à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

ALPHONSE DECARY,
Procureur du requérant.

Montréal, 18 novembre 1911. 4461-4

Avis public est par le présent donné que la Compagnie du chemin de fer Québec Central, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants :

1° Sanctionner et ratifier un certain acte d'accord conditionnel passé entre elle et la compagnie du Chemin de fer Pacifique Canadien, en date du 10^e jour d'août 1911, pourvoyant au loyer des biens, propriété et entreprise de la compagnie de chemin de fer Québec Central, à la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien, suivant les termes et conditions mentionnés dans le dit acte, et sujet à la ratification par les actionnaires et autres porteurs d'obligations de la compagnie de chemin de fer Québec Central ;

2° Autoriser l'émission d'un deuxième stock de débetures, payable dans 50 ans, portant intérêt à 3½ pour cent par année, pour remplacer le présent 8 pour cent, deuxième stock de débetures ;

3° Autoriser la compagnie à émettre des obligations ou stock de débetures portant intérêt à 5

fund for the benefit of teachers and other persons in its service.

To provide that the arrears of protestant school taxes now outstanding in the former school municipalities of Delorimier and Côte des Neiges shall be collected by the city treasurer and paid to the protestant board of school commissioners of the city of Montreal ;

To authorize the board to construct a tunnel beneath the surface of the lane between University and Shuter streets, in the city of Montreal, in order to connect the proposed new High School building on the former street with the Power House, to be erected on the latter, and also to open gates upon both properties giving it access to such lane, and for such other purposes and legislation as may be necessary or incidental or accessory to the above purposes.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,
Solicitors for applicants.

Montreal, 27th November, 1911. 4476

Notice is hereby given that the trustees of the Quebec North Shore Turnpike Trust will make application to the Legislature of the province, at its next session, for an act authorizing the Trust to charge toll on automobiles and other horseless carriages when passing its gates and travelling on the turnpike roads.

G. H. BURROUGHS,
Secretary treasurer.

Quebec, 25th November, 1911. 4472

Notice is hereby given that application will be made by The Great Northern Lumber Company Limited, to the Legislative Assembly, at its next session, for an act to confirm certain deeds and agreements between the said company, the Glasgow Canadian Land and Trust Company Limited, Edmund Sullivan, John Sheridan and Patrick H. Hinchey, of Berlin, New Hampshire, and the Brownville Board Company, concerning certain lots of land in the township of Clinton, county of Lake Mégantic, to provide for the radiation of the encumbrances and for other purposes.

TASCHEREAU, RINFRET & GENEST,
Solicitors for the applicants.

Montreal, 22nd November, 1911. 4446

Public notice is hereby given that Paul Antonio Décary, law student, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the granting of a bill authorizing the bar of the said province to admit the said Paul Antonio Décary as a member of said bar after examination.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for applicant.

Montreal, 18th November, 1911. 4462

Public notice is hereby given that the Quebec Central Railway Company will at the next session, of the Legislature of Quebec, apply for the passing of an act for the following purposes :

1. To sanction and confirm a certain conditional deed of agreement entered into between it and the Canadian Pacific Railway Company, dated the 10th day of August, 1911, providing for the lease of the assets, property and undertaking of the Quebec Central Railway Company to the Canadian Pacific Railway Company, according to the terms and conditions therein set forth, and subject to ratification by the shareholders and other security holders of the Quebec Central Railway Company ;

2. To authorize the issue of second debenture stock, payable in 50 year bearing interest at 3½ per cent per annum, to replace the present existing 8 per cent, second debenture stock ;

3. To authorize the company to issue bonds and debenture stock bearing interest at 5 per cent per

pour cent par année, et payables dans 50 ans, pour remplacer le présent 7 pour cent, *income bonds* ;

4° Changer le nombre de directeurs de la dite compagnie et la manière de nommer et élire les dits directeurs ;

5° Autoriser la dite compagnie à changer le principal bureau de la dite compagnie ;

6° Autoriser la dite compagnie à changer la valeur au pair de ses présentes actions pour des montants d'une livre sterling ou multiples d'icelle ;

7° Et pour toutes autres fins que la législature peut juger à propos d'accorder.

W. & A. H. COOK,
Procureurs de la Compagnie du
Chemin de fer Québec Central.

Québec, 22 novembre 1911. 4503.4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite par les héritiers de la succession de feu Louis Plessis Bélair, à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi aux fins de les autoriser à emprunter avec garantie hypothécaire sur les immeubles de la dite succession, de manière à lier les appelés aussi bien que les grevés à la substitution créée par les testament et codicile du dit feu Louis Raymond Plessis Bélair, datés respectivement les vingt-six juillet 1842 et neuf septembre 1845, et ce, dans le but de payer certaines réparations et améliorations faites sur ces immeubles, et aussi pour toutes autres fins.

BEAUDIN, LORANGER, ST GERMAIN,
GUERIN & RAYMOND,
Procureurs des dits héritiers

Montréal, 28 novembre 1911. 4509.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par Stanley A. Banfill, médecin, Lockhart R. Willard, hôtelier, James A. Planche, commerçant, Louis Nolet, mécanicien, Louis Reid, mécanicien, Joseph A. Fréchette, commerçant, Samuel Church, cultivateur, Herbert H. Cooper, marchand, Horace Sawyer, gentilhomme, Robert H. Edwards, cultivateur et autres, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi concernant l'incorporation du territoire compris dans les lots Nos 11, 12, 13, 14 et partie de 15 dans le deuxième rang, et les lots Nos 11, 12, 13, 14 et partie de 15 dans le troisième rang, arpentage primitif, du canton de Westbury, en une corporation de ville pour toutes les fins municipales et scolaires, sous le nom de "The Town of East Angus", et placer la dite ville sous les dispositions de la loi des cités et villes, excepté qu'elle soit modifiée ; la dite loi devant contenir les dispositions spéciales au sujet du temps et mode de l'élection du maire et des conseillers, votation, langage à être employé, nombre de sièges dans chaque quartier, taxation, et pour autres fins.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 5 décembre 1911. 4663.3

AVIS.

La Corporation des Dames de l'Asile de Montréal pour les Orphelins Catholiques romains demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de l'autoriser à vendre l'immeuble qu'elle possède sur la rue Sainte-Catherine, de la ville de Montréal, faisant partie des Nos 226 et 267, du cadastre du quartier Saint-Laurent, et l'asile dessus érigé ; le prix de vente devant servir à l'achat d'un autre terrain et à la reconstruction du dit asile.

LORANGER & PRUD'HOMME,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 28 novembre 1911. 4511-4

Avis est par le présent donné que les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, dont la maison-mère est à Montréal, demanderont des amendements à leur acte d'incorporation, particulièrement quant à l'étendue de leur droit de posséder et aussi une refonte des dits actes d'incorporation, et qu'elles présenteront un projet de loi

annum, and payable in 50 years to take the place of present 7 per cent, *income bonds* ;

4. To change the number of directors of the said company and the manner of appointing and electing such directors ;

5. To authorize the said company to change the head office of the said company ;

6. To authorize the said company to change the per value of its presents shares to amounts of one pound sterling or multiples thereof ;

7. And for such other purposes as the Legislature may consider expedient to grant.

W. & A. H. COOK,
Attorneys for Québec Central
Railway Company.

Quebec, 22nd November, 1911. 4504

Notice is hereby given that the heirs of the estate of late Louis Raymond Plessis Bélair will apply, at the next session of the Legislature of Quebec, to be authorized to borrow by mortgage upon the immoveables of said estate, so as to bind the substitutes as well as the institutes of the substitution created by the will and codicil of said Louis Raymond Plessis Bélair, dated respectively the 26th of July, 1842, and 9th of September, 1845, in order to pay certain repairs and improvements made on said immoveables and for other purposes.

BEAUDIN, LORANGER, ST GERMAIN,
GUERIN & RAYMOND,
Attorneys of said heirs.

Montreal, 28th November, 1911. 4510

Notice is hereby given that an application will be made by Stanley A. Banfill, physician, Lockhart R. Willard, hotelkeeper, James A. Planche, trader, Louis Nolet, mechanic, Louis Reid, mechanic, Joseph A. Fréchette, trader, Samuel Church, farmer, Herbert H. Cooper, merchant, Horace Sawyer, gentleman, Robert H. Edwards, farmer, and others, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act respecting the incorporation of the territory comprised in the lots Nos. 11, 12, 13, 14 and part of 15, in the second range, and lots Nos. 11, 12, 13, 14 and part of 15 in the third range of the primitive survey of the township of Westbury, into a town corporation for all municipal and school purposes, under the name of the "Town of East Angus", and to place the said town under the provisions of the cities and towns act, except as the same may be modified ; said act to contain special provisions in reference to time and mode of electing mayor and councillors, voting, language to be used, numbering of seats in each ward, taxation, and for other purposes.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for applicants.

Sherbrooke, 5th December, 1911. 4664

NOTICE.

The Ladies of the Roman Catholic Orphan Asylum of Montreal will ask to be authorized by the Legislative Assembly of Quebec, at its next session, to sell its immoveable property and the asylum hereon erected, forming part of Nos. 226 and 267, of the cadastre of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal ; the price of sale to be applied for the purchase of an other immoveable and the reconstruction of the said asylum.

LORANGER & PRUD'HOMME,
Attorneys for petitioner.

Montreal, 28th November, 1911. 4512

Notice is hereby given that the Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, whose mother-house is in Montreal, will apply for amendments to their act of incorporation, particularly as to the extent of their right to own, and also a revision of the said acts of incorporation, and that they will present a draft of an act at the

à la prochaine session, dans ce but, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 29 novembre 1911. 4519.4

HOTEL DE VILLE.

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ.

Québec, 28 novembre 1911.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier un règlement de la dite cité, concernant l'annexion de ville Montcalm à la cité de Québec, ou pour annexer ville Montcalm à la cité de Québec, à certaines conditions.

Par ordre,
H. J. J. B. CHOUINARD,
Greffier de la cité.

4551 4

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi ratifiant à toutes fins que de droit la vente faite à Québec, le 13 octobre 1910, par François-Xavier Berlinguet, architecte, de la cité de Québec, à George Tanguay, marchand, de la dite cité, par acte portant le numéro cinq mille cinq cent quarante-six (No 5546), des minutes de C. E. Taschereau, notaire public, la vente par J. B. Prévost au dit Geo. Tanguay, le 31 mars 1899, par acte portant le numéro huit mille trois cent soixante-dix-huit (No 8378), des minutes de Jos. Allaire, N. P., et tout titre que le dit Geo. Tanguay peut avoir à la propriété des lots portant les numéros trois cent trente-neuf-un A et trois cent quarante-un A (339-1 A et 340-1 A), des plans et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quartier Saint-Laurent, de la ville de Lévis, subdivisions du lot originaire numéro trois cent trente-neuf (No 339), du dit cadastre.

L. A. CANNON,
Procureur du requérant.

Québec, 30 novembre 1911. 4521-4

Avis est présentement donné que l'Association des Opticiens de la province de Québec s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte afin d'obtenir des pouvoirs additionnels et plus amples pour lui permettre d'atteindre plus efficacement les fins de son incorporation, savoir : le pouvoir de poursuivre devant les juges de paix ; d'imposer l'emprisonnement à défaut de paiement ; réglementer les annonces concernant l'optométrie ; rendre les cours d'optique obligatoires, etc.

BESSETTE & DUTAUD,
Avocats de l'Association des Opticiens
de la province de Québec.

Montréal, 22 novembre 1911. 4397.5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par "The Laprairie Brick Company, Limited", corps politique ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant de construire, opérer et maintenir un chemin de fer mû par la vapeur, l'électricité ou tout autre pouvoir aussi avantageux, à partir d'un endroit situé sur les rives de la rivière Saint Laurent, sur ou près de la Commune de Laprairie de la Magdeleine, et allant de là dans une direction sud-ouest, sur la commune de Laprairie de la Magdeleine, et joignant la ligne principale du chemin de fer du Grand Tronc du Canada, connue sous le nom de "ligne allant à Saint Jean, P. Q.," dans le comté de Laprairie, avec le droit de

next session, with such view and for other purposes.

LAMOTHE, ST. JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for applicants.
Montreal, 29th November, 1911. 4520

CITY OF QUEBEC—CITY HALL.

CITY CLERK'S OFFICE.

Quebec, 28th November, 1911.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the ratification of a by-law of the said city concerning the annexation of ville Montcalm to the city of Quebec, or to annex ville Montcalm to the city of Quebec, on certain conditions.

By order,
H. J. J. B. CHOUINARD,
City clerk.

4552

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to ratify to all intents and purposes the sale made at Quebec, on the 13th of October, 1910, by François Xavier Berlinguet, architect, of the city of Quebec, to George Tanguay, merchant, of the said city, by deed bearing the number five thousand five hundred and forty six (No 5546), of the minutes of C. E. Taschereau, notary public, the sale by J. B. Prévost to the said Geo. Tanguay, on the 31st of March, 1899, by deed bearing the number eight thousand three hundred and seventy eight (No 8378) of the minutes of Joseph Allaire, N. P., and any title that the said Geo. Tanguay may have in the ownership of the lots bearing the numbers three hundred and thirty nine-one A and three hundred and forty-one A (339-1 A and 340-1 A), on the official plan and book of reference of the cadastre for Saint Laurent ward, of the town of Lévis, subdivisions of lot primitive number three hundred and thirty nine No. 339), of the said cadastre.

L. A. CANNON,
Attorney for applicant.

Quebec, 30th November, 1911, 4512

Notice is hereby given that the Association of Opticians of the Province of Quebec will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purpose of having a law passed amending its charter so as to obtain additional and more ample powers enable the association to accomplish more effectively the object of its incorporation, namely to : the power of suing before Judges of Peace ; of imposing imprisonment in default of payment ; of regulating advertisements regarding optometrics, and to render optical courses compulsory, &c.

BESSETTE & DUTAUD,
Attorneys for applicants.

Montreal, 22nd November, 1911. 4398

Notice is hereby given that an application will be made by the Laprairie Brick Company Limited, a body politic and corporate, having its principal office in the city of Montreal, to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a law permitting it to construct, operate and maintain a railroad operated by steam, electricity or other as advantageous power, from a point situated on the banks of the river Saint Lawrence, on or near the Common of Laprairie de la Magdeleine, and thence running in a south westerly direction of the Common of Laprairie de la Magdeleine and attaining the main line of the Grand Trunk Railroad of Canada, known under the name of the "line running to Saint John, P. Q.," in the county of Laprairie, with the right to construct, operate

construire, opérer et maintenir des embranchements afin de relier la voie principale de la compagnie avec les voies de chemin de fer passant dans le comté de Laprairie; pour obtenir la confirmation d'un acte de vente passé le 14 mars 1911, par les syndics de la commune de Laprairie de la Magdeleine à la compagnie, devant F. C. Larose, notaire, portant le numéro 5537 des minutes du dit notaire, pour obtenir la confirmation d'une option consentie par les syndics de la Commune de Laprairie de la Magdeleine, le 20 février 1911, pour une certaine étendue de terrain situé dans la Commune de Laprairie de la Magdeleine, ayant quatre arpents de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, renfermé dans les bornes suivantes: tenant d'un bout vers le nord ouest à la petite rivière Saint-Jacques, de l'autre bout d'un côté vers le sud-ouest à une partie non subdivisée de la commune de Laprairie de la Magdeleine, et de l'autre côté vers le nord-est au terrain vendu le 20 février 1911, par le président et les syndics de la Commune de Laprairie de la Magdeleine à la compagnie "The Laprairie Brick Company, Limited", et pour autoriser la dite compagnie à exercer tous les pouvoirs ayant rapport à ces dits objets et autres fins.

"The Laprairie Brick Company, Limited",
par FRED WESTBROOK.

Secrétaire.
4401-5

Montréal, 22 novembre 1911.

AVIS

Avis est par le présent donné que Monseigneur Paul Bruchési, archevêque de Montréal, Messire Arthur Papineau, actuellement supérieur du collège de Saint-Jean, prêtre, demeurent dans la ville de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, district d'Iberville, Messieurs Zénon Therrien, Ernest Bernier, Alphonse Gibeau, tous prêtres, demeurant en la dite ville de Saint-Jean, s'adresseront à la législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi pour constituer en corporation sous le nom de "Collège de Saint-Jean" le collège de Saint-Jean établi dans un but d'éducation dans la dite ville de Saint-Jean, avec pouvoirs pour la dite corporation de choisir ses membres, de faire des règlements, statuts, règles et ordonnances, de les modifier ou abroger si elle le juge à propos; d'avoir un sceau, de le rompre et renouveler; de contracter et traiter, poursuivre et être poursuivie; d'acquérir par achat, donation, legs et autre manière toutes terres ou héritages et propriétés mobilières et immobilières pour les fins de la dite corporation; ainsi que les vendre, louer, échanger, aliéner et en disposer et en acquérir d'autres à leur place pour les mêmes fins; pourvu que les revenus nets moyens de dix années de tous les biens immeubles, autres que ceux sur lesquels sont ou seront les bâtiments du dit collège et ses dépendances, n'excèdent, en aucun temps, la somme annuelle de vingt mille piastres. Vente des immeubles si la limite est dépassée. Avec, en plus, pouvoirs pour la dite corporation de se nommer un ou des procureurs, et autres pouvoirs, droits et privilèges généralement accordés à semblable corporations. Les biens et revenus à être exclusivement employés à l'éducation dans le dit collège. La corporation devra sur demande faire rapport au lieutenant-gouverneur.

GIRARD & DEMERS,

Procureurs des requérants.

Saint-Jean, 20 novembre 1911. 4399 5

Avis public est par le présent donné que Mark Workman, manufacturier, Mortimer B. Davis, manufacturier, Jacob A. Jacobs, capitaliste, Moses A. Vineberg, marchand, Asher Pierce, marchand, et Hannah Pierce, veuve de feu Samuel Wolsey, en son vivant marchand, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obte-

and maintain branches for the purpose of uniting the principal line of the company with the railroads passing through the county of Laprairie; to obtain the confirmation of a deed of sale passed on 14th March, 1911, by the syndics of the Common of Laprairie de la Magdeleine to the company, before F. C. Larose, notary public, bearing the number 5537 of the minutes of the said notary, to obtain the confirmation of an option granted by the syndics of the Common of Laprairie de la Magdeleine, on 20th February, 1911, for a certain strip of land situated in the Common of Laprairie de la Magdeleine, being four arpents wide and twenty five arpents deep, and bounded as follows: stretching at one end towards the north west to the little Saint James river, and at the other end, on one side towards the south west to an unsubdivided part of the Common of Laprairie de la Magdeleine, and on the other side towards the north east to a piece of land sold on the 20th of February, 1911, by the president and the syndics of the Common of Laprairie de la Magdeleine, to the Laprairie Brick Company Limited, and to authorise the said company to exercise all the powers incident to these said objects and otherwise.

The Laprairie Brick Company Limited,
Per FRED. WESTBROOK,

Secretary.
4402

Montreal, 22nd November, 1911.

NOTICE.

Notice is hereby given that His Grace Paul Bruchési, archbishop of Montreal, and Rev. Arthur Papineau, actually superior of the "Collège de Saint-Jean", priest, of the town of Saint Johns, county of Saint Johns and district of Iberville, and Reverends Messrs. Zenon Therrien, Ernest Bernier, Alphonse Gibeau, all priests, of the said town of Saint Johns, will petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a law constituting into corporation under the name of "College Saint-Jean", the college of Saint Johns now established in said town of Saint Johns, for education purposes with powers by the said corporation to choose its members, make by-laws, statutes, rules and ordinances, to modify or abrogate them, if it deems proper; to have its seal, to do away with it and renew it; to contract and make covenants; to sue and be sued; to acquire by purchase, deal of gift, legacy or in any other manner lands or heritages and moveable and immoveable properties for the purposes of such corporation; also to sell, lease, exchange, alienate and dispose of them and to acquire others to replace them for the same purposes; provided that the net average annual revenues for ten years of all the immoveable properties other than those upon which are or will be erected the buildings of said college and its dependences, do not exceed the sum of twenty thousand dollars. Sell those immoveables if that limit is exceeded. Moreover with the powers by the said corporation to appoint one attorney (procureur) or more and other powers and rights and privileges generally granted to such corporations. The properties and revenues to be exclusively employed for the purposes of education in the said college. The corporation will make report to the Lieutenant Governor, when requested.

GIRARD & DEMERS,

Attorneys for the petitioners.

Saint Johns, 20th November, 1911. 4400

Public notice is hereby given that Mark Workman, manufacturer, Mortimer B. Davis, manufacturer, Jacob A. Jacobs, capitalist, Moses A. Vineberg, merchant, Asher Pierce, merchant, and Hannah Pierce, widow of the late Samuel Wolsey, in his lifetime merchant, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for an

nir une loi incorporant une société sous le nom de "Mount Sinai Sanitorium", dans le but d'aider les personnes affligées de tuberculose ou autres maladies; établir des sanatoria à Sainte-Agathe des Monts et ailleurs, dans la province de Québec, dans le but de recevoir et traiter les patients souffrant de tuberculose ou autres maladies; établir un département de recherche médicale en rapport avec tels sanatoria pour propager les connaissances et informations ayant rapport à la tuberculose et autres maladies; obtenir des fonds pour la mise en opération des dits objets aux moyens de souscriptions volontaires, contributions, dons, donations ou legs des membres de la société et du public, avec pouvoir d'acquérir et posséder des meubles et immeubles, et pour autres fins.

JACOBS, HALL & COUTURE,

Procureurs des requérants,

Montréal, 15 novembre 1911. 4325½-5

Avis est par le présent donné que Hugh Blair Mackenzie, banquier, et Frederick William Hibbard, avocat, tous deux de la cité de Westmount et district de Montréal, John Henry Birks, marchand, James Graham Lewis, manufacturier, et John David Baile, marchand, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'un club sous le nom de "The Kanawaki Golf Club," pour promouvoir le jeu de golf et autres jeux athlétiques, avec pouvoir d'acquérir et posséder des meubles et immeubles et tous es autres pouvoirs et droits nécessaires.

HIBBARD, BOYER & GOSSELIN,

Procureur des requérants.

Montréal, 5 décembre 1911. 4847-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Montreal Light Heat and Power Company", pour obtenir une loi afin d'amender la loi de la législature 1 Edouard VII, chapitre 66, permettant à la compagnie d'émettre des débetures, stock de débetures, actions et autres garanties, garantir les obligations de d'autres compagnies, établir ou aider les fonds de pension ou autres institutions de bienfaisance ou utiles, et pour autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 14 décembre 1911. 4873-2

AVIS PUBLIC.

La cité des Trois-Rivières donne avis qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, elle demandera des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

1° L'augmentation du revenu de la cité, au moyen de taxes et de licences; les finances et l'administration; le contrôle de la vente des liqueurs;

2° Le mode de collection des taxes et autres charges;

3° Le pouvoir de contracter des emprunts pour drainage, pavage, aqueduc, chemins, traverses, expropriations, etc.;

4° Le droit d'acquérir des pouvoirs hydrauliques et électriques et de les exploiter pour fournir l'éclairage, le chauffage et la force motrice aux habitants de la cité des Trois-Rivières et pour sa propre utilité, et d'émettre des débetures à cette fin;

5° Pour amender la section trente-deux de la loi 1 Edouard VII, chapitre 44, concernant les écoles;

6° Pour amender l'article deux cent quarante-cinq de la loi 1 Edouard VII, chapitre 44, section trente-trois;

7° Pour confirmer et légaliser un règlement passé le trois mai mil neuf cent-onze, concernant la fermeture d'une partie de la rue Saint-Martin.

L. T. DESAULNIERS,

Secrétaire trésorier.

Trois-Rivières, 13 décembre 1911. 4875-2

act for the incorporation of a society to be known as the Mount Sinai Sanitorium, for the purpose of making provision for those afflicted by tuberculosis or other diseases, to establish sanatoria at Sainte Agathe des Monts and elsewhere, in the province of Quebec, for the purposes of receiving and treating patients who are suffering from tuberculosis or other diseases; to establish a medical research department in connection with such sanatoria to disseminate knowledge and information pertaining to tuberculosis and other diseases; and to obtain funds for the carrying on of such objects by means of voluntary subscriptions, contributions, gifts, donations or bequests from members of the society and from the public, with power to acquire and possess moveable and immoveable property, and for other purposes.

JACOBS, HALL & COUTURE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 15th November, 1911. 4326½

Notice is hereby given that Hugh Blair Mackenzie, banker, and Frederick William Hibbard, advocate, both of the city of Westmount and district of Montreal, John Henry Birks, merchant, James Graham Lewis, manufacturer, and John David Baile, merchant, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of a club to be known as The Kanawaki Golf Club, for the promotion of Golf and other athletic games, with power to acquire and hold moveable and immoveable property and all other necessary powers and rights.

HIBBARD, BOYER & GOSSELIN,

Attorneys for applicants.

Montreal, 5th December, 1911. 4848

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by The Montreal Light Heat and Power Company for an act to amend the act of the legislature 1 Edward VII, chapter 66, to permit the company to issue debentures, debenture stock, share warrants and other securities, to guarantee the obligations of other companies to establish or aid pension funds or other benevolent or useful institutions, and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,

Solicitors for applicants.

Montreal, 14th December, 1911. 4874

PUBLIC NOTICE.

The city of Three Rivers, given notice that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, it will ask for amendments to its charter on the following matters:

1. The increase of the revenue of the city by means of taxes and of licenses; the finances and the administration; the control of the sale of liquor;

2. The mode of collecting the taxes and other charges;

3. The power to contract loans for drainage, paving, water-works, roads, crossings, expropriations, etc.

4. The right to acquire hydraulic and electric powers and to operate same to supply light, heat and motive power to the inhabitants of the city of Three Rivers and for its own use, and to issue debentures for such purpose;

5. To amend section thirty two of the act 1 Edward VII, chap. 44, respecting schools;

6. To amend article two hundred and forty five, of the act 1 Edward VII, chap. 44, section thirty three;

7. To confirm and legalize a by-law passed on the third of May, nineteen hundred and eleven, respecting the closing of a part of Saint Martin street.

L. T. DESAULNIERS,

Secretary treasurer.

Three Rivers, 13th December, 1911. 4876

CITE DE QUEBEC.

HOTEL DE VILLE.

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ.

Québec, 29 novembre 1911.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte d'incorporation, et aussi pour obtenir l'autorisation d'emprunter diverses sommes d'argent, savoir : quatre cent mille piastres (\$400,000.00), pour payer le coût de pavage permanent de rues et trottoirs, et le coût de construction et réparation de postes de pompiers, et équipement et réorganisation, de la brigade de feu ; et autres travaux permanents ; et deux cent mille piastres (\$200,000.00), pour acheter la propriété de la Compagnie d'Exposition de Québec, avec pouvoir de tenir des expositions et de nommer des personnes, ou commissaires, pour l'organisation et l'administration de ces expositions ; pour être autorisée à subventionner un hôpital pour le traitement des personnes atteintes de tubercules pulmonaires ; et aussi à emprunter une somme de cinq mille piastres (\$5,000.00), pour être accordée à l'organisation dite du Congrès de la Langue Française au Canada, pour aider à la tenue d'un congrès à Québec ; et à faire avec la Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, et avec l'hôpital de Jeffrey Hale, de la cité de Québec, des arrangements spéciaux pour approvisionnement d'eau de son aqueduc à ces institutions ; pour modifier la loi actuelle en imposant la cotisation foncière sur la valeur réelle, ou commerciale, ou vénale, des immeubles ; pour autoriser les compagnies ou corporations à fond social à devenir électeurs municipaux ; pour autoriser la cité à passer des règlements pour la protéger davantage, ainsi que le public, contre les dommages ou inconvénients causés par les personnes ou compagnies faisant dans les rues ou places publiques des excavations ou autres travaux que la loi les autorise à faire ; pour autoriser la cité de Québec à accorder une exemption de certaines taxes à la Chambre de Commerce de Québec, sur une certaine partie de l'immeuble qu'elle occupe dans le quartier Saint-Pierre ; pour pourvoir à l'entretien de certaines rues longeant les terrains situés dans des municipalités voisines, et pour autres fins.

Par ordre,

H. J. J. B. CHOUINARD,

Greffier de la cité.

4669-3

Avis est par le présent donné que Charles E. Force, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états unis d'Amérique, financier, Leland D. Adams, gérant de mines, et Edwin E. Haskell, ingénieur civil, tous deux du canton de Weedon, dans la province de Québec, John P. Wells, avocat, et Charles D. White, avocat, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant les requérants en une compagnie de chemin de fer, sous le nom de "The Rat River Railway Company", avec le pouvoir de construire, à bâtir, mettre en opération et maintenir un chemin de fer devant être conduit par la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir, de "The Copper Mine of the East Canada Smelting Company, Limited," située sur ces lots maintenant connus sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du canton de Weedon, comme lots Nos 22a, 22b, 22c et 22d dans le deuxième rang, à un point à ou près de cette station, sur le chemin de fer Québec Central, connue comme Saint-Gérard, et autoriser la dite compagnie à exercer tous les pouvoirs y ayant rapport, et pour autres fins.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke 5 décembre 1911.

4661.3

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

CITY CLERK'S OFFICE.

Québec, 29th November, 1911.

Public notice is hereby given that the city of Québec will apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain amendments to its charter of incorporation, and also to obtain power and authorization to borrow several sums of money, to wit : four hundred thousand dollars, (\$400,000.00) to pay the cost of paving, in permanent materials, certain streets and sidewalks, and also the cost of construction and repair of fire stations, and equipment and re-organization of the fire brigade and other permanent works ; and two hundred thousand dollars (\$200,000.00), to purchase the property of the Quebec Exhibition Company, with power to hold exhibitions and to appoint persons, or commissioners, for the organization and administration of such exhibitions ; to be authorization to subsidize an hospital for the treatment of persons suffering from pulmonary tuberculosis ; and also to borrow a sum of five thousand dollars (\$5,000.00), to be granted to the organization called : "Le Congrès de la Langue Française au Canada", to help them to hold a congress in Quebec ; to conclude with "La Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec" and with the "Jeffrey Hale Hospital, of the city of Québec, special arrangements for the supply of water from its waterworks to those institutions ; to modify the present law by imposing the assessment on immovables upon the real, commercial, or venal value of said immoveable property ; to authorize the city to adopt by-law to further protect itself and public against damages or inconveniences, caused by persons or companies opening in public streets, or squares, excavations or other works which the law authorizes them to make ; to authorize the city of Québec to grant an exemption of certain taxes to the Quebec Board of Trade upon a certain portion of the immoveable property which they occupy in Saint Peter's ward ; and to provide for the maintenance of certain streets bordering on land belonging to neighbouring municipalities, and also for other purposes.

By order

H. J. J. B. CHOUINARD,

City clerk.

4670

Public notice is hereby given that Charles E. Force, of the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America, financier, Leland D. Adams, mine manager, and Edwin E. Haskell, civil engineer, both of the township of Weedon, in the province of Québec, John P. Wells, advocate, and Charles D. White, advocate, both of the city of Sherbrooke, in the province of Québec, will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for an act incorporating the petitioners as a railway company, under the name "The Rat River Railway Company", with the power to construct, build, operate and maintain a railroad to be operated by steam, electricity or other power, from "The Copper Mine of the East Canada Smelting Company, Limited," situate on those lots now known on the official cadastral plan and book of reference for the township of Weedon, as lots Nos. 22a, 22b, 22c, 22d, in the second range, to a point at or near that station on the Quebec Central Railway, known as Saint Gérard, and to authorize the said company to exercise all the power incident thereto, and for other purposes.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for applicants

Sherbrooke, 5th December, 1911.

4662

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par "The Guelph Patent Cask Company Limited", corps incorporé et politique, ayant sa principale place d'affaires dans la province de Québec, dans la ville de Scotstown, à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant de construire, bâtir, mettre en opération et maintenir un chemin de fer conduit par la vapeur, l'électricité ou autre pouvoir avantageux, d'un point à Scotstown susdit et courant à travers les cantons de Hampton, Ditton, Chesham, Emberton et Lingwick, avec des embranchements y ayant rapport, et autoriser la dite compagnie à exercer tous les pouvoirs y ayant rapport et pour autres fins.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 5 décembre 1911. 4665.3

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant une compagnie sous le nom de "Saint Charles & Huron River Railway Company", avec tous les pouvoirs nécessaires pour la construction d'un chemin de fer, depuis la ligne principale de la compagnie de chemin de fer "Quebec & Lac Saint-Jean", à ou près de la station de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, vers le nord, jusqu'à une distance d'environ huit milles, à un point situé à ou près de la rivière Huron, dans la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, et traversant la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, avec le pouvoir de se servir de la vapeur ou de toute autre force motrice pour les fins du dit chemin de fer, et pour autres fins.

L. A. CANNON,

Procureur des requérants.

Québec, 5 décembre 1911. 4651-3

Avis est par les présentes donné que "l'Association des Barbiers de la province de Québec" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa loi d'incorporation, 62 Victoria, chapitre 90, et obtenir des pouvoirs additionnels relativement aux sujets suivants :

1. Obligation, sous peine d'une pénalité de dix piastres, pour tout apprenti barbier, d'obtenir de la corporation un certificat d'apprenti et d'exposer tel certificat à la vue du public dans la boutique où il travaille ;
2. Obligation, sous peine d'une pénalité de dix piastres, pour tout porteur d'une licence de barbier, d'exposer telle licence à la vue du public dans la boutique où il travaille ;
3. Obligation, sous peine d'une pénalité de dix piastres et de la fermeture de son établissement, pour toute personne exploitant par elle-même ou par d'autres, une boutique de barbier, d'exposer à la vue du public, dans sa boutique, la licence des barbiers et le certificat des apprentis y travaillant ;
4. Obligation, sous peine d'une pénalité de dix piastres, pour toute personne exploitant par elle-même ou par d'autres personnes une boutique de barbier ; de permettre la visite de son établissement à tout représentant de la corporation ;
5. Condamnation à un emprisonnement n'excédant pas quinze jours, pour toute personne condamnée à une amende ou à une pénalité imposée par la dite loi d'incorporation, faute par telle personne de payer le capital et les frais ;
6. Application de la loi de l'Association des Barbiers de la province de Québec à toute la province de Québec.
7. Que le siège social de la corporation soit à Montréal.

ROY & RAYMOND,

Procureurs de l'Association des Barbiers de la province de Québec.

Montréal, 5 décembre 1911. 4641.3

Avis est par les présentes donné que la ville de Magog s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte concernant différents sujets, et entr'autres choses :

Notice is hereby given that on application will be made by the Guelph Patent Cask Company Limited, a body corporate and politic, having its principal place of business in the province of Quebec, at the town of Scotstown, to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act permitting it to construct, build, operate and maintain a railroad operated by steam, electricity, or other advantageous power, from a point at Scotstown aforesaid, and running through the townships of Hampden, Ditton, Chesham, Emberton and Lingwick, with branches connected therewith, and to authorize the said company to exercise all the powers incident thereto, and for other purposes.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for applicants

Sherbrooke, 5th December, 1911. 4666

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating a company, under the name of "Saint Charles & Huron River Railway Company", with all the powers necessary for the construction of a railway, from the main line of the Quebec & Lake Saint John Railway Company, at or near the station of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette, towards the north, for a distance of about eight miles, to a point situate at or near the Huron river, in the parish of Saint Edmond de Stoneham, and running through the parish of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette, with the power to make use of steam or any other motive power for the purposes of the said railway, and for other purposes.

L. A. CANNON,

Attorney for applicants.

Quebec, 5th December, 1911. 4652

Notice is hereby given that "The Barbers' Association of the Province of Quebec" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend its act of incorporation, 62 Vict., chap. 90, and to obtain additional powers relating to the following subjects :

1. Obligation, under pain of a penalty of ten dollars, for every apprentice barber to obtain a certificate or apprenticeship from the corporation and to expose such certificate to public view in the shop where he is employed ;
2. Obligation, under pain of a penalty of ten dollars, for every holder of a barber's license to expose such license to public view in the shop where he is employed ;
3. Obligation, under pain of a penalty of ten dollars and the closing of his establishment for every person operating a barber's shop by himself or by others, to expose to public view in such shop the license of the barbers and the certificate of the apprentices employed therein ;
4. Obligation, under pain of a penalty of ten dollars, for every person operating a barber's shop by himself or by others to allow his establishment to be visited by any representative of the corporation ;
5. Sentence of imprisonment not exceeding fifteen days for every person condemned to a fine or penalty imposed by the said act of incorporation, in default of such person paying the amount and the costs ;
6. Application of the Barbers' Association Act of the Province of Quebec to the whole province of Quebec.
7. That the chief place of business of the corporation be at Montreal.

ROY & RAYMOND,

Attorneys for the Barbers' Association of the Province of Quebec.

Montreal, 5th December, 1911. 4642

Notice is hereby given that the town of Magog will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter respecting different subjects, and amongst others :

1. Le droit de vendre de l'électricité pour force motrice, éclairage et chauffage, tant dans la ville de Magog qu'en dehors des limites de la ville, ainsi que l'eau.

2. Le droit de prélever les taxes pour les fins de la construction des rues, trottoirs, égouts, pour les fins de poser des tuyaux pour le gaz et de poser ce qui est nécessaire pour l'électricité sur les propriétés qui touchent aux rues et sur ceux qui les possèdent à raison de l'étendue des dites propriétés sur la rue et cela en outre des pouvoirs actuels que possèdent déjà la corporation.

3. Le droit de nommer un ou plusieurs commissaires pour administrer les affaires de la ville qui sont seulement administratives, sujet au contrôle du conseil.

4. Pour ratifier le contrat passé entre la ville de Magog et la Dominion Cotton Mills, Limited, en vertu du règlement No 117 des règlements de la dite corporation.

5. Pour appliquer à la ville de Magog, toutes les dispositions du chapitre premier du titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, (articles 5253 à 5884 tous deux inclus et les formules) excepté les dispositions spéciales qui existent maintenant dans la charte de la ville.

6. Pour mettre la ville de Magog, au nombre des cités dans lesquelles la liste électorale, en vertu des dispositions de l'acte électoral, est faite par un bureau comme à Montréal, à Québec et à Trois-Rivières.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs de la corporation de la ville de Magog.
Sherbrooke, 5 décembre 1911. 4657.2

La succession de feu l'honorable Louis François Georges Baby, en son vivant juge de la cour du Banc du Roi, donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour confirmer, ratifier et valider à toutes fins que de droit, certains actes de vente qui ont été consentis par la succession des biens immobiliers de la succession, à diverses personnes, de manière à lier les grevés de même que les appelés à la dite substitution, et autres fins.

SAINDON, LORANGER, ST-GERMAIN,
GUERIN & RAYMOND,
Avocats de la dite succession.

Montréal, 6 décembre 1911. 4687.3

Avis est par le présent donné que la corporation de la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte pour différentes affaires et entre autres choses :

1. Diviser le quartier sud en deux quartiers devant être appelés l'un, le quartier sud, et l'autre le quartier ouest, les limites du quartier ouest devant être celles de la paroisse Notre-Dame et changer les limites de la cité.

2. Changer le nombre des conseillers municipaux.

3. Pourvoir à la nomination d'un ou plusieurs commissaires pour administrer les affaires de la cité, qui sont d'un caractère purement administratif, sous l'autorité et contrôle du conseil.

4. Désigner par numéros ou autrement, les sièges des conseillers lorsqu'il y a plusieurs conseillers de telle manière que lorsqu'il y a plusieurs places de conseillers à remplir, les candidats peuvent être nommés pour un siège particulier au lieu que pour le quartier en général.

5. Avoir le pouvoir de prélever des taxes, pour la construction de tous travaux dans les rues, y compris trottoirs, pavage, égouts, tuyaux pour eau et gaz, sur les propriétaires d'immeubles et sur les propriétés aboutissantes sur les rues suivant le front en addition au pouvoir déjà existants.

6. Changer les jours de la nomination et votation au deuxième et troisième lundi de janvier.

7. Amender la loi de manière à avoir la première assemblée du conseil après une élection, aussitôt que le conseil est complet.

8. Donner l'avis spécial requis par l'art. 5389, des statuts refondus de Québec, par lettres enregistrées au lieu que par avis spécial.

9. Augmenter le pouvoir d'emprunter.

10. Permettre à la corporation de placer les fonds à mortissements dans les débentures de d'autres municipalités.

11. Amender l'article 109 de la charte en remplaçant le mot "exproprié" par les mots "acquis par expropriation".

12. Amender l'article 32 de la charte en ajoutant les mots : "Cependant, lorsque dans l'opinion du conseil,

1. The right to sell electricity for motive power, heat and light both in and outside the limits of the town of Magog, and also water.

2. The right to levy taxes for the purposes of making streets, sidewalks, drains, and for the purposes of laying pipes for gas and installing whatever is necessary for electricity on the properties adjoining the streets and on those who own them, in accordance with the extent of the said properties on the street and such in addition to the actual powers already held by the corporation.

3. The right to appoint one or more commissioners to manage the business of the town which is administrative only, subject to the control of the council.

4. To ratify the contract entered into between the town of Magog and the Dominion Cotton Mills, Limited, in virtue of by-law No. 117 of the by-laws of the said corporation.

5. To apply to the town of Magog all the provisions of chapter first of title XI of the revised statutes of the province of Quebec (articles 5253 to 5884 both inclusive and the forms), except the special provisions presently existing in the charter of the town.

6. To place the town of Magog among the number of cities in which the electoral list, in virtue of the provisions of the electoral act, is made by a board as at Montreal, Quebec and Three Rivers.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for the corporation of the town of Magog.
Sherbrooke, 5th December, 1911. 4658

The estate of the late Honorable Louis François George Baby, in his lifetime judge of the Court of King's Bench, gives notice that a bill will be presented to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to confirm, ratify and validate certain deeds of sale made by said estate of immoveables belonging to it, to divers persons, in order to bind the institutes as well as the substitutes to the said substitution, and other purposes.

SAINDON, LORANGER, ST. GERMAIN,
GUERIN & RAYMOND,
Attorneys for said estate.

Montreal, 6th December, 1911. 4688

Notice is hereby given that the corporation of the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to have a bill passed to amend its charter for different matters and amongst others :

1. To divide south ward into two wards, to be called, one, the south ward, and the other, the west ward, the limits of the west ward to be those of the parish Notre Dame, and change the limits of the city.

2. To change the number of aldermen.

3. To provide for the appointment of one or more commissioners to administer the affairs of the city, which are of an administrative character only, under the supervision and control of the council.

4. To designate by numbers or otherwise, the seats of aldermen when there are more than one alderman in such manner that when there is more than one place of aldermen to fill, the candidates may be named for one particular seat, instead of for the ward generally.

5. To have the power to levy taxes for the construction of all works in the streets, including sidewalks, paving, sewers, water and gas pipes on the owners of property and on the properties abutting on the streets according to frontage in addition to the powers already existing.

6. To change the day of nomination and of voting to the second and third Mondays of January.

7. To amend the law so as to have the first meeting of the council after an election, as soon as the council is complete.

8. To give the special notice required by art. 5389 of the revised statutes of Quebec, by registered letters instead of by special notice.

9. To increase the power to borrow.

10. To allow the corporation to invest sinking funds in municipal debentures of other municipalities.

11. To amend article 109 of the charter by replacing the word "expropriate" by the words "acquire by expropriation."

12. To amend article 32 of the charter by adding the words : "However, when in the opinion of the council,

circstances le justifiant, les frais de construction et l'entretien des égouts ou partie des égouts soient à la charge de la cité seulement."

13. Amender l'article 5864 des statuts refondus de manière à requérir un avis des accidents dans les rues, sous quinze jours.

14. Voter pour la passation des règlements en la manière pourvue par les statuts refondus de Québec.

15. Mettre la cité de Sherbrooke parmi les cités ou la liste électorale sous la loi électorale, est faite par un bureau, tel qu'à Montréal, Québec et Trois-Rivières.

PANNETON & LEBLANC,
Procureurs de la corporation de la
cité de Sherbrooke.

Sherbrooke, 5 décembre 1911.

4689.3

Avis est donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la constitution en municipalité de ville, sous le nom corporatif de Laval des Rapides, de tout le territoire formant maintenant partie de la paroisse de Saint Martin, du comté de Laval, le dit territoire borné au nord par la ligne du trait carré des terrains Nos 214 à 240, 242, et 250 à 255, laquelle ligne devant se poursuivre sur les terrains Nos. 241, 244, 245, 246, 247 et 256 inclusivement jusqu'à la ligne ouest de la Montée du Moulin, de façon à comprendre sur ces dits terrains 20 arpents en profondeur depuis la rivière des Prairies, à l'est par la ligne ouest de la Montée du Moulin, au sud par la rivière des Prairies, et à l'ouest par les lignes ouest et nord des dits lots Nos 212 et 213, et par la ligne ouest du terrain No 214 à partir de la ligne nord du lot No. 213 jusqu'au trait carré du dit terrain No 214, y compris les subdivisions des dits lots originaires pouvant exister dans le territoire ainsi borné, et aussi le terrain occupé dans le même territoire par le chemin de fer Pacifique Canadien, et il sera demandé que la dite municipalité de ville soit constituée conformément à la loi des cités et villes, sauf certaines modifications quant à la tenue des élections, la confection de la liste électorale, la taxe sur les propriétés et autres qu'il sera jugé à propos de faire.

FAUTEUX & FAUTEUX,
Procureurs des requérants.

Montréal, 6 décembre 1911.

4679.3

Avis est par le présent donné que C. de B. Macdonald, Marcel Gabard, L. A. Cusson, Nap. Lozeau, A. Saint-Martin, George Hains, Joseph Casgrain, Joseph Lizabel, René Huberdeau, Paul A. Cusson, J. H. McKay, E. Pairault, J. Chs Vermet, J. C. Hanley, J. Kenahan, R. S. Wright, J. Vincent, Alex. C. Trotter, E. W. Bush, J. C. O'Brien, tous sténographes officiels de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi pour les constituer, en même temps que les sténographes du district de Montréal qui voudront en faire partie, en corporation, sous le nom de "L'Association des Sténographes de la Cour Supérieure du district de Montréal", avec pouvoirs, pour la dite corporation, de choisir ses membres, de faire des règlements, statuts, règles et ordonnances pour améliorer leur qualification et leur position et pour toutes autres fins.

PELLETIER, LETOURNEAU & BEAULIEU,
Procureurs des requérants.

Montréal, 6 décembre 1911.

4677.3

Avis est par le présent donné que George Williamson, de la cité de Montréal, dans la province de Québec, avocat de "The Inner Temple", Londres, Angleterre, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique et profession légale, après examen requis.

SMITH, MARKEY, SKINNER,
PUGSLEY & HYDE,
Solliciteurs du requérant.

Montréal, 30 novembre 1911.

4713-3

Avis public est par le présent donné que Robert Ryan, manufacturier, Napoléon Lamy, bijoutier, F. A. Verrette, entrepreneur, Joseph F. Bellefeuille, épicière, Onésime Beaulac, marchand, et Charles Bourgeois, avocat, tous de la cité et du district des Trois-Rivières, s'adresseront à la législature de la province

circstances will justify it, the costs of constructing and maintaining sewers or part of sewers be borne by the city alone."

13. To amend article 5864 of the revised statute so as to require a notice of accidents in the streets within fifteen days.

14. To vote for the passing of by-laws in the manner provided by the revised statutes of Quebec.

15. To put the city of Sherbrooke amongst the cities in which the electoral list under the electoral act, is made by a board such as Montreal, Quebec and Three Rivers.

PANNETON & LEBLANC,
Attorneys for the corporation of the
city of Sherbrooke.

Sherbrooke, 5th December, 1911.

4690

Public notice is hereby given that application will be made, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, to obtain the erection into a town municipality under the corporate name of Laval des Rapides, of all territory now forming part of the parish of Saint Martin, of the county of Laval, the said territory being bounded on the north by the line of lots Nos. 214 to 240, 242 and 250 to 255, which line to extend on lots Nos. 241, 244, 245, 246, 247 and 256 inclusively to the western line of the Montée du Moulin, in such a way to include on said lots 20 arpents in depth from the rivière des Prairies, on the east by the western line of the Montée du Moulin, on the south by la rivière des Prairies, and on the west by the western and north line of lots Nos. 212 and 223 and by the western line of lot No. 214 from the north line of lot No. 213 to the north line of said lot No. 214, with and including the subdivision of the said original lots which may lie within the territory so bounded, and also the land occupied in the same territory by the Canadian Pacific Railway, and application will be made that the said town municipality will be governed by the cities and towns act, with such modifications as to election, preparation of voters' list, taxation of property and other provision of the said act as may be deemed advisable.

FAUTEUX & FAUTEUX,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 6th December, 1911.

4680

Notice is hereby given that C. de B. Macdonald, Marcel Gabard, L. A. Cusson, Nap. Lozeau, A. Saint Martin, George Hains, Joseph Casgrain, Joseph Lizabel, René Huberdeau, Paul A. Cusson, J. H. MacKay, E. Pairault, J. Chs. Vermet, J. C. Hanley, J. H. Kenahan, R. S. Wright, J. Vincent, Alex. C. Trotter, E. W. Bush, J. C. O'Brien, all official stenographers, of the city of Montreal, with petition the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain the passing of a law constituting them, and all other stenographers who will desire to join them, into a corporation under the name of "L'Association des Sténographes de la Cour Supérieure du district de Montréal", with powers, for said corporation, to choose its members, make by-laws, statutes, rules and regulation in order to improve their qualification and condition and for other purposes.

PELLETIER, LETOURNEAU & BEAULIEU,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 6th December, 1911.

4678

Notice is hereby given by George Williamson, of the city of Montreal, in the province of Quebec, barister at law of the Inner Temple, London, England, that he will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passage of and act to authorize the Bar of the province of Quebec to admit him to the practice and profession of the law after passing such examination as it shall see fit to require.

SMITH, MARKEY, SKINNER,
PUGSLEY & HYDE,
Solicitors for applicant.

Montreal 30th November 1911.

4714

Public notice is hereby given that Robert Ryan, manufacturer, Napoléon Lamy, jeweller, F. A. Verret, contractor, Joseph F. Bellefeuille, grocer, Onésime Beaulac, merchant, and Charles Bourgeois, advocate, all of the city and district of Three Rivers, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next

de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi d'incorporation d'une compagnie de chemin de fer électrique ayant tous les pouvoirs contenus à la loi générale des compagnies de chemin de fer sous la juridiction de la législature provinciale, sous le nom de la "Compagnie de Tramway des Trois-Rivières", dans le but :

D'acquérir, de vendre, de posséder, aliéner, hypothéquer à quelque titre que ce soit tous pouvoirs hydrauliques et électriques, terrains et autres immeubles nécessaires pour les fins ci-après mentionnées ;

D'établir, construire et exploiter une ligne de tramways électriques d'une largeur de voie de quatre pieds et huit pouces et demi, à partir de la dite cité des Trois-Rivières, comté des Trois-Rivières et Saint-Maurice, et allant vers l'ouest par les municipalités des paroisses des Trois-Rivières, de la Pointe du Lac, de Yamachiche, de Saint-Sévère, de Saint-Barnabé, de Saint-Boniface de Shawinigan et de Saint-Etienne des Grès, dans le dit comté ; et aussi par la paroisse de la Rivière-du-Loup, de la ville de Louiseville, de la paroisse de Saint-Léon et de celle de Maskinongé, dans le comté de Maskinongé ; aussi vers l'est, à partir de la dite cité des Trois-Rivières et allant par les municipalités du Cap de la Madeleine, de Champlain, de Batiscau, de Saint-Prosper, de Saint-Stanislas, de Saint-Narcisse, de Saint-Maurice, de Mont-Carmel, de Saint-Louis de France, jusque dans la paroisse de Sainte-Anne de la Pêrade, dans le comté de Champlain, le tout dans les limites de la province de Québec.

L. J. BLONDIN,

Procureur des requérants.

Trois-Rivières, 6 décembre 1911. 4741.3

Province de Québec, }
District de Joliette. }

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville de Joliette s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 27 Victoria, chapitre 23, telle qu'amendée, aux fins suivantes : augmenter le nombre des conseillers ; fixer la date des élections et déterminer de quelle façon se fera le renouvellement du conseil ; incorporer les dispositions de l'article 5301 D. S. R. P. Q. en les amendant ; établir le scrutin secret pour toutes les élections ; accorder aux électeurs le droit de vote sans paiement préalable de taxes ; légaliser la largeur des rues, déterminer les conditions de construction et de réparation des maisons ; réglementer l'alignement des maisons dans certaines rues ou parties de rues ; organiser une cour du recorder conformément à la loi des cités et villes, incorporer les articles 5360 et 5361 S. R. P. Q. ; déterminer le mode de la confection et de la révision du rôle d'évaluation, réglementer les fosses d'aisances et pour autres objets.

HEBERT & LADOUCEUR,

Procurers de la corporation de la ville

de Joliette.

Joliette, 4 décembre 1911. 4739.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The University of Bishops College, Lennoxville, P. Q.", pour obtenir des amendements à sa charte et actes d'incorporation, autoriser la dite corporation à déterminer et régler les honoraires hargés et à être chargés pour degrés et membres de la dite Université, et pour autre fins.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, P. Q., 6 décembre 1911. 4717.3

Avis public est par le présent donné que messieurs Ovila Romuald Marsolais, médecin, des cités et district de Montréal, Philippe Henri Lesage, médecin, de la ville de Longueuil et Jean Girouard, médecin et conseiller législatif, aussi de la ville de Longueuil, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir de la législature de la province une confirmation et une ratification d'un acte de vente passé devant J. S. U. Dupras, notaire, de Longueuil, le 25 août 1911, par M. Joseph Charron, fils George, cultivateur, de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, district de Montréal, aux dits messieurs A. R. Marsolais, H. P. Lesage et Jean Girouard.

La propriété vendue par le dit acte de vente est décrite comme suit :

1. Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans l'île Sainte-Marguerite ou

session, to obtain an act of incorporation for an electric railway company having all the powers contained in the General Railway Companies Act under the jurisdiction of the provincial legislature, under the name of the "Three Rivers Tramway Company", for the purpose :

To acquire, sell, hold, alienate, hypothecate by any title whatsoever any hydraulic and electric powers, lands and other immovables necessary for the purposes hereinafter mentioned ;

To establish, construct and operate an electric tramway line of a width of four feet eight inches and a half, from the said city of Three Rivers, county of Three Rivers and Saint Maurice, and going towards the west through the municipalities of Three Rivers, Pointe du Lac, Yamachiche, Saint Sévère, Saint Barnabé, Saint Boniface de Shawinigan and Saint Etienne des Grès, in the said county, and also through the parish of Rivière du Loup, the town of Louiseville, parish of Saint-Léon and that of Maskinongé, in the county of Maskinongé ; also towards the east from the said city of Three Rivers and going through the municipalities of Cap de la Madeleine, Champlain, Batiscau, Saint Prosper, Saint Stanislas, Saint Narcisse, Saint Maurice, Mont Carmel, Saint Louis de France, as far as the parish of Sainte Anne de la Pêrade, in the county of Champlain, all within the limits of the province of Québec.

L. J. BLONDIN,

Attorney for applicants.

Three Rivers, 6th December, 1911. 4742

Province of Québec, }
District of Joliette. }

Notice is hereby given that the corporation of the town of Joliette will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter, the act 27 Victoria, chapter 23, as amended, for the following purposes : to increase the number of councillors ; to fix the date of the elections and determine in what manner the renewal of the council will be made ; to incorporate the provisions of articles 5301 and following R. S. P. Q., by amending same ; to establish the secret ballot for all elections ; to grant the electors the right to vote without previously paying the taxes ; to legalize the width of the streets, determine the conditions of the building and repairing of houses ; to regulate the alignment of the house in certain streets and parts of streets ; to organize a recorder's court in conformity with the cities and towns' act ; to incorporate articles 5360 and 5361 R. S. P. Q. ; to determine the mode of making and the revision of the valuation role ; to regulate cesspools, and for other purposes.

HEBERT & LADOUCEUR,

Attorneys for the corporation of the

town of Joliette.

Joliette, 4th December, 1911. 4740

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Québec, application will be made by the University of Bishops College, Lennoxville, P. Q., for amendments to its charter and acts of incorporation, to enable the said corporation to compound and regulate the fees charged and to be charged for degrees and for membership of said University, and for other purposes.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,

Sollicitors for applicants.

Sherbrooke, P. Q., 6th December, 1911. 4718

Notice is hereby given that Messrs. Ovila Romuald Marsolais, physician of the city and district of Montreal, Philippe Henri Lesage, physician of the town of Longueuil, and Jean Girouard, physician and legislative councillor, also of the town of Longueuil, will present a bill at the next session of the Quebec Legislature for the purpose of obtaining from the provincial legislature a confirmation and ratification of a deed of sale made before J. S. U. Dupras, notary, of Longueuil, on the 25th of August, 1911, by Mr. Joseph Charron, son George, farmer of the parish of Saint Antoine de Longueuil, district of Montreal, to the said Messrs. A. R. Marsolais, H. P. Lesage, and Jean Girouard.

The property sold by the deed of sale referred to is described as follows :

1. A lot of land situate in the parish of St. Antoine de Longueuil, in Sainte Marguerite Isle or Ile Dufort,

Ile Dufort, dans le fleuve Saint-Laurent, et connu sous le No 279, du plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front par le fleuve Saint-Laurent, en profondeur et d'un côté par le lot officiel No 278, et de l'autre côté par les Nos. officiels 280, 281 et dépendances.

2. Un lot de terre situé au même lieu, comprenant la moitié sud-ouest du lot connu et décrit sous le No 278, des susdits plan et livre de renvoi officiels.

3. Un lot de terre situé au même lieu et connu sous le No 280, des susdits plan et livre de renvoi officiels; borné en front par le fleuve Saint-Laurent, en profondeur, et d'un côté par le lot officiel No 281, et de l'autre côté par le lot officiel No. 279 et dépendances.

4. Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint Antoine de Longueuil, dans l'Ile Sainte Marguerite ou Ile Dufort, dans le fleuve Saint Laurent, et connu et décrit sous le No 281, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné au sud-est et au nord-ouest par le fleuve Saint Laurent, au nord est par les Nos officiels 278, 279 et 280—avec les bâtisses sus-érigées.

La dite propriété et les lots de terre ont été donnés à Ernest Charron par Dame Aurelie Quintin dit Dubois, veuve de Damase Charron, par acte notarié du 27 avril 1900, passé devant J. S. U. Dupras, N. P., avec la restriction mentionnée dans l'acte, qu'il ne peut vendre ou hypothéquer la dite propriété mais peut la donner "inter vivos" ou par testament, mais seulement aux personnes de sa famille. Si le donataire, le dit Ernest Charron, n'a pas disposé des dits immeubles par donation ou par testament, en la manière mentionnée dans le dit acte, les dits immeubles à son décès iront à ses héritiers.

Les acquéreurs des dites propriétés MM. A. R. Marsolais, P. H. Lesage et Jean Girouard, s'adresseront pour obtenir le pouvoir et l'autorisation nécessaire de prendre les dites propriétés et les acheter, clair et net, de la prohibition d'aliéner de manière à devenir propriétaires absolus.

Ernest Charron a transporté les propriétés à Joseph Charron, fils George, son cousin, et ce dernier a vendu à MM. Marsolais, Lesage et Girouard, ci-dessus nommés.

WALSH & WALSH,
Procureurs des dits A. R. Marsolais,
P. H. Lesage et Jean Girouard.

Montréal, 28 novembre 1911. 4675.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par "The Laing Packing and Provision Company, Limited," corps incorporé de Montréal, et ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, et Matthews-Laing, Limited, corps incorporé, ayant son principal bureau dans la cité de Toronto, province d'Ontario, pour obtenir une loi autorisant "The Laing Packing & Provision Company, Limited" à transporter ses droits et franchises octroyés par la loi de la dite législature, 1 Edouard VII, chapitre 72, et autorisant "Matthews-Laing, Limited", de les prendre et acquérir, et pour autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 6 décembre 1911. 4715.3

Avis est par les présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Dominion Trust Company, Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Vancouver, dans la province de la Colombie Anglaise, pour obtenir une loi l'autorisant à faire des affaires dans la province de Québec, sous le nom de Dominion Trust Company; accepter la position de fideicommiss, curateur, syndic, exécuter, liquidateur, percepteur, administrateur, agent et tuteur, recevoir et posséder tous biens, meubles et immeubles confiés à la compagnie en rapport à aucun dépôt entrepris par la compagnie ou confié à icelle; exercer tels autres pouvoirs qui sont octroyés aux compagnies semblables dans cette province, et pour autres fins.

Dominion Trust Company Limited,
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solliciteurs de la requérante.
Montréal, 5 décembre 1911 4721.3

in the Saint Lawrence River, and known under No. 279, upon the official plan and book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded in the front by the river Saint Lawrence, in depth and on one side by the lot official No. 278, and on the other side by official Nos. 280, 281 and dependencies.

2. A lot of land situate in the same locality, comprising the south west half of lot known and described under No. 278 upon the official plan and book of reference above referred to.

3. A lot of land situate in the same locality and known under No. 280, on the official plan and book of reference above referred to; bounded in front by the river Saint Lawrence, in depth and on one side by lot official No. 281, and on the other side by lot official No. 279 and dependencies.

4. A lot of land situate in the parish of Saint Antoine de Longueuil, in Sainte Marguerite Isle or Isle Dufort, in the Saint Lawrence River, and known and described under No. 281, upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded on the south east and on the north west by the Saint Lawrence river, on the north east by official Nos. 278, 279 and 280 with the buildings thereon erected.

The said property and lots of land were donated to Ernest Charron by Dame Aurelie Quintin dit Dubois, widow of Damase Charron, by notarial deed of the 27th of April, 1900, made before J. S. U. Dupras, N. P., with the restriction put upon him by the deed that he could not sell or hypothecate the said property but could donate it "inter vivos" or by will but only to persons of his family. If the donee, the said Ernest Charron, did not dispose of the said immovables by donation or by will in the manner mentioned in the said deed, said immovables at his death would go to his heirs.

The purchasers of said property Messrs. A. R. Marsolais, P. H. Lesage and Jean Girouard, will apply for power and the necessary authorization to take over said properties and purchase them free and clear of the prohibition to alienate so as to become absolute owners.

Ernest Charron transferred the properties to Joseph Charron, fils George, his cousin, and the latter has sold to Messrs. Marsolais, Lesage & Girouard, above described.

WALSH & WALSH,
Attorneys for the said A. R. Marsolais,
P. H. Lesage and Jean Girouard.
Montreal, 28th November, 1911. 4676

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by The Laing Packing & Provision Company, Limited, a body corporate of Montreal, and having its head office in the city of Montreal, and Matthews-Laing, Limited, a body corporate, having its head office in the city of Toronto, province of Ontario, for an act to authorize The Laing Packing and Provisions Company, Limited to transfer the rights and franchises granted to it by Act of the said Legislature, 1 Edward VII, chap. 72, and authorizing Matthews-Laing, Limited, to take and acquire the same, and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for applicants.
Montreal, 6th December, 1911. 4716

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Dominion Trust Company, Limited, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Vancouver, in the province of British Columbia, for an act to authorize it to carry on its business in the province of Quebec, under the name of Dominion Trust Company; to accept the position of trustee, curator, assignee, executor, liquidator, receiver, administrator, agent and tutor, and to receive and hold all property, moveable and immoveable, committed to the company in connection with any trust undertaken by or committed to the company; to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province, and for other purposes.

Dominion Trust Company Limited,
LAFLEUR, MACDOUGALL,
MACFARLANE & POPE,
Solicitors for applicant.
Montreal, 5th December, 1911. 4722

Avis public est par le présent donné que "The Peoples Telephone Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir les pouvoirs suivants, à savoir :

1° Changer le nom de la dite compagnie de "The Peoples Telephone Company" pour celui de "The Eastern Township Telephone Company", avec son principal bureau à Sherbrooke, dans la dite province de Québec.

2° Augmenter le capital actions de la dite compagnie à \$500,000.00, duquel stock \$100,000.00 seront du stock cumulatif à six pour cent et le reste \$400,000.00 seront du stock ordinaire.

3° Emettre des obligations à un montant n'excédant pas \$250,000.00 à tel taux d'intérêt et pour tel terme que le bureau des directeurs pourra fixer.

4° Acheter, louer, acquérir et mettre en opération d'autres lignes ou compagnies de téléphone, tant pour les fins de téléphone que pour télégraphe.

FRASER, MACDONALD & RUGG,

Procureurs de "The Peoples Telephone Company."
Sherbrooke, Qué., 12 décembre 1911. 4829.2

Public notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, the Peoples Telephone Company will apply for the following powers, to wit :

1. To change the name of the said company from the "Peoples Telephone Company" to "The Eastern Township Telephone Company", with its head office at Sherbrooke, in the said province of Quebec.

2 To increase the capital stock of the said company to \$500,000.00 of which stock \$100,000.00 shall be cumulative six per cent stock, and the remaining \$400,000.00 shall be ordinary stock.

3. To issue bonds to an amount not exceeding \$250,000.00 at such rate of interest and for such term as may be fixed by the board of directors.

4. To buy, lease, acquire and operate other telephone lines or companies, as well for telephone as for telegraph purposes.

FRASER, MACDONALD & RUGG,

Attorneys for Peoples Telephone Company.
Sherbrooke, Que., 12th December, 1911. 4830

Canada,
Province of Quebec,
District of Richelieu.

Avis est par les présentes donné que la cité de Sorel s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte (52 Victoria, chapitre 80), et les diverses lois qui l'amendent, aux fins d'obtenir des pouvoirs additionnels et plus amples, pour entre autres choses, changer le mode de répartir les taxes spéciales, obtenir recours en garantie contre les intéressés en défaut, dans les accidents et les dommages en résultant, obliger le conseil, chaque fois qu'il emprunte, à pourvoir au paiement des intérêts annuels et à l'établissement d'un fond d'amortissement, établir un mode de perception et collection des taxes, droits annuels, et pour autres fins.

LANCOT & MAGNAN,

Procureurs de la cité de Sorel.
Sorel, 5 décembre 1911. 4753.2

Canada,
Province of Quebec,
District of Richelieu.

Notice is hereby given that the city of Sorel will address itself to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a law amending its charter (52 Victoria, chapter 80), and the diverse laws which amend it, in order to obtain additional and more ample power, for different things, such as; change the mode of distributing the special taxes, obtain recourse in guarantee against the interested in fault, in accidents and the damages resulting, oblige the council, every time they borrow, to provide for the payment of the annual interests, and to the establishment of an amortization fund, establish a mode of perception and collection of the taxes, annual rights, and for other purposes.

LANCOT & MAGNAN,

Attorneys for the city of Sorel.
Sorel, 5th December, 1911. 4754

Avis est par le présent donné de la part de L. P. Sirois, écrivain, notaire, de la cité de Québec, qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi aux fins de le relever de la charge d'exécuteur testamentaire fiduciaire à lui conféré par le testament de feu dame Francis Jane Mary Lloyd, veuve de feu Lawrence James Guilmartin, ci-devant de la ville de Savannah, Georgie, passé devant les notaires Bélanger & Labrecque, le 7 septembre 1905, et aux fins de le décharger de toute responsabilité et de toute obligation envers la succession ou envers ses co-exécuteurs, en raison de la part qu'il a prise jusqu'à ce jour dans l'exécution du dit testament et lui en donner quittance finale.

ST-LAURENT & LAFERTE,

Procureurs du requérant.
Québec, 9 décembre 1911. 4755.2

Notice is hereby given on behalf of L. P. Sirois, esquire, notary, of the city of Quebec, that an application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an act to relieve him from the office of testamentary executor, "trustee" imposed upon him by the will of the late Mrs. Francis Jane Mary Lloyd, widow of the late Lawrence James Guilmartin, heretofore of Savannah, Georgia, passed before notaries Belanger & Labrecque, on the 7th September, 1905, and to relieve him from all responsibility and obligations towards the estate or towards his co-executors by reason of the part he has taken to date in the execution of the said will, and give him a final discharge therefore.

ST-LAURENT & LAFERTE,

Attorneys for petitioner.
Quebec, 9th December, 1911. 4756.2

Avis Divers

Province of Quebec,
District of Trois-Rivières. } Cour Supérieure.
No 258.

Dame Clarisse Dessureault, épouse commune en biens de Georges E. Trépanier, ci devant marchand, de la paroisse de Saint-Adelphe, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Georges E. Trépanier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le treizième jour de décembre 1911.

BLONDIN & DESY,

Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 13 décembre 1911. 4885

Miscellaneous Notices

Province of Quebec,
District of Three Rivers. } Superior Court
No. 258.

Dame Clarisse Dessureault, wife common as to property of Georges E. Trépanier, heretofore merchant, of the parish of Saint Adelphe, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Georges E. Trépanier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the thirteenth day of December, 1911.

BLONDIN & DESY,

Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 13th December, 1911. 4886

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 775.

Alphonsine Paquette, de Ham-Nord, épouse commune en biens de Joseyh Couture, commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Joseph Couture, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

M. O'BREADY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 13 novembre 1911. 4439 5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1001.

Dame Emma Landry, épouse commune en biens de Léon Lamothe, mouleur, tous deux des cité et district de Montréal, cette dernière étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Léon Lamothe, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le trentième jour de novembre mil neuf cent onze.

PELISSIER, WILSON
& ST. PIERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 7 décembre 1911. 4751.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3652.

Dame Annie McGuirk, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de David Maloney, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit David Maloney, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse en cette cause.

LEONARD, PATENAUE,
FILION & MONETTE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 7 décembre 1911. 4835.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2897.

Dame Esthel Hughes, épouse du défendeur, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Frank Philips, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3 juillet 1911.

MULLIN & MATHIEU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 13 novembre 1911. 4587-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1792.

Dame Malvina Deslauriers, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Pacifique Lafrance, peintre, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Pacifique Lafrance, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse en cette cause.

LEONARD, PATENAUE,
FILION & MONETTE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 24 novembre 1911. 4595.3

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court*
No. 775.

Alphonsine Paquette, of North-Ham, wife common as to property of Joseph Couture, trader, of the same place, Plaintiff ;

vs

Joseph Couture, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property, has been instituted this day.

M. O'BREADY,
A torney for plaintiff.
Sherbrooke, 13th November, 1911. 4440

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1001.

Dame Emma Landry, wife common as to property of Leon Lamothe, moulder, both of the city and district of Montreal, the said Emma Landry, being duly authorized to sue the defendant in this case, Plaintiff ;

vs

The said Leon Lamothe, of the same place, Defendant.
An action for separation of property was instituted in this case, against the defendant, on the thirty day of November, nineteen hundred and eleven.

PELISSIER, WILSON
& ST. PIERRE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 7th December, 1911. 4752

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3652.

Dame Annie McGuirk, of the city and district of Montreal, wife common as to property of David Maloney, merchant, of the same place, and duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said David Maloney, Defendant.
An action for separation as to property has been taken, this day, by the plaintiff in this case.

LEONARD, PATENAUE,
FILION & MONETTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 7th December, 1911 4836

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2897.

Dame Esthel Hughes, wife of the defendant, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

Frank Philips, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 3rd day of July, 1911.

MULLIN & MATHIEU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th November, 1911. 4588

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1792.

Dame Malvina Deslauriers, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Pacifique Lafrance, of the same place, painter, and duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Pacifique Lafrance, Defendant.
An action for separation as to property has been taken, this day, by the plaintiff in this case.

LEONARD, PATENAUE,
FILION & MONETTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 24th November, 1911. 4596

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 2127.

Dame Emma Jodoin, de la paroisse de Sainte-Cécile, dit district, épouse commune en biens de Omer Bougie, tisserand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

NUMA E. BROSSOIT,

Avocat de la demanderesse.

Valleyfield, 25 novembre 1911. 4607.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2429.

Dame Joséphine Lefebvre, de la ville de Pointe-Claire, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Zéphirin Mitchell, entrepreneur-menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs

Le dit Joseph Zéphirin Mitchell, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29^e jour de novembre 1911.

PELLETIER & PELLETIER,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 29 novembre 1911. 4567.4

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 222.

Dame Marie Sophie Francoeur, de la ville de Louiseville, district des Trois-Rivières, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, François-Xavier Béland, charretier, du même lieu.

RAOUL DUCHARME,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 21 novembre 1911. 4569.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1468

Dame Adélina Labelle, épouse commune en biens du défendeur, entrepreneur, tous deux de Saint-Elzéar de Laval, comté de Laval, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

vs

Le dit Alphonse Pagé, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5^e jour de juillet 1910.

LEBLANC BROSSARD & FOREST,

4331-5 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2106.

Dame Salomé Brousseau, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Lallier-Marcheterre, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LAVALLEE, DELFAUSSE

& DESMARAIS,

4361-5 Avocats de la demanderesse.

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 346.

Dame Clarina Labranche, de la ville de Thetford Mines, district d'Arthabaska, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Louis Fréchette, médecin-vétérinaire, du même lieu.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,

Procureurs de la demanderesse.

Arthabaska, 17 novembre 1911. 4365.5

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 2127.

Dame Emma Bougie, of the parish of Sainte-Cécile, said district, wife common as to property of Omer Bougie, weaver, of the same place, duly authorized, has instituted an action for separation from bed and board against her said husband.

NUMA E. BROSSOIT,

Attorney for plaintiff.

Valleyfield, 25th November, 1911. 4608

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2429.

Dame Joséphine Lefebvre, of the town of Pointe-Claire, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Zéphirin Mitchell, contractor, of the same place, duly authorized "à ester en justice",

vs

The said Joseph Zéphirin Mitchell, Defendant.
An action for separation as to property has been taken in this case, on the 29th day of November, 1911.

PELLETIER & PELLETIER,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 29th November, 1911. 4567

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 222.

Dame Marie Sophie Francoeur, of the town of Louiseville, district of Three Rivers, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, François-Xavier Béland, of the same place, carter.

RAOUL DUCHARME,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 21st November, 1911. 4570

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1468.

Dame Adélina Labelle, wife common as to property of Alphonse Pagé, contractor, of Saint-Elzéar de Laval, county of Laval, district of Montreal, duly authorized "à ester en justice,"

vs

The said Alphonse Pagé, of same place, Defendant.

An action for separation as to property, has been instituted in this cause, on the 5th of July, 1910.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,

4332 Attorneys for plaintiff

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2106.

Dame Salomé Brousseau, of the city and district of Montreal, wife common as to property to Joseph Lallier-Marcheterre, trader, of the same place, has, this day, taken an action for separation as to property against her husband.

LAVALLEE, DELFAUSSE,

& DESMARAIS,

4362 Attorneys for plaintiff

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 346.

Dame Clarina Labranche, of the town of Thetford Mines, district of Arthabaska, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Louis Fréchette, veterinary-surgeon, of the same place.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 17th November, 1911. 4366

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 349.

Dame Marie Elise Dubois, de la ville de Black Lake, district d'Arthabaska, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Achille Vachon, restaurateur, du même lieu.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 18 novembre 1911. 4363-5

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 2131.

Dame Léonie Desparois, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Adélar Larivière, boucher, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Adélar Larivière, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

J. G. LAURENDEAU,
Avocat et procureur de la demanderesse.
Salaberry de Valleyfield, 6 décembre 1911. 4685.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1085.

Dame Alphonsine Verrais dit St. Amour, de la cité et du district de Montréal, épouse de Gédéon Lahaie, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Gédéon Lahaie, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le cinquième jour de décembre 1911.

LORANGER & PRUD'HOMME,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 6 décembre 1911. 4709.3

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 94.

Dame Emma Frédette, de la ville de Saint Jean, district d'Iberville, épouse de J. Anselme Samoisette, clerc sessionnel, à Ottawa, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit J. Anselme Samoisette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14 novembre 1911.

GIRARD & DEMERS,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Jean, 14 novembre 1911. 4317-6

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2381.

Gabrielle Fadet, épouse de Jean-Baptiste Gagneux, comptable, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Jean-Baptiste Gagneux, comptable, des cité et district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 21 novembre 1911.

McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 5 décembre 1911. 4681.3

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 349.

Dame Marie Elise Dubois, of the town of Black Lake, district of Arthabaska, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Achille Vachon, restaurant-keeper, of the same place.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 18th November, 1911. 4364

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 2131.

Dame Léonie Desparois, of the city of Salaberry of Valleyfield, district of Beauharnois, wife common as to property of Adélar Larivière, butcher, of the same place, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Adélar Larivière, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

J. G. LAURENDEAU,
Attorney for the plaintiff.
Salaberry of Valleyfield, 6th December, 1911. 4686

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1085.

Dame Alphonsine Verrais dit St. Amour, of the city and district of Montreal, wife of Gédéon Lahaie, merchant, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Gédéon Lahaie, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fifth day of December, 1911.

LORANGER & PRUD'HOMME,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th December, 1911. 4710

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 94.

Dame Emma Frédette, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, wife of J. Anselme Samoisette, sessional clerk, at Ottawa, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said J. Anselme Samoisette, Defendant.
An action "en séparation de biens" has, this day, been instituted in this cause.

GIRARD & DEMERS,
Attorneys for plaintiff.
Saint Johns, 14th November, 1911. 4318

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2381.

Gabrielle Fadet, wife of Jean-Baptiste Gagneux, bookkeeper, of the city and district of Montreal, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

Jean-Baptiste Gagneux, bookkeeper, of the city and district of Montreal, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case the 21st of November, 1911.

McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th December, 1911. 4682

Avis public est par le présent donné que Dame Mary Anne Barnes, de la cité de Québec, épouse commune en biens d'Ernest Bolduc, du même lieu, charretier, a institué, contre le dit Ernest Bolduc, une action en séparation de corps et de biens, dans la cour supérieure, à Québec, sous le numéro 2307 des records de la dite cour.

F. MURPHY,

Procureur de demanderesse.
Québec 21 novembre 1911. 4381-5

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, jeudi, le vingt-cinquième jour de janvier, 1912, à dix heures a. m., au sous-sol de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze (12) mois.

La compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique,

Par J. O. APPS,
Agent général du bagage.
Montréal, 30 novembre 1911. 4589.3

Public notice is hereby given that Dame Mary Anne Barnes, of the city of Quebec, wife common as to property of Ernest Bolduc, of the same place, carter, has instituted, against the said Ernest Bolduc, an action for separation from bed and board, in the superior court, at Quebec, under the number 2307 of the records of the said court.

F. MURPHY,

Attorney for plaintiff.
Quebec, 21st November, 1911. 4382

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the twenty fifth day of January, 1912, at ten o'clock a. m., in the basement of its Windsor street station, with entrance on Osborne street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company, unclaimed for a space of twelve (12) months.

The Canadian Pacific Railway Company.

Per J. O. APPS,
General Baggage agent.
Montreal, 30th November, 1911. 4590

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens de janvier 1912.—Examinations of January, 1912.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
Beaudry.....	Henri.....	25	Québec.....	Séminaire de Québec.
Bugeaud.....	Fabien.....	34	Saint-Bonaventure...	Séminaire de Joliette.
Caron.....	A. R.....	21	Québec.....	Ecole Normale, et C. DeBoissieu.
Michaud.....	J. Horace.....	23	Saint-Eloi.....	Rimouski et Monnoir.
Morin.....	Maxime.....	24	Québec.....	Séminaire de Québec et Collège de Lévis.
Sylvestre.....	Armand.....	21	Charlesbourg.....	Séminaire de Québec et Collège de Lévis.
Taschereau...	J. Edouard.....	19	Ville Montcalm.....	Séminaire de Québec.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du Barreau de Québec.—Secretary of the Bar of Quebec.
Québec, 11 décembre—11th December, 1911. 4903-04

TABEAU DES ASPIRANTS A L'ETUDE DU DROIT.

LIST OF CANDIDATES FOR THE STUDY OF LAW.

Nom.—Name.	Prénom.—Prenomen.	Age.	Résidence.	Collège.
Durand.....	Joseph Louis Delevoiy	22	Trois-Rivières— Three Rivers....	Séminaire des Trois-Rivières, collège Saint-Dunstan—Seminary of Three Rivers, Saint Dunstan College.
Camirand.....	Lorenzo.....	20	Nicolet.....	Séminaire de Nicolet—Nicolet Sem.

F. X. LACOURSIERE,

Secrétaire du barreau des Trois-Rivières.—Secretary of the Bar of Three Rivers.
Trois-Rivières, 11 décembre—Three Rivers, 11th December, 1911. 4801-02.2

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens du 9 janvier 1912.—Examinations, 9th January, 1912.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
1	Allard	Antonio	22	Montréal	Coll. Bourget & Sainte-Marie.
2	Archambault ..	George	21	"	" Montréal & cours de Kerméno.
3	Baril	Joseph	22	"	" Sainte-Marie.
4	Beaupré	George	25	"	" Montréal & Sém. de Philosophie, Montréal.
5	Bernard	Frédéric	22	"	Sém. de Monnoir & Coll. Saint-Laurent.
6	Bertrand	C.-A.-H	21	"	Coll. de Montréal & Sém. de Philosophie, Montréal.
7	Boltuck	Isidore W.	18	"	Mt'l. High Sch., Cours de Boissieu.
8	Brisson	Julien W.	21	"	Coll. de Montréal & coll. Sainte-Marie.
9	Cadotte	Emile	18	Saint-Hyacinthe	Sém. de Saint-Hyacinthe & Cours LeBlond de Brumath.
10	Chamberland ..	Chs. N.	22	Montréal	Coll. Sainte-Marie de Mont. & Ecole Polytechnique.
11	Chartrand	Joseph	21	Saint-Vincent-de-Paul ..	Coll. Sainte-Thérèse & Cours de Kerméno.
11½	Cohen	J.	20	Montréal	Sch. McGill Univ.
12	Conan	Thos J.	22	Montréal	Chr'n Bros. School & McGill Univ.
13	Cusson	Paul A.	20	"	Coll. Loyola & Cours de Kerméno.
13½	Delâge	Victor A.	22	Sainte-Madeleine	Sém. Saint-Hyacinthe.
14	Demers	Joseph Victor ..	23	Saint-Jean	University McGill & Cours de Kerméno.
15	Denis	Wilfrid	20	Saint-Norbert	Sém. de Joliette & Cours Leblond de Brumath.
15½	Farley	L. C. H.	21	Joliette	Séminaire de Joliette.
16	Fauteux	J. Noel	23	Montréal	Petit Sém. de Montréal & Sém. de Philosophie, Montréal.
16½	Gérin-Lajoie ..	Alexandre	18	"	Mt St. Louis, Cours Leblond.
17	Goldberg	Joseph Sam.	20	"	Dufferin Sch., Montreal High School.
17½	Goyette		21	Iberville	Collège Sainte-Marie Monvoyer.
18	Jacob	Lyon W.	24	Montréal	Montreal High Sch. & McGill University.
19	Lafontaine	Aymé	30	"	Coll. Ste Marie, Montreal & Cours de Boissieu.
20	Lamarre	J. Sinaï	19	"	Coll. de Montréal & de Joliette.
21	Lamb	C. E.	22	"	Sém. de Rimouski.
22	Laurence	J. L. R.	16	"	Coll. St. Paul de Varennes, Cour Leblond-de-Boissieu.
22½	Leblanc	Evariste		"	
23	Legault	Augustin	27	Saint-Hermas	Ecole Normale, J. C. Mont., Ridgeway, Coll. Inst. Ontario.
24	Livinson	A. Jacob	22	Montréal	Montreal High Sch. & McGill University.
25	Lovett	E. A.	18	"	King's Coll. Sch. Windsor, N. S. & McGill University.
26	Marcus	Marcel	21	"	Montreal High Sch. & McGill University.
27	McDonald	Albert John	21	"	Loyola Coll. & Sarbonne, Paris.
28	Mills	Arthur L. S.	21	"	Queen's Univ., Kingston, Oxford Univ. England.
29	Newcombe	Edmund F.	21	"	Ashbury Coll. Sch., Ottawa, McGill University.
30	Pelland	Léo	29	Sainte Elizabeth de Joliette ..	Sém. de Joliette & Univ. Laval, Quebec.
31	Quevillon	Hector	29	Montréal	Coll. Saint Laurent.
32	Robert	Lionel	19	"	" Saint Laurent & Eastern business Coll. Montreal.
33	Tellier	Léopold	21	"	Coll. de L'Assomption & Cours de Kerméno.
34	Trudel	Jean P. P.	21	"	" de Montréal & Sém. de Philosophie, Montréal.

J. E. COULIN,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary Bar of Montreal.

Montréal, 9 décembre.—9th December, 1911.

4837-38

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 192.

Dans l'affaire de Josaphat Carpentier, Saint-Tite de Champlain, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de la cour, en date du 15 courant, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers qui ne m'ont pas filé leurs réclamations sont priés de me les faire parvenir dans les trente jours de cet avis.

S. DUGAL,
Curateur.
4893

Trois-Rivières, 16 décembre 1911.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 281.

Walter F. Leonard *et al*, Requérents ;
vs
Succession de feu Patrick Pegnem, Intimée.

Je, Patrick C. Shannon, comptable, de la cité et du district de Montréal, donne avis aux parents et créanciers de feu Patrick Pegnem, dont la succession est vacante, que j'ai été nommé par cette honorable cour, présidée par l'honorable juge Charbonneau, par jugement du 7 décembre 1911, curateur à la dite succession.

Les créanciers d'iceux sont priés de me transmettre immédiatement leurs réclamations assermentées, et ses débiteurs sont requis de payer entre mes mains le montant qu'ils doivent à la dite succession.

P. C. SHANNON,
Curateur.
4923

Montréal, 19 décembre 1911.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de John Edgar & Co, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

A. W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 13 décembre 1911. 4881

AVIS DE DIVIDENDE.

In re J. A. Lagueux, Lauzon, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet aux oppositions jusqu'au huitième jour de janvier 1912, après lequel le dividende sera payé à mon bureau, Avenue Laurier.

ALFRED LEMIEUX,
Curateur.
4963

Lévis, 20 décembre 1911.

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Jos. A. Dansereau, hôtelier, de Sainte-Agathe des Monts, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 15e jour de décembre 1911, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

EUGENE PREVOST,
RODOLPHE BEDARD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Prévost & Bédard,
112, rue Saint-Jacques.
Montréal, 20 décembre 1911. 4961

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 192.

In the matter of Josaphat Carpentier, Saint Tite de Champlain, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated the 15th instant, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent.

Creditors who have not yet filed their claims are requested to forward within thirty days from this notice.

S. DUGAL,
Curator.
4894

Three Rivers, 16th December, 1911.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 281.

Walter F. Leonard *et al*, Petitioner ;
vs
The estate of the late Patrick Pegnem, Defendant.

I, Patrick C. Shannon, accountant, of the city and district of Montreal, give notice to the parents and creditors of the late Patrick Pegnem, of whom the estate in vacant, that I have been appointed curator to the said estate, by this honorable court, presided by the Honorable justice Charbonneau, by judgment rendered on the 7th day of December, 1911.

The creditors thereof are requested to file their accounts with me immediately, and his debtors are also requested to pay their indebtedness to the said estate into my hands.

P. C. SHANNON,
Curator.
4924

Montreal, 19th December, 1911.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of John Edgar & Co, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent have, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

A. W. WILKS,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 13th December, 1911. 4882

NOTICE OF DIVIDEND.

In re J. A. Lagueux, of Lauzon, Insolvent.
A first and last dividend sheet has been prepared and will be opened to objections until the eight January, 1912, after which dividend will be paid at my office, Laurier Avenue.

ALFRED LEMIEUX,
Curator.
4964

Levis, 20th December, 1911.

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
In the matter of Jos. A. Dansereau, hotelkeeper, of Sainte Agathe des Monts, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 15th day of December, 1911, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file them, duly attested under oath, within 30 days from this date.

EUGENE PREVOST,
RODOLPHE BEDARD,
Joint curators.

Office of Prévost & Bédard,
112, Saint James street.
Montreal, 20th December, 1911. 4962

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No 1557.

Cour Supérieure.

PARTAGE ET LICITATION FORCÉE

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 18 décembre 1911, dans une cause dans laquelle Toussaint Groulx, commis, de la cité et du district de Montréal, et Rosalie Groulx, de Ely, comté de Shefford, district de Bedford, épouse de Edouard Laverdure, rentier, du même lieu, et le dit Edouard Laverdure, tant personnellement que pour autoriser sa femme, étaient demandeurs, et Frederic H. Shaw, de la ville de Westmount, district de Montréal; Dame Elmire Quinte, de la cité de Montréal, veuve de Alphonse Groulx, en son vivant cordonnier, du même lieu; Joseph Groulx, cordonnier, de la cité de Montréal; Agnès Groulx, de la cité de Montréal, épouse de Louis Leblais, restaurateur, de la cité de Montréal, et le dit Louis Leblais tant personnellement que pour autoriser sa femme aux fins des présentes; Joséphine Groulx, de la cité de Montréal, épouse de Joseph Pleau, et le dit Joseph Pleau, tant personnellement que pour autoriser sa femme; Tharsile Groulx, de la cité de Montréal, veuve de Godfroy Lefebvre, en son vivant manufacturier, du même lieu; Marie Groulx, de la cité de Montréal, épouse de Joseph Gibeau, plombier, du même lieu, et le dit Joseph Gibeau, tant personnellement que pour autoriser sa femme; Joseph Cousineau, cultivateur, de la paroisse de Saint Laurent, district de Montréal; Gertrude Cousineau, de la dite paroisse de Saint Laurent, épouse de François-Xavier Beaulieu, cultivateur, du même endroit, et le dit F. X. Beaulieu, tant personnellement que pour autoriser sa femme; Philomène Cousineau, de la paroisse de Saint Martin, district de Montréal, veuve de feu Octave Lavoie, en son vivant cultivateur, du même lieu; Olier Groulx, cordonnier, de la cité et du district de Montréal; Alexandrine Groulx, du même endroit, veuve de feu Armand Grole, en son vivant du même endroit; Gaspard Groulx, fils, cultivateur, de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Isle Bizard, district de Montréal; Joseph Groulx, cultivateur, de Lennoxville, district de Saint-François; Marguerite Groulx, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse de Damase Prévost, cultivateur, du même endroit, et le dit Damase Prévost, tant personnellement que pour autoriser sa femme; Scholastique Groulx, de Ely, district de Bedford, veuve de Célestin Proulx, en son vivant cultivateur, du même lieu; Henriette Groulx, de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Antoine Laverdure, en son vivant du même endroit; Philomène Groulx, résidant dans les états unis d'Amérique, épouse de David Chenette, du même endroit, et le dit David Chenette, tant personnellement que pour autoriser sa femme; Eulalie Groulx, veuve de Gédéon Monfils, domiciliée dans les états unis d'Amérique; Joseph Deguire, commis, du village de Cartierville, district de Montréal, Henri Deguire, commerçant, de la cité et du district de Montréal, étaient défendeurs; ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Un terrain connu et désigné sur le plan officiel et dans le livre de renvoi de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, sous le numéro onze, contenant un arpent, sept perches et neuf pieds de largeur sur vingt arpents et deux perches de profondeur, formant trente-cinq arpents, cinquante-deux perches et cent soixante-deux pieds en superficie, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise, et tel qu'actuellement clos et contenu dans les limites suivantes, savoir : tenant par un bout, au sud-est, aux lots numéros 252 et

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No. 1557.

Superior Court.

COMPULSORY PARTITION AND LICITATION

Public notice is hereby given that by and in virtue of a judgment of the Superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 18th of December, 1911, in a cause in which Toussaint Groulx, of Ely, county of Shefford, district of Bedford, wife of Edouard Laverdure, "rentier", of the same place, and the said Edouard Laverdure, both personally and to authorize his wife, were Plaintiffs, and Frederic H. Shaw, of the town of Westmount, district of Montreal; Dame Elmire Quinte, of the city of Montreal, widow of Alphonse Groulx, in his lifetime shoemaker, of the same place; Joseph Groulx, shoemaker, of the city of Montreal; Agnès Groulx, of the city of Montreal, wife of Louis Leblais, restaurant-keeper, of the city of Montreal, and the said Louis Leblais, both personally and to authorize his wife for the purposes hereof; Joséphine Groulx, of the city of Montreal, wife of Joseph Pleau, and the said Joseph Pleau, both personally and to authorize his wife; Tharsile Groulx, of the city of Montreal, widow of Godfroy Lefebvre, in his lifetime, manufacturer, of the same place; Marie Groulx, of the city of Montreal, wife of Joseph Gibeau, plumber, of the same place, and the said Joseph Gibeau, both personally and to authorize his wife; Joseph Cousineau, farmer, of the parish of Saint Laurent, district of Montreal; Gertrude Cousineau, of the said parish of Saint Laurent, wife of François-Xavier Beaulieu, farmer, of the same place, and the said F. X. Beaulieu, both personally and to authorize his wife; Philomène Cousineau, of the parish of Saint Martin, district of Montreal, widow of the late Octave Lavoie, in his lifetime farmer, of the same place; Olier Groulx, shoemaker, of the city and district of Montreal; Alexandrine Groulx, of the same place, widow of the late Armand Grole, in his lifetime of the same place; Gaspard Groulx, junior, farmer, of the parish of Saint Raphaël de l'Isle Bizard, district of Montreal; Joseph Groulx, farmer, of Lennoxville, district of Saint-François, Marguerite Groulx, of the city of Sherbrooke, district of Saint-François, wife of Damase Prévost, farmer, of the same place, and the said Damase Prévost, both personally and to authorize his wife; Scholastique Groulx, of Ely, district of Bedford, widow of Célestin Proulx, in his lifetime farmer, of the same place; Henriette Groulx, of the city and district of Montreal, widow of the late Antoine Laverdure, in his lifetime of the same place; Philomène Groulx, residing in the united states of America, wife of David Chenette, of the same place, and the said Daniel Chenette, both personally and to authorize his wife; Eulalie Groulx, widow of Gédéon Monfils, domiciled in the united states of America; Joseph Deguire, clerk, of the village of Cartierville, district of Montreal; Henri Deguire, trader, of the city and district of Montreal, were defendants; ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows, to wit :

A lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, under the number eleven, containing one arpent, seven perches and nine feet in width by twenty arpents and two perches in depth, forming twenty five arpents, fifty two perches and one hundred and sixty two feet in superficies, all more or less, and without warranty of exact measurement, and as actually enclosed and contained within the following limits, to wit : adjoining on one end, to the south east, lots numbers 252 and 254, on the other end, to the

254, à l'autre bout, au nord-ouest, au lot numéro 10, d'un côté, au nord-est, au lot numéro 4, et de l'autre côté, au sud-ouest, au lot numéro 12.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER 1912, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LAMOTHE, ST JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des demandeurs.
Montréal, 18 décembre 1911. 4941
[Première publication, 23 décembre 1911.]

Province de Québec,
District de Joliette.

LICITATION.

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Joliette, dans le district de Joliette, le 27 novembre 1911, dans une cause dans laquelle Dame Catherine Robillard, de la paroisse de Sainte-Emmelie de l'Energie, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Colbert Robitaille, ci devant cultivateur, du même lieu, et maintenant absent aux Etats-Unis d'Amérique, dûment autorisée à ester en justice par l'honorable F. O. Dugas, juge de la cour supérieure pour le district de Joliette, est Demanderesse, et le dit Colbert Robitaille est Défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1° Un emplacement au village de la paroisse de Sainte-Emmelie de l'Energie, à extraire au lot numéro quinze C (No 15 C), dans le second rang du township Joliette, sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Emmelie de l'Energie, d'environ vingt-deux pieds de largeur sur soixante pieds de profondeur, tenant devant, au chemin public, en arrière et d'un côté au terrain de Joseph Voutu, et de l'autre côté à un nommé Bounader — avec droit de passer sur le terrain de Joseph Voutu une largeur de dix pieds de long du dit emplacement.

2° Une terre située en la paroisse de Sainte-Emmelie de l'Energie, dans le rang Sainte-Catherine, de deux arpents de largeur sur seize de profondeur, étant connue et désignée comme lot numéro quarante-trois (No 43), sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Emmelie de l'Energie — bâtie d'une grange.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le HUITIÈME jour de JANVIER prochain 1912, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Joliette; sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

DUCHARME & RIVEST,
P. C. S.
Joliette, 28 novembre 1911. 4581.2
[Première publication, 9 décembre 1911.]

north west, lot number 10, on one side, to the north east, lot number 4, and on the other side, to the south west, lot number 12.

The immovable hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY, 1912, sitting the court, in the court room of the court house of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delay hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LAMOTHE, ST JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for plaintiffs.
Montreal, 18th December, 1911. 4042
[First published, 23rd December, 1911.]

Province of Quebec,
District of Joliette.

LICITATION.

Notice is given that, in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Joliette, in the district of Joliette, on the 27th November, 1911, in a cause in which Dame Catherine Robillard, of the parish of Sainte Emmelie de l'Energie, in the district of Joliette, wife common as to property of Colbert Robitaille, heretofore farmer, of the same place, and presently absentee in the United States of America, duly authorized to appear in judicial proceedings by the Honorable F. O. Dugas, judge of the superior court for the district of Joliette, is Plaintiff, and the said Colbert Robitaille, is Defendant, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit:

1. An emplacement in the village of the parish of Sainte Emmelie de l'Energie, to be taken from lot number fifteen C (No. 15 C), in the second range of the township Joliette, on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Emmelie de l'Energie, of about twenty two feet in width by sixty feet in depth, adjoining in front the public road, in the rear and on one side the land of Joseph Voutu, and on the other side a party named Bounader—with right to pass over the lot of Joseph Voutu in a width of ten feet along the said emplacement.

2. A farm situate in the parish of Sainte Emmelie de l'Energie, in the Sainte Catherine range, of two arpents in width by sixteen in depth, being known and designated as lot number forty three (No. 43), on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Emmelie de l'Energie—with a barn thereon.

The immovables above designated will be put up to auction and adjudicated to the highest and last bidder, on the EIGHTH day of JANUARY, 1912, sitting the court, in court room of the court house of Joliette; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delay hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

DUCHARME & RIVEST,
P. S. C.
Joliette, 28th November, 1911. 4582
[First published, 9th December, 1911.]

Ratifications

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 2587.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, un acte passé devant Ferdinand Audet, notaire public, le vingt-neuvième jour du mois d'avril mil neuf cent neuf, entre Joseph Bédard, de Québec, ouvrier en fourrures, et Dame Elmire Bonneau, son épouse judiciairement séparée de biens, du même lieu, étant une déclaration et un partage faits entre les dits Joseph Bédard et Elmire Bonneau; dans le dit acte, le dit Joseph Bédard, en paiement des droits et reprises de la dite Elmire Bonneau, abandonne en faveur de cette dernière :

1° Le lot numéro vingt et un (21), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch Nord de Québec, situé au coin de l'avenue Huot et de la rue Victoria, mesurant trente-neuf pieds de front, rue Victoria, sur cinquante pieds de profondeur ;

2° Le lot numéro vingt (20), du susdit cadastre, sur le côté est de l'avenue Huot, attenant au lot en premier lieu décrit, mesurant cinquante-six pieds sur l'avenue Huot, sur trente-neuf pieds de large dans la ligne qui le sépare du lot en premier lieu décrit, ces deux lots sans garantie de mesure — avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Ces dits lots étaient en la possession de feu Jérémie Bonneau, de Québec, comme propriétaire, depuis le 18 août 1890, et lors de son décès, arrivé le 12 décembre 1908, Dame Marie St. Hilaire, son épouse, en est devenu la légataire testamentaire; ces lots ont ensuite été acquis par contrat de vente, reçu devant Chs Grenier, notaire, le 30 janvier 1909, et enregistré le 3 septembre 1909.

Et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble, immédiatement avant l'enregistrement du dit acte de partage, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le vingt février 1912, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi, elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

AMD. ROBITAILLE,
 P. C. S.

Vraie copie,

J. A. ROCHETTE,
 Procureur du requérant.

Québec, 12 décembre 1911. 4871

Première publication du 16 décembre 1911 est nulle
 [Première publication, 23 décembre 1911.]

RATIFICATION DE TITRE.

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district des Trois-Rivières, un acte passé devant Téléphore Eusèbe Normand, notaire, le huit octobre mil neuf cent quatre, entre Dame Marie Louise Florina DesRosiers, épouse séparée de biens de Monsieur Alphonse Turcotte, comptable, demeurant tous deux en les cité et district de Montréal, et Edouard Charette, marchand de bois, de la paroisse de Saint Barnabé, à l'endroit appelé Moulin Charette, canton de Caxton, comté de Saint-Maurice, étant, le dit acte, une vente par la dite Dame Marie Louise Florina DesRosiers au dit Edouard Charette, entre autres des immeubles suivants, savoir :

Ratifications

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 No. 2587.

Notice is hereby given that a deed, passed before Ferdinand Audet, notary public, on the twenty ninth day of April, one thousand nine hundred and nine, between Joseph Bédard, of Quebec, furrier, and Dame Elmire Bonneau, his wife judicially separated as to property, of the same place, was deposited in the office of the prothonotary of the superior court, of the district of Quebec, said deed being a declaration and a partition made between the said Joseph Bédard and Elmire Bonneau; in the said deed, the said Joseph Bédard in payment of the rights and privileges of the said Elmire Bonneau, abandons in favor of the latter :

1. Lot number twenty one (21), of the official cadastre of the parish of Saint-Roch Nord de Québec, situated corner of Huot avenue and Victoria street, measuring thirty nine feet in front, in Victoria street, by fifty feet in depth

2. Lot number twenty (20) of the said cadastre, on the east side of Huot avenue, adjoining the lot firstly described, measuring fifty six feet on Huot avenue, by thirty nine feet in width, on the line which separates it from the lot firstly described, both lots without guarantee as to measurement, with buildings thereon constructed—circumstances and dependancies.

Both these lots were in possession of the late Jeremie Bonneau, of Quebec, as proprietor, since the 18th August 1890, and upon his death, which occurred on the 12th December, 1908, Dame Marie St. Hilaire, his wife, became the testamentary legatee for said lots; these lots were subsequently acquired by the community, by contract of sale passed before Chs. Grenier, notary, the 30th January, 1909, and enregistered on the 3rd September, 1909.

And all persons who claim to have any privilege or hypothec on the said immoveable, immediately preceding the enregistration of the said deed of partition, are notified that on the twentieth February, 1912, a demand for ratification of title, will be presented to the said court; and that unless their claims are such that the registrar is bound by the dispositions of the code of civil procedure to mention in his certificate to be filed in this case, they are by these presents requested to serve their opposition in writing, and to file them within the next six days, in the prothonotary's office, in default of which they will, for ever be foreclosed from the right of so doing.

AMD. ROBITAILLE,
 P. S. C.

True copy,

J. A. ROCHETTE,
 Attorney for plaintiff.

Quebec, 12th December, 1911. 4872

First publication of 16th December, 1911, is null.
 [First published, 23rd December, 1911.]

CONFIRMATION OF TITLE.

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court in the district of Three Rivers, a deed executed before Mtre Téléphore Eusèbe Normand, notary, on the 8th of October, 1904, between Mrs. Marie Louise Florina DesRosiers, wife separated as to property of Alphonse Turcotte, accountant, both of the city and district of Montreal, and Edouard Charette, lumber merchant, of the parish of Saint Barnabé, at the place called "Moulin Charette", township of Caxton, Saint Maurice county, being, the said deed, a sale by the said Mrs. Marie-Louise Florina DesRosiers to the said Edouard Charette, amongst other immoveables the following, to wit :

1. Le "Lac Paterson", avec un demi arpent de terre tout autour, moins une petite partie des numéros seize et quinze, appartenant au dit acquéreur, plus une certaine étendue de terre appelée "Bocage", tel qu'il est actuellement enclos—avec la maison et une glacière dessus érigées, avec le droit de passage tant à pied qu'en voiture de ce terrain à aller au chemin public, à l'endroit actuel ou autre qui serait désigné par Raphaël Lachance, le propriétaire du terrain où passe le dit chemin de sortie, à la charge par l'acquéreur de faire et entretenir les barrières nécessaires à l'endroit où passe et où passera le dit chemin de sortie: lequel dit "Lac Paterson" et autres parties d'immeuble sont situés en la paroisse de Saint-Elie, canton de Caxton, comté de Saint-Maurice, dans le troisième rang de la dite paroisse, font partie des lots numéros seize, dix-sept, dix-huit et dix-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Elie, comté de Saint-Maurice—avec les bâisses sus-mentionnées. Lequel "Lac Paterson", est situé au centre des dits lots seize, dix-sept, dix-huit et dix-neuf, du dit troisième rang de la dite paroisse.

2° La plus grande partie du lot de terre numéro dix-neuf du troisième rang de la dite paroisse Saint-Elie, comté de Saint-Maurice, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement, sous le numéro dix-neuf, troisième rang, dits comté et paroisse, enfermée dans les limites suivantes: vers le côté ouest au cordon du deuxième rang, vers le côté est, à un ruisseau qui est reconnu comme ligne de division entre la dite venderesse et Raphaël Lachance à qui appartient le surplus du dit lot No dix-neuf, joignant vers le sud, en grande partie, au lot numéro dix-huit, et vers le nord au lot numéro vingt, du dit troisième rang.

3° Les abouts des lots de terre numéros dix-sept (moins la partie vendue à Carolus Descoteaux), et dix-huit du troisième rang de la dite paroisse de Saint-Elie, dits canton et comté, tenant à un bout vers l'est à un demi arpent du "Lac Paterson" et à l'autre bout vers l'ouest, au cordon du deuxième rang, gagnant d'un côté vers le sud au lot numéro seize et vers le nord au lot numéro dix-neuf, le tout en bois debout, en la possession du dit Edouard Charette, comme propriétaire pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles, immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel les dits lots ont été acquis par le dit Edouard Charette, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le seize janvier prochain 1912, à 10 heures a. m., une demande en ratification de titres; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Bureau du protonotaire,
DE LOTTINVILLE & PROVENCHER,

Trois-Rivières, 28 novembre 1911. P. C. S.
[Première publication, 9 décembre 1911]. 4609.2

1. The "Lake Paterson" with half an arpent of land in depth around the said lot, less a small portion of numbers sixteen and fifteen, belonging to the said purchaser, plus a certain portion of land called "Bocage", as it is actually fenced with the house and an icehouse erected thereon, with the right of passage on foot or with vehicle from this land to the public road, at the actual place or other which may be designated by Raphael Lachance, the proprietor of the land on which is located the said right of way, subject to the charge by the purchaser to make and entertain the necessary gates at the place where passes or where will pass the said right of way: which said "Lake Paterson" and the other parts of said immovables, are situated in the parish of Saint Elie, township of Caxton, Saint Maurice county, in the third range of the said parish and form part of lots numbers sixteen, seventeen, eighteen and nineteen, on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said parish of Saint Elie, Saint Maurice county—with the buildings above mentioned. The said "Lake Paterson" is situated at the centre of the said lot sixteen, seventeen, eighteen and nineteen, of the said third range of the said parish.

2. The most part of lot number nineteen in the third range of the said parish of Saint Elie, Saint Maurice county, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre, under number nineteen, third range, said county and parish, included in the following limits, to the west by the division line (cordon) of the second range, to the east by a creek which is recognized as the division line between the said vender and Raphael Lachance, to whom belongs the balance of the said number nineteen, joining to the south, for the most part, lot number eighteen, and to the north lot number twenty, of the said third range.

3. The abutments or rear ends of the said cadastral lots numbers seventeen (less the part sold to Carolus Descoteaux), and eighteen of the third range of the said parish of Saint Elie, aforesaid township and county, joining at one end to the east, at half an arpent from "Lake Paterson", and at the other end to the west to the road of the second range, one side towards the south, lot number sixteen, and to the north, lot number eighteen, the whole in standing timber, in the possession of the said Edouard Charette, as proprietor during the last three years.

All persons who claim a privilege or hypothec on the said lands, immediately before the registration of the said deed by which the said lots have been acquired by the said Edouard Charette, are hereby notified that application will be made to the said court, on the sixteenth January next, 1912, at ten o'clock p. m., for a confirmation of title; and that unless their claims are such that the registrar is bound, by the provisions of the code of civil procedure to mention them in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions or claims in writing, and to have them received by the court and file the same in the office of the said Prothonotary, within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Prothonotary's office,
DE LOTTINVILLE & PROVENCHER,
Prothonotary superior court.
Three Rivers, 28th November, 1911. 4610
[First published, 9th December, 1911].

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Arthabaska, à savoir : } **THOMAS CARETTE**,
No 426. } Demandeur ; contre
JOSEPH RICHARD, Défendeur.

Deux terres ne formant qu'une seule exploitation, situées en la paroisse de Saint-Antoine de Pontbriand, comté de Mégantic, dans le deuxième rang du canton de Thetford, étant les lots du cadastre officiel quinze B et seize A (15 B et 16 A)—avec toutes les bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Antoine de Pontbriand, le TROISIÈME jour de JANVIER prochain, 1912, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT.

Bureau du shérif, Arthabaska, 27 novembre 1911. 4497.2
[Première publication, 2 décembre 1911.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Arthabaska, to wit : } **THOMAS CARETTE**,
No. 426 } Plaintiff; against **JOSEPH RICHARD**, Defendant.

Two pieces of land making only one farm, in the parish of Saint Antoine of Pontbriand, county of Megantic, in the second range of the township of Thetford, being lots fifteen B and sixteen A (15 B and 16 A) of the official cadastre—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Antoine of Pontbriand, on the THIRD day of JANUARY next, 1912, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT.

Sheriff's office, Arthabaska, 27th November, 1911. 4498
[First published, 2nd December, 1911.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **PHILIPPE FORTIN**,
No. 447. } failli ; et J. P. E. GAGNON, curateur.

1° Un certain morceau de terrain de la contenance de 54 pi ds, plus ou moins de front, à partir de six pieds de la maison du vendeur, Jos. Poulin, sur 117 pieds de profondeur ; borné en avant au sud-ouest au chemin public, en arrière au nord-est à Emile Noël, d'un côté au sud-est au dit vendeur, Jos. Poulin, et de l'autre côté au nord-ouest à la rue Deschamps, lequel terrain fait partie du lot numéro quatorze A (14 A), du cadastre officiel pour le sixième rang du canton de Broughton, en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2 Un terrain à prendre sur la limite sud-ouest de l'emplacement du vendeur, étant partie du lot numéro quatorze A (14 A), du cadastre officiel du comté de Beauce, pour le sixième rang du canton de Brompton, en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, contenant la dite lisière 67 pieds de front étant la largeur du dit emplacement du vendeur, J. Emile Noël, à sa dite limite sud-ouest, sur 30 pieds de profondeur à partir de la dite limite sud-ouest, et le tout renfermé dans les bornes suivantes : au sud-ouest partie au terrain du dit acquéreur et partie à celui de Joseph Poulin, au nord-est au résidu de l'emplacement du vendeur J. Emile Noël, au nord-ouest à un chemin actuellement connu sous le nom de rue Deschamps, et au sud-est à l'emplacement de sieur Arthur Jacques ; sujet à une rente annuelle foncière constituée de \$14.00, payable à sieur Généré Perron, cultivateur, du Sacré-Cœur de Jésus, le 1er mai de chaque année, toujours d'avance.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, le VINGT-

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **PHILIPPE FORTIN**, insolvent, and J. P. E. GAGNON, curator.

1. A certain piece of land containing 54 feet, more or less, at six feet from the house of the seller Jos. Poulin, by 117 feet in depth ; bounded in front on the south west by the public road, in the rear on the north east by Emile Noël, on one side on the south east by the said seller Jos. Poulin, and on the other side at the north west by Deschamps street, which lot forms part of lot number fourteen A (14 A), of the official cadastre for the sixth range of the township of Broughton, in the parish of Sacré Cœur de Jésus—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot to be taken on the south west limit of the emplacement of the seller, being part of lot number fourteen A (14 A), of the official cadastre of the county of Beauce for the sixth range of the township of Broughton, in the parish of Sacré Cœur de Jésus, the said lot containing 67 feet in front, being the width of the said emplacement of the seller J. Emile Noël, at its said south west limit, by 30 feet in depth from the said south west limit, and the whole enclosed within the following limits : on the south west partly by the land of the said purchaser and partly by that of Joseph Poulin, on the north east by the remainder of the emplacement of the seller J. Emile Noël, on the north west by a road now known under the name of "Deschamps street", and on the south east by the emplacement of sieur Arthur Jacques ; subject to a yearly constituted ground rent of \$14.00, payable to sieur Généré Perron, farmer, of Sacré Cœur de Jésus, on the first of May of every year, always in advance.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, on the TWENTY THIRD

TROISIEME jour de JANVIER prochain, 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph Beauce, 13 décembre 1911.
[Première publication, 23 décembre 1911.] 4913

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : { N. ROY & FRERES, No 340. } faillis, et JOSEPH, PHILEAS, EUGENE GAGNON, curateurs.

Un certain terrain ou emplacement situé en la paroisse de Sacré-Cœur de Jésus de Beauce, au sixième rang du canton de Broughton, de la contenance de 62 pieds de largeur sur 110 pieds de profondeur ; borné d'un bout au sud-ouest à l'emplacement de Honoré Labranche, et de l'autre bout au nord-est au terrain de Michel Lambert, d'un côté au nord-ouest à une rue projetée, et de l'autre côté au sud-est au terrain de Dame veuve Sylvain Lambert, lequel terrain fait partie du lot numéro quinze A (15 A), du cadastre officiel pour le dit sixième rang du dit canton de Broughton, comté de Beauce—avec la maison dessus construite et dépendances. Sujet à une rente annuelle et foncière de \$10.00, payable à Michel Lambert, le premier novembre de chaque année.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 27 novembre 1911.
[Première publication, 2 décembre 1911.] 4473-2

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec } ALEXANDER BURNET, District de Bedford. } Demandeur ; contre les No 8704. } meubles et immeubles d'ALPHONSE ROBIDOUX, Défendeur.

Cette ferme décrite comme suit, à savoir :

1° Les trois-quarts ouest de la moitié sud du lot numéro sept (7), dans le quatrième rang, arpentage primitif, du canton de Roxton, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Pudentienne, comme lot numéro sept A (7 A), contenant soixante et quinze acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations.

2° Le quart est de la moitié sud du lot numéro sept (7), dans le quatrième rang, arpentage primitif, du dit canton de Roxton, dit district, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Pudentienne, comme lot numéro sept B (7 B), contenant vingt-cinq acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Pudentienne, à Sainte-Pudentienne, dans le comté de Shefford, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 18 décembre 1911. 4935
[Première publication, 23 décembre 1911.]

day of JANUARY next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 13th December, 1911.
[First published, 23rd December, 1911.] 4914

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : { N. ROY & FRERES, insolv. No. 340. } ents, and JOSEPH, PHILEAS, EUGENE GAGNON, curators.

A certain lot of land or emplacement situate in the parish of Sacré-Cœur de Jésus de Beauce, in the sixth range of the township of Broughton, containing 62 feet in width by 110 feet in depth ; bounded on one end to the south west by the emplacement of Honoré Labranche, and on the other end to the north east by the land of Michel Lambert, on one side to the north west by a projected street, and on the other side to the south east by the land of Dame widow Sylvain Lambert, which lot of land forms part of lot number fifteen A (15 A), of the official cadastre for the said sixth range of the said township of Broughton, county of Beauce—with the house thereon erected and dependencies. Subject to a yearly ground rent of \$10 00, payable to Michel Lambert, on the first of November of every year.

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur de Jésus, on the THIRD day of JANUARY next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 27th November, 1911
[First published, 2nd December, 1911.] 4474

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec } ALEXANDER BUR- District of Bedford. } NET, Plaintiff ; against No. 8704. } the goods and lands of ALPHONSE ROBIDOUX, Defendant.

That certain farm described as follows, to wit :

1. The west three fourths of the south one half of lot number seven (7), in the fourth range, of the primitive survey, of the township of Roxton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and on the book of reference of the parish of Sainte Pudentienne, as lot number seven A (7 A), containing seventy five acres, more or less—with all improvements thereon.

2. The east one fourth of the south one half of lot number seven (7), in the fourth range, of the primitive survey, of the said township of Roxton, said district, and now known on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte Pudentienne, as lot number seven B (7 B), containing twenty five acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold "en bloc", at the church door of the parish of Sainte Pudentienne, at Sainte Pudentienne, in the county of Shefford, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 18th December, 1911. 4936
[First published, 23rd December, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure. — District de Bedford.*

Province de Québec, } **D**AME EMILY VILAS,
 District de Bedford. } Demanderesse ; contre
 No. 8661. } les meubles et immeubles

d'AMEDEE H. BRODEUR, Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans le premier rang, arpentage primitif, de la partie est du canton de Farnham, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite partie est du canton de Farnham, comme lot numéro trente (30), et contenant cent quatre-vingt-dix-sept acres et demi, plus ou moins—avec les améliorations.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vincent (à Adamsville ainsi appelé), dans le comté de Brome, le **TREIZIEME** jour de **JANVIER** prochain 1912, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHAS S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
 Sweetsburg, 25 novembre 1911. 4475-2
 [Première publication, 2 décembre 1911.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure. — District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **V**ALENTIN TRAHAN,
 No. 3842. } Demandeur ; contre
LOUIS ST. HILAIRE, Défendeur, et le dit Louis St. Hilaire, opposant.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures de l'avant-midi, le vingt-septième jour de juin dernier, 1911, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Paul de l'Île aux Noix, dans le district d'Iberville, aura lieu à **ONZE** heures de l'avant-midi, le **HUITIEME** jour de **JANVIER** prochain, à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Paul de l'Île aux Noix.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
 Saint-Jean, 19 décembre 1911. 4927
 [Première publication, 23 décembre 1911.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit. — District de Joliette.*

Joliette, à savoir : } **J**OSEPH CHEVALIER ET
 No. 914. } AL, Demandeurs ; contre
NARCISSE SOULIERE, Défendeur.

Des terrains situés en la paroisse de Saint Alphonse, étant les numéros dix et neuf d, (10 et 9d), du troisième rang des augmentations de Kildare, et le numéro dix a (10a), du deuxième rang des augmentations de Kildare, au cadastre officiels de la paroisse de Saint Alphonse de Rodriguez—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Alphonse de Rodriguez, le

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court. — District of Bedford.*

Province of Québec, } **D**AME EMILY VILAS,
 District of Bedford. } Plaintiff ; against the
 No. 8661. } goods and lands of AME-

DEE H. BRODEUR, Defendant.

That certain piece of land situated in the first range of the primitive survey, of the east part of the township of Farnham, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said east part of the township of Farnham, as lot number thirty (30), containing one hundred and ninety seven and one half acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Vincent (at Adamsville so called), in the county of Brome, on the **THIRTEENTH** day of **JANUARY** next, 1912, at the hour of **TEN** o'clock in the forenoon.

CHAS S. COTTON,

Sheriff's office, Shérif.
 Sweetsburg, 25th November, 1911. 4476
 [First published, 2nd December, 1911.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court. — District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **V**ALENTIN TRAHAN,
 No. 3842. } Plaintiff ; against **LOUIS**
ST. HILAIRE, Defendant, and the said Louis St. Hilaire, opponent.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, formerly announced to take place at eleven of the clock in the forenoon, on the twenty seventh day of June last, 1911, at the parochial church door of the parish of Saint Paul de l'Île-aux-Noix, in the district of Iberville, will take place at **ELEVEN** of the clock in the forenoon, on the **EIGHTH** day of **JANUARY** next, at the parochial church door of the said parish of Saint-Paul de l'Île-aux-Noix.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Shérif.
 Saint Johns, 19th December, 1911. 4928
 [First published, 23rd December, 1911.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court. — District of Joliette.*

Joliette, to wit : } **J**OSEPH CHEVALIER ET AL,
 No. 914. } Plaintiffs ; against **NARCISSE**
SOULIERE, Defendant.

Lots of land situate in the parish of Saint Alphonse, being the numbers ten and nine d (10 and 9 d), of the third range of the gores of Kildare, and the number ten a (10 a), of the second range of the gores of Kildare, on the official cadastre of the parish of Saint Alphonse de Rodriguez—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alphonse de Rodriguez, on the **TWENTY**

VINGT-QUATRIEME jour du mois de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif.

Joliette, 18 décembre 1911.

[Première publication, 23 décembre 1911.]

Shérif.

4907

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Joliette, à savoir : } PHILIAS LAPOINTE, De-
No 2759. } mandeur ; contre WEN-
CESLAS CHARTRAND, Défendeur, et Mtre
Louis Masson, avocat.

Un emplacement situé à Lachenaie, près de la gare du Pacifique-Canadien, connu et désigné sous les numéros officiels treize, quatorze et quinze, de la subdivision officielle du lot de terre portant le numéro officiel deux cent quarante-six (13, 14 et 15-246), de la paroisse de Lachenaie, au cadastre hypothécaire du comté de l'Assomption—avec maison en bois, servant d'hôtel, et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Lachenaie, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif.

Joliette, 18 décembre 1911.

[Première publication, 23 décembre 1911.]

Shérif.

4909

FOURTH day of the month of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office,

Joliette, 18th December, 1911.

[First published, 23rd December, 1911.]

Sheriff.

4908

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Joliette, to wit : } PHILIAS LAPOINTE, Plain-
No. 2759. } tiff ; against WENCESLAS
CHARTRAND, Defendant, and Mtre Louis Mas-
son, advocate.

An emplacement situate at Lachenaie, near the Canadian Pacific Station, known and designated under the official numbers thirteen, fourteen and fifteen, of the official subdivision of the lot of land bearing the official number two hundred and forty six (13, 14, 15-246), of the parish of Lachenaie, on the hypothecary cadastre of the county of L'Assomption—with wooden house used as a hotel and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Lachenaie, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,

Joliette, 18th December, 1911.

[First published, 23rd December, 1911.]

Sheriff.

4910

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Kamouraska, } POLYCARPE NA-
No. 4813. } DEAU, Deman-
deur ; contre LEON EMOND, Défendeur.

Un terrain étant au cadastre du comté de Témiscouata, pour la ville de Fraserville, partie du lot No (p. 440 F.) quatre cent quarante F—avec une maison et un hangar y érigés, mesurant, ce terrain, cinquante pieds de front sur la rue Saint-André, au sud-ouest, par la profondeur qu'il y a entre cette rue et le terrain d'Honoré Dumont, fils, au nord-est ; tenant au nord-ouest à Émile Dubé et au sud-est au vendeur.

Pour être vendu au bureau du shérif, à Fraserville, le TROISIEME jour de JANVIER 1912, à DIX heures du matin.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif.

Fraserville, 29 novembre 1911.

[Première publication, 2 décembre 1911.]

Shérif.

4527.2

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Kamouraska, } POLYCARPE NA-
No. 4813. } DEAU, Plaintiff ;
against LEON EMOND, Defendant.

A lot of land being on the cadastre of the county of Témiscouata, for the town of Fraserville, part of lot number (p. 440 F.) four hundred and forty F—with a house and a shed erected thereon ; the said lot of land measuring fifty feet in front on Saint Andrew street, on the south west, by the depth there may be between the said street and the lot of Honoré Dumont, junior, on the north east ; adjoining on the north west Émile Dubé, and on the south east the vendor.

To be sold at the sheriff's office, at Fraserville, on the THIRD day of JANUARY, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office,

Fraserville, 29th November, 1911.

[First published, 2nd December, 1911.]

Sheriff.

4528

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } NAPOLEON ST. AMOUR,
No 146. } curateur aux biens de
ANTHIME L'ECUYER, failli.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } NAPOLEON ST AMOUR,
No. 146. } curator to the property
of ANTHIME L'ECUYER, insolvent.

Un lot de terre—avec bâtisses y érigées, situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Saint-Hubert, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro trois cent soixante et cinq, de la subdivision officielle du lot numéro primitif sept

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 22 novembre 1911. 4449-2
[Première publication, 2 décembre 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THOMAS HANLEY,
No 2978. } Demandeur; ES-
QUAL., contre DANIEL FLYNN, Défendeur, ES-QUAL.

Un lot de terre sis et situé dans la ville de Maisonneuve, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, comme étant le numéro cinquante quatre, de la subdivision du lot originaire dix-huit; borné en front par la rue Bourbonnière—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 29 novembre 1911. 4537-2
[Première publication, 2 décembre 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MAITRES PERRON,
No 3337. } MASCHEREAU, RINFRET & GENEST, de Montréal, avocats distrayants, dans une certaine cause où DAME C. DION, veuve de feu Napoléon Poulin, était Demanderesse; et ABONDIUS O'BORNE, de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur aux biens de feu Joseph Dion et qu'en sa qualité de curateur à Aurélie Dion, interdite, était défendeur et Dame Mary R. Hawthorn, de la cité de New York, dans l'état de New York, un des états unis d'Amérique, veuve de feu Joseph Dion, était intervenante et contestante.

Saisi comme appartenant à la dite demanderesse, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, ayant front sur la rue Cadieux, étant une partie de la partie non subdivisée du lot No 948, sur les plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, contenant 20 pieds et un pouce de front sur 72 pieds et quatre pouces de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et borné comme suit: en front par la rue Cadieux, en arrière par le lot No 947, du dit quartier Saint-Louis, d'un côté par le résidu du dit lot No 948, et de l'autre côté par les lots numéros 951, 950 et 949, du dit quartier Saint-Louis—avec maisons et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JANVIER prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 29 novembre 1911. 4549-2
[Première publication, 2 décembre 1911.]

A lot of land—with buildings erected thereon situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal; bounded in front by Saint Hubert street, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, under the number three hundred and sixty-five, of the official subdivision of lot primitive number seven.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of JANUARY, 1912, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 22nd November, 1911. 4450
[First published, 2nd December, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THOMAS HANLEY,
No. 2978. } Plaintiff, ES-QUAL.;
against DANIEL FLYNN, Defendant, ES-QUAL.

A lot of land being and situate in the town of Maisonneuve, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, as being the number fifty four, of the subdivision of primitive lot eighteen; bounded in front by Bourbonnière street—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 29th November, 1911. 4538
[First published, 2nd December, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MAITRES PERRON, TAS-
No. 3337. } CHEREAU, RINFRET & GENEST, of Montreal, advocates, distracting for costs, in a certain cause in which DAME C. DION, widow of the late Napoléon Poulin, was Plaintiff; and ABONDIUS O'BORNE, of Montreal, both personally and in his capacity of curator to the property of the late Joseph Dion, and in his capacity of curator to Aurélie Dion, interdicted, was Defendant, and Dame Mary R. Hawthorn, of the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America, widow of the late Joseph Dion, was the intervening and contesting party.

Seized as belonging to the said plaintiff, the following immoveable:

An emplacement situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal, fronting on Cadieux street, being a part of the non subdivided portion of lot No. 948, on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, containing 20 feet and one inch in front by 72 feet and four inches in depth, more or less, english measurement, and bounded as follows: in front by Cadieux street, in the rear by lot No. 947, of the said Saint Louis ward, on one side by the residue of the said lot No. 948, and on the other side by the lots numbers 951, 950 and 949, of the said Saint Louis ward—with houses and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of JANUARY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 29th November, 1911. 4550
[First published, 2nd December, 1911.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause ou ALMA No 818. } **G**IGNAC, est Demanderesse, et **P**IERRE BELANGER est Défendeur, et Lucien Moraud *et al.* sont procureurs distrayants, les dits procureurs distrayants contre le dit Pierre Bélanger, le défendeur, à savoir :

Le lot No 41 (quarante et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord, étant un emplacement situé sur la quatrième rue, à Stadocona—avec les bâties dessus contruites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$6.00, payable le premier mai, chaque année, à MM. I. N. Belleau et P. Landry ou J. Ed. Plamondon, N. P., procureur d'iceux.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 21 décembre 1911. 4987
[Première publication, 23 décembre 1911.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour. Supérieure.—District de Saint-François
Saint François, à savoir : } **J**OHN HEATH, Demandeur ; contre
No 717. } **F**RANK HAYNES, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants, sis et situés dans le canton de Hereford, dans le district de Saint François, et décrits comme suit :

Partie du lot quinze A, décrit sur le plan du cadastre et au livre de renvoi pour le canton de Hereford, comté de Compton, province de Québec, à savoir : commençant sur le côté nord du chemin public de Canaan à Coaticook, et courant nord sur la ligne du lot entre les lots quatorze et quinze, dans le premier rang des lots, dans le dit canton de Hereford, et courant nord jusqu'à la ligne de concession entre les premier et deuxième rangs ; de là ouest à travers le dit lot quinze ; de là sud entre les lots quinze et seize, jusqu'à la rive sud de la rivière Leach ; de là en bas de la rivière Leach jusqu'à une clôture en planches ; de là sud jusqu'à un poteau en cèdre, vingt pieds est de la grange de Charles Gage ; de là est six verges jusqu'à un autre poteau ; de là sud parallèle à la dite clôture jusqu'au dit chemin ; de là est sur le côté nord du chemin, jusqu'au premier point de départ.

Aussi un morceau près du lot quatorze C (14C) sur le dit plan, à savoir : commençant où la ligne du lot entre quatorze et quinze traverse le dit chemin, et courant nord sur la dite ligne, jusqu'à la rive de la dite rivière Leach ; de là en bas de la dite rivière jusqu'au point où la rivière Etchemin sont le plus près ensemble ; de là ouest, sur le dit chemin jusqu'au point de départ, le tout sujet aux réserves suivantes, à savoir : un morceau de terre pris sur les deux lots ci-dessus numéros quatorze C et quinze A, commençant où le dit chemin traverse la dite ligne et courant ouest sur le côté nord du

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **I**N a cause in which ALMA No. 818. } **G**IGNAC, is Plaintiff, and **P**IERRE BELANGER, is Defendant, and Lucien Moraud *et al.* are attorneys distracting for costs, the said attorneys against the said Pierre Bélanger, the defendant, to wit :

Lot No. 41 (forty one), of the official cadastre for the parish of Saint Roch Nord, being an emplacement situate on fourth street at Stadocona—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly ground rent of \$6.00, payable on the first of May every year, to Messrs. I. N. Belleau and P. Landry or J. Ed. Plamondon, N. P., attorney for same.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 21st December, 1911. 4988
[First published, 23rd December, 1911]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **J**OHN HEATH, Plaintiff ; against **F**RANK
No. 717. } **H**AYNES, Defendant.

As being owing to the said defendant, the following immovables, situate and being in the township of Hereford, in the district of Saint Francis, and described as follows :

Part of lot fifteen A, so described on the cadastral plan and book of reference for the township of Hereford county of Compton, province of Quebec, to wit : commencing on the north side of the highway from Canaan to Coaticook, and running north on lot line between lots fourteen and fifteen, in the first range of lots in the said township of Hereford, and running north to concession line between first and second ranges ; thence west across said lot fifteen ; thence south between lots fifteen and sixteen, to the south bank of Leach stream, thence down Leach stream to a board fence ; thence south to a cedar post, twenty feet east of Charles Gage's barn ; thence east six rods to another post ; thence south, parallel with said fence to said road ; thence east on north side of road, to first starting point.

Also a piece taken out of lot fourteen C (14 C), on said plan, to wit : commencing where lot line between fourteen and fifteen crosses said road, and running north on said line, to bank of said Leach stream ; thence down said stream, to the point where the stream and road are the nearest together ; thence west, on said road to the point of beginning, the whole subject to the following reserves, to wit : A piece of land taken out of both above lots numbers fourteen C and fifteen A, commencing where said road crosses said line and running west on the north side of said road, seven rods twelve feet ;

dit chemin, sept verges douze pieds ; de là nord dix verges ; de là est dix sept verges et douze pieds ; de là sud neuf verges ; de là ouest sur le dit chemin, dix verges jusqu'à la dite ligne, toutes mesures de la limite nord du dit chemin ; le tout borné comme suit : au nord, par la ligne de concession entre les premier et deuxième rangs, à l'est par la ligne de division entre les lots quatorze et quinze, description primitive, et rivière Leach ; au sud par le chemin public conduisant de Coaticook à Canaan, et à l'ouest par la ligne de division entre les lots quinze et seize, description primitive, dans le dit premier rang de Hereford—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Hereford, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 16 décembre 1911. 4889
[Première publication, 23 décembre 1911]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } JOSEPH A. JOHNSON, No. 377. } SON, Demandeur ; contre FRANK HAYNES, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Hereford, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Hereford, comme lot numéro onze A (11 A), dans le troisième rang du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Hereford, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain 1912, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 16 décembre 1911. 4891
[Première publication, 23 décembre 1911].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } DANS une certaine cause où A B R A H A M GUAY, du village de Saint-Herménégilde de Barford, dans le district de Saint-François, cultivateur, était Demandeur ; et DAME MARIE DESANGES SAMSON, du village de Saint-Herménégilde de Barford, dans le district de Saint-François, veuve de feu Narcisse Guay, tant personnellement qu'en sa qualité d'un des exécuteurs testamentaires de feu Narcisse Guay, Adeline Guay, du canton d'Ascot, dans le dit district, épouse commune en biens de Ernest Baron, du même lieu, dûment autorisée par son dit mari aux fins des présentes, et le dit Ernest Baron, dans le but d'autoriser sa dite épouse à ester en justice et en sa qualité d'un des exécuteurs testamentaires du dit feu Narcisse Guay, étaient Défendeurs.

Un lot de terre situé dans le canton de Hereford, dans le district de Saint-François, connu comme lot numéro vingt-six a (26 a), dans le sixième rang du canton de Hereford, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi d'icelui—avec les bâtisses érigées et améliorations faites, contenant cent acres de terre, plus ou moins, sujet aux droits que Harry H. Clark peut avoir sur le bois mou et dur situé sur icelui.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Herménégilde, le DEUXIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 27 novembre 1911. 4501.2
[Première publication, 2 décembre 1911.]

thence north ten rods ; thence east seventeen rods and twelve feet ; thence south nine rods ; thence west on said road, ten rods to said line, all measurements from north limit of said road ; the whole bounded as follows : north by concession line between first and second ranges, east by the division line between lots fourteen and fifteen, primitive description, and Leach stream ; south by the highway leading from Coaticook to Canaan, and west by division line between lots fifteen and sixteen, primitive description, in said first range of Hereford—with the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc*, at the church door of the parish of Saint-Henri de Hereford, on the TWENTY THIRD day of JANUARY next, 1912, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 16th December, 1911. 4890
[First published, 23rd December, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } JOSEPH A. JOHNSON, No. 377. } Plaintiff ; against FRANK HAYNES, Defendant.

A piece of land situate in the township of Hereford, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Hereford, as the lot number eleven A (11 A), in the third range of the said township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Hereford, on the TWENTY THIRD day of JANUARY next, 1912, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 16th December, 1911. 4892
[First published, 23rd December, 1911.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } IN a certain cause wherein No. 603. } A B R A H A M GUAY, of the village of Saint Herménégilde de Barford, in the district of Saint Francis, farmer, was Plaintiff ; and DAME MARIE DESANGES SAMSON, of the village of Saint Herménégilde de Barford, in the district of Saint Francis, widow of the late Narcisse Guay, as well personally as in her quality of one of the executors of the last will of the said late Narcisse Guay, Adeline Guay, of the township of Ascot, in said district, wife commune en biens of Ernest Baron, of the same place, duly authorized by her said husband for the purposes hereof, and the said Ernest Baron, for the purpose of authorizing his said wife to *ester en justice* and as well his quality of an executor of the last will of the said late Narcisse Guay, were Defendants.

That certain lot of land situate in the township of Hereford, in the district of Saint Francis, and known as lot number twenty six a (26 a), in the sixth range of the township of Hereford, on the official cadastral plan and book of reference thereof—with all the buildings and improvements thereon, containing one hundred acres of land more or less, subject to the rights that Harry H. Clark may have to the soft and hard wood thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Herménégilde, on the SECOND day of FEBRUARY next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 27th November, 1911. 4502
[First published, 2nd December, 1911.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **D**AME ALEXAN-
No 164. } DRINE BOIS-
VERT, Demanderesse ; contre ALBERT BOU-
RASSA, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint Roch de Mékinac, étant partie du lot numéro quatorze (14), du premier rang sud-est de la rivière Saint Maurice, dans la seigneurie de Batiscan, comté de Champlain, contenant cinquante pieds de front et cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, au sud-est du chemin public, joignant au nord-est, l'emplacement de David Ricard, en profondeur et du côté sud-ouest au surplus du dit lot, appartenant à Lucien Dumont—avec maison y érigée et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Roch de Mékinac, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 20 décembre 1911. 4975
[Première publication, 23 décembre 1911]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **T**HE BURRILL
No 590. } LUMBER COM-
PANY, Demanderesse ; vs DAME JOSEPHINE
RICHARD, Défenderesse.

Un emplacement situé sur la rue Sainte-Angele, en la cité de Trois-Rivières, connu et désigné comme étant le lot numéro dix-neuf cent quarante cinq (1945), du cadastre officiel de la cité de Trois-Rivières—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et aussi un terrain situé à la profondeur du dit emplacement contenant quarante et un (41) pieds du sud-est au nord-ouest, par quinze (15) pieds du nord-est au sud-ouest, lequel terrain originairement réservé pour une ruelle à la profondeur du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité de Trois-Rivières, le VINGT-TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 20 décembre 1911. 4977
[Première publication, 23 décembre 1911.]

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **I**N RE LOUIS LAVOIE,
No. 132. } failli, ET JOSEPH
PHILIAS EUGENE GAGNON, curateur.

Un terrain situé au lieu de La Tuque Falls, étant le numéro quatre-vingt-six (86), de la subdivision officielle d'une partie du lot vingt-quatre A, quatre-vingt-six (24 A, 86), du cadastre officiel du premier rang du canton Malhiot, dans le comté de Champlain, ayant front sur l'avenue E—avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, en la paroisse de Saint-Geneviève de Batiscan, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 29 novembre 1911. 4529.2
[Première publication, 2 décembre 1911].

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **D**AME ALEXANDRINE
No. 164. } BOISVERT, Plaintiff ;
against ALBERT BOURASSA, Defendant.

An emplacement situate in the parish of Saint Roch de Mékinac, being part of lot number fourteen (14), of the first south east range of the river Saint Maurice, in the seigniorie of Batiscan, county of Champlain, containing fifty feet in front and one hundred and twenty feet in depth, english measure, on the south east of the public road, adjoining on the north east the emplacement of David Ricard, in depth and on the south west side the surplus of the said lot belonging to Lucien Dumont—with house erected thereon and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch de Mékinac, on the TWENTY FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's office, Shérif.
Three Rivers, 20th December, 1911. 4976
[First published, 23rd December, 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers to wit : } **T**HE BURRILL LUM-
No. 590. } BER COMPANY,
Plaintiff ; vs DAME JOSEPHINE RICHARD,
Defendant.

An emplacement situate on Sainte-Angele street, in the city of Three Rivers, known and designated as being lot number nineteen hundred and forty five (1945), of the official cadastre of the city of Three Rivers—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and also a lot situate at the depth of the said emplacement, containing forty one (41) feet from the south east to the north west, by fifteen (15) feet from the north east to the south west, which lot was originally reserved for a lane at the depth of the said emplacement.

To be sold at my office, in the court house, of the city of Three Rivers, on the TWENTY THIRD day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.
Three Rivers, 20th December, 1911. 4978
[First published, 23rd December, 1911].

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **I**N RE LOUIS LAVOIE,
No. 132. } insolvent, AND JO-
SEPH PHILIAS EUGENE GAGNON, curator.

A lot of land situate at La Tuque Falls, being the number eighty-six, of the official subdivision of a part of lot twenty-four A eighty-six (24 A 86), of the official cadastre of the first range of the township Malhiot, in the county of Champlain, fronting on Avenue E—with house erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Champlain, in the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, on the THIRD day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.
Three Rivers, 29th November, 1911. 4530
[First published, 2nd December, 1911].

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Trois-Rivières

Trois Rivières, à savoir : } **OMER GIGUERE,**
No 101. } Demandeur ; contre
FRANÇOIS XAVIER MASSICOTTE et DAME
ALVINA MONGRAIN, son épouse. Défendeurs.
Comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant :

Un emplacement situé en la ville de La Tuque, faisant partie du lot numéro vingt-cinq A, un P du cadastre officiel du canton Mailhot, comté de Champlain ; borné au nord par le lot vingt-quatre A 110, et mesurant quinze pieds sur la ligne qui le divise de ce lot ; borné à l'est par le lot vingt-cinq A, I Q (la rue), et mesurant cent trente-deux pieds sur la ligne qui l'en divise, au sud par une partie du lot susdit 25 A I P, et mesurant quarante-huit pieds sur la ligne qui l'en divise, et enfin à l'ouest, aussi par une autre partie du lot 25 A I P, et mesurant cent quarante pieds sur la ligne qui l'en divise, de figure irrégulière, contenant trois mille cent soixante et huit pieds en superficie, le tout plus ou moins — avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Champlain, en la paroisse de Saint-Geneviève de Batiscan, le TROISIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 29 novembre 1911. 4531.2
[Première publication, 2 décembre 1911.]

Avis du Gouvernement

No 1125.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 19 décembre 1911.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le surintendant de l'instruction publique donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Trois Pistoles No 1, comté de Temiscouata, le bien fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Trois Pistoles, le No 365, et de l'annexer à celle de Rivière Trois Pistoles, même comté.

4945

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16 décembre 1911, constituant en corporation MM. Charles William Taylor, de la cité de Westmount, procureur pour les brevets d'invention, Andrew Ross McMaster, du même lieu, avocat, et conseil en loi du Roi, Talbot Mercer Papineau, avocat, Auguste Angers, étudiant en droit, de la cité de Montréal, et Gertrude Harriet Flawn, de la ville d'Outremont, sténographe, dans les buts suivants :

Acheter des terrains, prendre en échange ou acquérir autrement des terrains ou intérêts en iceux, avec toutes bâtisses ou constructions situées sur iceux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer tous les terrains ou aucune partie d'iceux, ou en disposer autrement, et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions maintenant situées sur iceux ou qui peuvent y être érigées à l'avenir, et prendre telle garantie qui peut-être jugé nécessaire :

Eriger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction ;

Prendre ou posséder des hypothèques pour toute balance non payée du prix d'achat de tous terrains, bâtisses ou constructions ainsi vendus, et vendre, hypothéquer les dits hypothèques ou en disposer autrement ;

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court — District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **OMER GIGUERE,**
No. 101. } Plaintiff ; against
FRANCOIS XAVIER MASSICOTTE and DAME
ALVINA MONGRAIN, his wife, Defendants.

As belonging to the said defendants, the following immoveable :

An emplacement situate in the town of La Tuque, forming part of lot number twenty five A one P of the official cadastre of the township Mailhot, county of Champlain ; bounded on the north by lot twenty four A 110, and measuring fifteen feet on the line which divides it from the said lot ; bounded on the east by lot twenty five A I Q (the street), and measuring one hundred and thirty two feet on the line which divides it therefrom, on the south by a part of the aforesaid lot 25 A I P and measuring forty eight feet, on the line which divides it therefrom, and finally, on the west also by another part of lot 25 A I P and measuring, one hundred and forty feet, on the line which divides it therefrom, of irregular outline, containing three thousand one hundred and sixty eight feet in superficies, all more or less — with house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Champlain, in the parish of Sainte Geneviève de Batiscan, on the THIRD day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 29th November, 1911. 4532
[First published, 2nd December, 1911]

Government Notice

No. 1125.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 19th December, 1911.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from school municipality of Trois Pistoles No. 1, county of Temiscouata, the lot bearing on the official cadastre of the parish of Trois Pistoles, the No. 365, and to annex same to that of Rivière Trois Pistoles, same county.

4946

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 16th day of December, 1911, incorporating Messrs. Charles William Taylor, of the city of Westmount, patent attorney, Andrew Ross McMaster, of the same place, advocate, and King's counsel, Talbot Mercer Papineau, advocate, Auguste Angers, student at law, of the city of Montreal, and Gertrude Harriet Flawn, of the town of Outremont, stenographer, for the following purposes :

To purchase land, take in exchange, or otherwise acquire lands or interests therein with any buildings or structures that may be thereon, and to sell, lease, exchange, hypothecate, or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands, and of all or any of the buildings or structures which are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary ;

To erect buildings and deal in building material ;

To take or hold hypothecs for any unpaid balance of the purchase price on any lands, buildings or structures so sold, and to sell, hypothecate or otherwise dispose of said hypothecs ;

Améliorer, changer, conduire les dits terrains et bâtisses ;

Développer, tracer en lots les plus grands morceaux de terre, et installer, maintenir tous chemins, voies, parcs, places publiques, terrains de jeux, ronds à patiner, etc. ;

Payer pour toute propriété de toute sorte ou pour tous services rendus à la compagnie, en obligations ou stock de la compagnie ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de la présente compagnie, ou qui peuvent être conduits avantageusement en rapport avec la présente compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, coopération, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire, ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toute affaire capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entrer en aucuns arrangements avec toutes autorités municipales, locales ou autrement, qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie, et obtenir de toutes telles autorités tous les droits, privilèges ou concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et faire, exercer ou remplir, avec tous tels arrangements, les droits, privilèges et concessions, sous le nom de "South Shore Realty Company", avec un capital total de quatre-vingt-quinze mille piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de décembre 1911.

JOS. DUMONT,

4919

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 14 décembre 1911, constituant en corporation MM Jean Marie Landry, automobiliste, Joseph Arthur Lesage, agent d'immeuble, Francis Laliberté, gérant, Philippe Roy, journaliste, et Adolphe Falardeau, photographe, tous de la ville de Québec, dans les buts suivants :

Faire l'installation de lumière à gasoline dite "Pitner Gasoline Light", ou tous autres systèmes de lumière ;

Vendre tous appareils d'éclairage et tous les accessoires s'y rapportant ;

Acquérir, posséder, hypothéquer et vendre toutes propriétés immobilières que les officiers de la compagnie jugeront être dans son intérêt, sous le nom de "La Compagnie de Lumière Pitner de Québec, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00) divisé en mille (1000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de décembre 1911.

JOS. DUMONT,

4921

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chap. III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de

To improve, alter and manage the said lands and buildings ;

To develop, lay out into lots larger parcels of land and to equip, maintain any roads, ways, parks, public places, recreation grounds, skating rinks, etc. ;

To pay for any property of any sort and kind or for any services rendered to the company in bonds or stock of the company ;

To amalgamate with any other company having objects wholly or in part similar to the objects of the present company, or which may be conducted advantageously in connection with the present company ;

To enter into any arrangements for sharing profits, co-operation, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise which may seem conducive to the company's objects, and to obtain from any such authority any rights, privileges or concessions which the company may think it advisable to obtain, and to carry out, exercise, or comply with any such arrangement, rights, privileges and concessions, under the name of "South Shore Realty Company", with a capital stock of ninety five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of December, 1911.

JOS. DUMONT,

4920

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 14th day of December, 1911, incorporating Messrs. Jean Marie Landry, automobilist, Joseph Arthur Lesage, real estate agent, Francis Laliberté, manager, Philipp Roy, journalist, and Adolphe Falardeau, photographer, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To instal a gasoline light called "Pitner Gasoline Light", or any other lighting systems ;

To sell any lighting apparatus and all the accessories connected therewith ;

To acquire, hold, hypothecate and sell any immoveable property that the officers of the company may deem to be in its interest, under the name of "La Compagnie de Lumière Pitner de Québec, Limitée", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 14th day of December, 1911.

JOS. DUMONT,

4922

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that the parish of Saint Julien de Wolfestown, Mutual Fire Insurance Company, having been established in conformity with the Quebec Insurance Act, section XXII, chap. III, title XI, of the revised statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the

la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce quinzième jour décembre 1911.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances P. Q.

Branche des assurances,

Département du Trésor.

Québec.

4883

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la paroisse de Saint-André de Sutton, comté de Brome, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous, conformément à l'article 1899, des Statuts Refondus de Québec, 1909.

JOS. ED. CARON,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 18 décembre 1911.

4943

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 16 décembre 1911.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Conformément aux articles 1631a et suivants des S. R. P. Q., 1909, tels qu'édités par la loi 1 Geo. V, ch. 17, (2e session), il est ordonné que les règlements suivants s'appliquent aux réserves forestières cantonales, savoir :

1° Le service forestier des bois et forêts est chargé, sous les ordres du ministre, de l'aménagement, de la mise en exploitation, de la protection et de l'amélioration de la forêt, dans ces réserves ;

2° Personne n'est admis dans les réserves, sans une autorisation valable ;

3° Des permis de coupe peuvent être accordés à toute personne tenant feu et lieu dans un rayon de 20 milles, pour une certaine quantité de bois n'excédant pas 10,000 pieds, mesure de planche ;

4° Ces permis sont sujets aux règlements des bois existants, compatibles avec les présents ;

5° On doit demander permis, par lettre recommandée, entre le premier juillet et le quinze d'août. Le permis prend effet le 15 de septembre ;

6° Le porteur d'un permis ne peut couper que les arbres indiqués ou marqués par le service forestier. Il doit, dans le délai de deux ans, enlever tout le bois mentionné au permis ; après ce délai, le département peut disposer du bois qui n'a pas été enlevé. Tout le bois coupé est empilé, pour être mesuré en forêt par le service forestier, dont le mesurage est final. La moitié des droits exigibles sur le bois mentionné au permis est payée lors de l'émission du permis, et le reste avant l'enlèvement du bois. Les droits de coupe sont prélevés sur les souches de plus de 18 pouces de hauteur, sur les houppiers de plus de 5 pouces de diamètre au gros bout, sur les longerons ou skids non charroyés, sur les arbres marqués qui n'auront pas été exploités, et sur tout bois gaspillé. Il faut ébrancher les têtes d'arbres abattus et distribuer les déchets rez de terre ;

7° Tout bois coupé contrairement à ces conditions est considéré comme coupé illégalement et traité en conséquence et, pour toute infraction aux règlements, le permis peut être révoqué ;

8° Le permis ne peut être transféré.

GUSTAVE GRENIER,

4985

Greffier Conseil Exécutif.

law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company authorized by paragraph VI of the said section, may legally transact.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this fifteenth day of December, 1911.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance P. Q.

Insurance Branch,

Treasury department.

Quebec.

4884

Public notice is hereby given that the farmers club of the parish of Saint André de Sutton, county of Brome, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1899, of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909.

JOS. ED. CARON,

Minister of Agriculture.

Quebec, 18th December, 1911.

4944

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 16th December, 1911.

Present: The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

In conformity with articles 1631a and following of the R. S. P. Q., 1909, as enacted by the statute 1 Geo. V, c. 17 (2nd session), it is ordered that the following regulations shall apply to the township forest reserves, namely :

1. The forestry service of woods and forests shall be intrusted, by order of the Minister, with regulating the felling of trees, protecting and improving the forests in such reserves ;

2. No person shall be admitted on the said reserves without proper authorization ;

3. Permits to cut timber may be granted to any person residing within a radius of twenty miles, for a certain quantity of timber not exceeding 10,000 feet, board measure ;

4. Such permits shall be subject to the existing timber regulations, consistent with these presents ;

5. Application for the said permits must be made by registered letter, between the 1st July and the 15th of August. The permits shall take effect on the 15th of September ;

6. The bearer of a permit shall only fell the trees indicated or marked by the forestry service. He must, within the delay of two years, remove all the timber mentioned in the permit ; after such delay, the department may dispose of the timber which has not been removed. All the timber cut shall be piled up, to be measured in the forest by the forestry service, whose measurements shall be final. One half of the dues exigible on the timber mentioned in the permit must be paid on the date of the issue of the permit, and the balance before the removal of the timber. Stumpage dues shall be levied on stumps of more than eighteen inches in height, on tops of more than five inches in diameter at the butt, on skids remaining in the forest, on the marked trees which have not been felled, and on all wasted timber. The felled tree tops shall be pruned, and the rubbish spread level with the ground ;

7. Any timber cut contrary to the said conditions shall be considered as cut illegally and dealt with as such, and, for any infringement of the regulations, the permit may be cancelled ;

8. The permits shall not be transferable.

GUSTAVE GRENIER,

4986

Clerk, Executive Council.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Emile Gadbois, cultivateur, de la paroisse de Rougement, comté de Rouville, et autres, ont formé une société coopérative agricole, sous le nom de "Société coopérative agricole de Rougement", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de Saint-Michel-de-Rougement, dans le comté de Rouville.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le vingt-unième jour du mois de décembre 1911.

4983

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

CO-OPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, Mr. Emile Gadbois, farmer, of the parish of Rougement, county of Rouville, and others, have formed a co-operative agricultural association, under the name of "Rougement Co-operative Agricultural Association", with its principal place of business in the parish of Saint-Michel de Rougement, in the county of Rouville.

The objects for which the said association is formed are : the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the sale and purchase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural classes, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned Minister of Agriculture of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the twenty first day of the month of December, 1911.

4984

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3653.

Dame Adèle Limoges, de la municipalité de Cartier-ville, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Chabot, tailleur de pierre, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Chabot, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinquième jour de décembre 1911.

DESAULNIERS & VALLEE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 18 décembre 1911. 4959

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1240.

Ernestine Thouin, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Alfred Perron, autrefois marchand, et maintenant commis voyageur du même lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Le dit Alfred Perron, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

PELLETIER, LETOURNEAU
& BEAULIEU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 20 décembre 1911. 4957

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 794.

Dame Melina Desorcy, de Saint Herménégilde, district de Saint François, épouse commune en bien de Alcide Dupuis, du même lieu, boucher, a, le 23ième jour de novembre 1911, intentée une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. BEAULNE,
Avocat de la demanderesse.
Sherbrooke, 23 novembre 1911. 4991

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3653.

Dame Adèle Limoges, of the municipality of Cartierville, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Chabot, stonecutter, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Chabot, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case on the fifth day of December, 1911.

DESAULNIERS & VALLEE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 18th December, 1911. 4960

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1240.

Ernestine Thouin, of the town of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Alfred Perron, previously merchant, and now traveller of the same place and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Alfred Perron, Defendant.
An action for separation as to property has been taken, this day, against said defendant.

PELLETIER, LETOURNEAU
& BEAULIEU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 20th December, 1911. 4958

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No 794.

Dame Melina Desorcy, of Saint Herménégilde, district of Saint-François, wife common as to property of Alcide Dupuis, of the same place, butcher, has, on the 23rd day of November, 1911, instituted an action for separation as to property against her said husband.

J. BEAULNE,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 23rd November, 1911. 4992

Avis de Faillites

District de Montmagny.

In re Philéas Létourneau, Saint-Pierre de Montmagny, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8 janvier 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 20 décembre 1911. 4969

District de Saint-François.

In re Mme J. R. Morin, Saint Romain, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10 janvier 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Comptable et liquidateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 20 décembre 1911. 4967

District de Beauce.

Ferdinand O. Boucher, Saint-Benjamin, comté de Dorchester, marchand, a, le dix-huitième jour de décembre 1911, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 20 décembre 1911. 4965

Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Herbert Journeau, marchand, de Port Daniel, Failli.

Avis est par le présent donné que, le dix-huitième jour du mois de décembre 1911, par un jugement de la cour supérieure, à New-Carlisle, le soussigné a été nommé curateur des dits biens.

Toutes les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous 30 jours du présent avis.

J. F. MARCOTTE,
Curateur.

New-Carlisle, 18 décembre 1911. 4971

Cour Supérieure.—District de Gaspé.

M. A. Dugas, de Saint-Jean l'Évangéliste, dans le comté de Bonaventure,

Demandant cession ;

et

Joseph H. Allard, marchand, de Saint-Omer, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à New Carlisle.

J. F. MARCOTTE,
Gardien provisoire.

4973

Bankrupt Notices

District of Montmagny.

In re Philéas Létourneau, Saint-Pierre de Montmagny, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 8th January, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 20th December, 1911. 4970

District of Saint Francis.

In re Mrs. J. R. Morin, Saint Romain, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 10th January, 1912, after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Accountant and liquidator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 20th December, 1911. 4968

District of Beauce.

Ferdinand O. Boucher, Saint-Benjamin, Dorchester county, merchant, has, on the eighteenth day of December, 1911, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 20th December, 1911. 4966

Superior Court.—District of Gaspé.

Herbert Journeau, merchant, of Port Daniel, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the eighteenth day of the month of December, 1911, the undersigned was named curator to the said estate, by a judgment of the superior court, at New Carlisle.

All sworn claims must be filed with me within 30 days of the present notice.

J. F. MARCOTTE,
Curator.

New-Carlisle, 18th December, 1911. 4972

Superior Court.—District of Gaspé.

M. A. Dugas, of Saint Jean l'Évangéliste, in the county of Bonaventure,

Petitioner for assignment ;

and

Joseph H. Allard, merchant, of Saint Omer, Insolvent

Notice is hereby given that the said debtor has, this day, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court.

J. F. MARCOTTE,
Provisional guardian.

4974

Vente par ençan

Province de Québec, }
 District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1113.
In re substitution Jean-Baptiste Desroches.

Vente par autorité de justice.

Avis public est par les présentes donné que MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour de JANVIER 1912, à 10 h. 30 A. M., devant J. Arthur Archambault, commis spécialement nommé par jugement rendu par l'honorable juge Laurendeau, le 14e jour de décembre courant, sera venu au palais de justice de Montréal, à la chambre No 22, à l'encan public, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terres situé dans le quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, comme partie du No 521—avec toutes les bâtisses sus-érigées et portant les Nos civiques 407, 409, 411 et 413, de la rue Saint-Dominique, et les Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 des bâtisses érigées en arrière, mesurant environ 13,000 pieds.

Le dit terrain appartenait à la succession Jean Baptiste Desroches.

Le dit terrain et toutes les bâtisses ci-dessus érigées ne pourront être vendus moins que \$25,000.00.

L'acquéreur devra payer comptant la somme de \$10,000.00 en à compte sur le prix de l'adjudication.

L'acquéreur devra payer la balance du prix de l'adjudication dans les 30 jours de la date de la dite adjudication.

Outre le prix de l'adjudication, l'acquéreur devra payer tous les frais dus aux avocats, au notaire et au commis, occasionnés par cette vente.

Pour les conditions de la dite vente, s'adresser à Mtes Rodier & Archambault, avocats, 30, Saint-Jacques, ou à Mtes Lamothe, St. Jacques & Lamothe, 17, Saint-Jacques, ou à Mtre Benjamin Benoit, avocat, Québec Bank Building, ou au sous-signé.

RODIER & ARCHAMBAULT,
 4981 Avocats.

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de Thetford Mines s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte d'incorporation quant aux objets suivants, savoir :

Changer son nom corporatif en celui de "Cité de Thetford Mines"; fixer les droits sur les licences pour vente de liqueurs spiritueuses; modifier la loi quant au pouvoir de s'annexer des territoires contigus; soumettre le droit d'exemption de taxes à certaines formalités additionnelles; modifier le mode de remplir les vacances qui surviennent dans la charge d'échevin; déterminer sous quelles conditions les locataires pourront voter aux élections municipales; amender l'article 5864 des statuts refondus de manière à requérir un avis des accidents dans les rues, sous quinze jours, et autres fins.

SAM. DESCHAMPS,
 Procureur de la corporation de
 la ville de Thetford Mines.
 Thetford Mines, 18 décembre 1911. 4955

Auction Sale

Province of Québec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*
 No. 1113.
In re substitution Jean Baptiste Desroches.

Sale by authority of justice.

Public notice is hereby given that on TUESDAY the TWENTY THIRD day of JANUARY, 1912, at 10.30 A. M., before J. Arthur Archambault, special clerk appointed in judgment rendered by the Honorable judge Laurendeau, on the 14th day of December instant, will be sold in the court house of Montreal, room No. 22, by public auction, the following immovable to wit :

A lot of land situate in Saint Louis ward, of the city of Montreal, and designated on the official plan and book of reference of Saint Louis ward, as part of No. 521—with all the buildings thereon erected and bearing the civic Nos. 407, 409, 411 and 413, of Saint Dominique street, and the Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10, of the buildings erected in the rear, measuring about 13,000 feet.

The said lot of land belonging to the estate Jean Baptiste Desroches.

The said lot of land and all the buildings thereon erected shall not be sold for less than \$25,000.00.

The purchaser must pay the sum of ten thousand dollars (\$10,000.00) cash on account of the price of adjudication.

The purchaser must pay the balance of the price of adjudication within thirty days from the date of the said adjudication.

In addition to the price of adjudication, the purchaser must pay all the cost due to the advocates, the notary and the clerk, occasioned by the said sale.

For the conditions of the said sale, apply to Mtes. Rodier & Archambault, advocates, 30, Saint James, or to Mtes Lamothe, Saint Jacques & Lamothe, 17, Saint James, or to Mtre. Benjamin Benoit, advocate, Quebec Bank Building, or to the undersigned.

RODIER & ARCHAMBAULT,
 4982 Advocates.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Thetford Mines will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to have a bill passed to amend its charter as to the following subjects, to wit :

Change its corporate name in that of "City of Thetford Mines"; fix the rights on licenses for the sale of intoxicating liquors; modify the law as to its power to annex adjoining territories; submit to certain additional formalities the right to exempt from taxation; modify the mode of filling the vacancies arising in the charge of alderman; determine under what conditions the lessees may vote at municipal elections; amend article 5864 of the revised statutes so as to require a notice of accidents in the streets within fifteen days, and other purposes.

SAM. DESCHAMPS,
 Attorney for the corporation of the
 town of Thetford Mines.
 Thetford Mines, 18th December, 1911. 4956

La corporation du village de Saint-Jean-Baptiste de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté d'Hochelaga, donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander la ratification et confirmation de son règlement No 9, concernant un emprunt de soixante-cinq mille dollars et un prêt de cinquante mille dollars fait à M. Jean Versailles et octroyant à ce dernier un privilège exclusif d'aqueduc dans les limites du village, ainsi qu'une exemption de taxes pendant une période de vingt-cinq ans; et elle demandera aussi la ratification et confirmation du contrat basé sur le dit règlement; demande sera faite aussi par la dite corporation pour être soustraite à l'opération de l'article 495 du code municipal concernant le fonds d'amortissement et la taxe spéciale. La dite corporation demandera aussi une charte de ville sous le nom de "Ville de la Pointe-aux-Trembles" sous l'empire de l'acte des cités et villes, avec certains amendements concernant le pouvoir d'emprunt, taxes sur lots vacants, sur fermes, égouts et pour l'annexion de certains lots de terre connus sous les Nos. 100, 101, 108, 109, 121, 174, 177, 180, 181, 182, 184 et 185 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles.

E. H. LEVEILLÉ,

Secrétaire-trésorier.

Pointe-aux-Trembles, 20 décembre 1911.

4953

Avis est par le présent donné que MM. Alfred Desranleau, Louis Rocheleau, Régis Molleur et autres, tous demeurant en la paroisse canonique de Saint-Pierre de Véronne, situés partie dans le comté d'Iberville et partie dans le comté de Missisquoi, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi à l'effet :

1° D'ériger en municipalité locale séparée, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Pierre de Véronne à Pike River", la dite paroisse telle qu'érigée canoniquement et avec ses mêmes limites qui devront comprendre les lots suivants, savoir :

A. Dans la partie de la municipalité de Saint-George de Clarenceville, comté de Missisquoi, les lots Nos 170 inclusivement jusqu'à 180 inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de cette municipalité ;

B. Dans la partie de la municipalité de Notre-Dame des Anges de Stanbridge, comté de Missisquoi, les lots Nos 106 inclusivement jusqu'à 116 inclusivement, 120, 121, 122, 124 inclusivement, jusqu'à 137 inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de cette municipalité ;

C. Dans la partie de la municipalité de Stanbridge-Station, comté de Missisquoi, les lots Nos 1 inclusivement jusqu'à 211 inclusivement, 214, 228, 241, 242, 243, 251 inclusivement jusqu'à 257 inclusivement, 263, 264, 267, 268, 272, 273, 278, 280, partie de 699, les lots Nos 706 inclusivement jusqu'à 720 inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de cette municipalité ;

D. Dans la partie de la municipalité de Saint-Sébastien, comté d'Iberville, les lots Nos 154 inclusivement jusqu'à 178 inclusivement, 318, 346 inclusivement jusqu'à 369 inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de cette municipalité ;

2° De détacher du comté d'Iberville pour les annexer au comté de Missisquoi, pour toutes fins, les lots sus-mentionnés de la partie de la municipalité de Saint-Sébastien et détaillés à la lettre D.

3° De faire régir la municipalité projetée par les dispositions du code municipal de la province de Québec, en autant qu'elles peuvent s'y appliquer.

J. E. BOIVIN, N. P.,

Procureur des requérants.

Saint Alexandre, 19 décembre 1911.

4951

Avis est donné de la part de la majorité des contribuables de la partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Nicolas, comprenant les lots 313 à

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Saint-Jean-Baptiste de la Pointe-aux-Trembles, in the county of Hochelaga, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the ratification and confirmation of its by-law No. 9, concerning the borrowing of sixty five thousand dollars and a loan of fifty thousand dollars to Jean Versailles and giving to the latter the exclusive water privilege in the limits of the said village and the exemption of municipal taxes for a period of twenty five years, and also for the ratification and confirmation of the contract based on the said by law.

The said corporation will also apply for the exemption from the operation of article 495 of the municipal code concerning the sinking fund for the special tax.

The said corporation will also apply for a town charter under the name of "Ville de la Pointe-aux-Trembles", under the cities and towns act with certain amendments concerning the borrowing power, taxes on vacant lots and farms, sewers, and for the annexation of certain lots of land known as numbers 100, 101, 108, 109, 121, 174, 177, 180, 181, 182, 184 and 185, of the official plan and book of reference of the parish of La Pointe-aux-Trembles.

E. H. LEVEILLÉ,

Secretary treasurer.

Pointe aux-Trembles, 20th December, 1911.

4954

Notice is hereby given that Messrs. Alfred Desranleau, Louis Rocheleau, Régis Molleur and others, all residing in the canonical parish of Saint Pierre de Véronne, situate partly in the county of Iberville and partly in the county of Missisquoi, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session to obtain the passing of a law in order :

1. To erect into a local and separate municipality under the name of "the municipality of the parish of Saint Pierre de Véronne at Pike River", such parish as canonically erected with it's same limits which will contain the following numbers, to wit :

A. In the part of the municipality of the parish of Saint George of Clarenceville, county of Missisquoi, lots Nos. 170 inclusively to lot No. 180 inclusively, of the official plan and book of reference of said municipality ;

B. In the part of the municipality of Notre-Dame des Anges de Stanbridge, county of Missisquoi, lots Nos. 106 inclusively to 116 inclusively, 120, 121, 122, 124 inclusively to 137 inclusively of the official plan et book of reference of this municipality ;

C. In the part of the municipality of Stanbridge Station, county of Missisquoi, lots Nos. 1 inclusively to 211 inclusively, 214, 228, 241, 242, 243, 251 inclusively to 257 inclusively, 263, 264, 267, 268, 272, 273, 278, 280, part of 699, 706, inclusively to 720 inclusively, of the official plan and book of reference of this municipality ;

D. In that part of the municipality of the parish of Saint Sébastien, county of Iberville, lots Nos. 154 inclusively to 178 inclusively, 318, 346 inclusively to 369 inclusively of the official plan and book of reference of this municipality ;

2. To detach from the county of Iberville to annex to the county of Missisquoi, for all purposes, all the aforesaid Nos. of the municipality of Saint Sébastien mentioned (letter D).

3. To have the projected municipality be governed by the provisions of the municipal code.

J. E. BOIVIN, N. P.,

Attorney of the petitioner.

Saint Alexandre, 19th December, 1911. 4952

Notice is given on the part of the majority of the ratepayers of the part of the municipality of the parish of Saint Nicolas, containing the lots 313 to

648 inclusivement, cadastre officiel, qu'ils s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour faire détacher la dite partie de la municipalité susdite, et l'ériger en municipalité de partie de paroisse sous le nom de Saint-Nicolas-Sud.

CHOQUETTE, ST. LAURENT

& LAFERTE,

Procureurs des requérants.

Québec, 29 mars 1911.

1511

Avis est par le présent donné que le Crédit Général s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte (9 Edouard VII, chap 117), concernant les affaires suivantes :

1. Le nom de la compagnie ;
2. Soustraire la compagnie à certains articles des clauses générales des compagnies à fonds social ;
3. La nomination des inspecteurs, leurs devoirs et pouvoirs ;
4. Les pouvoirs de la compagnie concernant :
 - (a) La transaction de ses affaires ;
 - (b) Etablir des succursales ;
 - (c) Agir comme agent financier pour tuteurs et curateurs et autres ;
 - (d) Garantir les titres ;
 - (e) Augmentation de son capital social ;
 - (f) Emettre des obligations et autres garanties ;
 - (g) Emission et paiement du fonds social, et augmentation d'icelui ;
 - (h) Acquérir des actions dans d'autres compagnies.
5. Les pouvoirs additionnels ordinairement octroyés aux compagnies de crédits.

BEIQUE, BEIQUE & BEIQUE.

Solliciteurs du requérant.

Montréal, 20 décembre 1911.

4989

Avis public est par les présentes donné que "La Prévoyance", compagnie d'assurance de Montréal, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour amender sa charte et plus spécialement pour demander les pouvoirs suivants :

(A) Augmenter le capital de la compagnie, pour le porter à un million avec pouvoir de l'augmenter à l'avenir sujet à l'autorisation des actionnaires.

(B) Après avoir satisfait aux conditions imposées par la loi, entreprendre l'assurance sur la vie.

(C) Amender l'article 13b de la charte en supprimant les mots "par accident".

(D) Amender l'article 17 de façon à autoriser la compagnie à faire des placements tant au Canada qu'à l'étranger.

(E) Pouvoir de s'amalgamer, d'acquérir l'actif d'une autre compagnie, de céder ou transporter le sien en bloc.

4993

Avis public est par les présentes donné que la "Ottawa, Abitibi and Hudson Bay Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte incorporant la dite compagnie, et l'autorisant de construire et opérer une ligne ou des lignes de chemin de fer ; la ligne proposée étant dans la province de Québec à partir d'un point sur la rivière Ottawa dans ou près de la ville de Hull, dans la province de Québec, allant vers le nord-ouest, traversant la partie sud-ouest du comté de Wright, et de là, vers le nord-ouest traversant le comté de Pontiac dans la province de Québec, via par la vallée de la rivière Coulonge jusqu'à un point ou près du grand lac Victoria, dans la dite province de Québec, et de là, vers le nord-ouest jusqu'à un point sur le chemin de fer National Transcontinental sur ou près le lac Mattagami, dans la dite province de Québec, de là, dans une direction entre le nord et le nord-ouest jusqu'à un point sur ou vers la Baie James, et pour autres fins.

HOWARD S. ROSS,

Procureur des requérants.

Montréal, 20 décembre 1911.

4947

648, inclusively, official cadastre, that they will apply to the Legislature at its next session, to have the said part detached from the aforesaid municipality, and to erect it into a municipality of part parish under the name of Saint Nicolas South.

CHOQUETTE, ST. LAURENT

& LAFERTE,

Attorneys for applicants.

Quebec, 29th March, 1911.

1512.

Notice is hereby given that "The General Trust" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to amend its charter (9 Edouard VII, chap. 117), respecting the following matters :

1. The name of the company ;
2. To withdraw the company from certain articles of the joint stock companies general clauses ;
3. The appointment of inspectors, their duties and powers ;
4. The powers of the company respecting :
 - (a) The transaction of its business ;
 - (b) To establish branches ;
 - (c) To act as financial agent for tutors, curators and others ;
 - (d) To guarantee titles ;
 - (e) To increase its capital stock ;
 - (f) To issue debentures and other securities ;
 - (g) The issue and payment of the capital stock and increase of same ;
 - (h) To acquire shares in other companies.
5. The additional powers usually granted to trust companies.

BEIQUE, BEIQUE & BEIQUE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 20th December, 1911.

4900

Notice is hereby given that "La Prévoyance" insurance company of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, to amend its charter and more especially to apply for the following powers :

(A) To increase the capital of the company to bring it up to one million with power to increase it in the future subject to the authorization of the shareholders.

(B) After having complied with the conditions imposed by the act, to undertake life insurance.

(C) To amend article 13b of the charter by suppressing the words "by accident."

(D) To amend article 17, so as to authorize the company to make investments both in Canada and foreign lands.

(E) The power to amalgamate with, acquire the assets of another company and assign or transfer its own in block.

4994

Notice is hereby given that "Ottawa, Abitibi and Hudson Bay Railway Company" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an act incorporating the said company and authorizing it to construct and operate a line or lines of railway, the proposed line being within the province of Quebec from a point in the Ottawa river in or near the city of Hull, in the province of Quebec, in a north westerly direction through the south westerly part of the county of Wright ; thence in a north westerly direction through the county of Pontiac, in the said province of Quebec, via the valley of the Coulonge river to a point at or near Grand Lake Victoria, in the said province of Quebec ; thence, in a north westerly direction to a point on the National Transcontinental Railway at or near Lake Mattagami, in the said province of Quebec ; thence, in a northerly by north westerly direction to a point at or near James Bay, and for other purposes.

HOWARD S. ROSS,

Solicitor for the petitioners.

Montreal, 20th December, 1911.

4948

Avis que les marguilliers de la paroisse de Saint-Denis, Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à emprunter une somme n'excédant pas \$100,000.00, pour les fins de la construction de l'église et du presbytère de cette paroisse.

GEOFFRION, GEOFFRION,
& CUS-ON,
Procureurs des requérants.
Montréal, 20 décembre 1911. 4979

Avis public est par les présentes donné que la "Montreal Tramways Company" fera, à la prochaine session de la législature de la province de Québec, une demande pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes :

1^o Amender sa charte, 1 George V, chapitre 77, afin de déterminer les conditions auxquelles la compagnie peut acquérir toutes les actions dans le fonds capital de toute compagnie, sur le marché ou autrement que de cette compagnie elle-même, et au cas de telle acquisition, comment la compagnie exercera et jouira des franchises, concessions, privilèges, droits et actifs de telle compagnie.

2^o Sanctionner et confirmer un arrangement entre la "Montreal Tramway Company" et la "Montreal Street Railway Company", daté le 16 novembre 1911 ; un acte de vente par la "Montreal Street Railway" à la "Montreal Tramways Company", daté le 18 novembre 1911 ; un acte de vente par la "Public Service Corporation" à la "Montreal Tramways Company", daté le 18 novembre 1911 ; un acte de fidei-commis hypothèque et gage par la "Montreal Tramways Company" à la "National Trust and Harris Trust & Savings Bank", daté le 18 novembre 1911 ; un acte de fidei-commis, hypothèque et gage par la "Montreal Tramways Company" à la "Royal Trust Company", daté le 18 novembre 1911 ; et toutes autres fins que la législature jugera à propos d'accorder.

"Montreal Tramways Company",
par PATRICK DUBÉE,
Secrétaire.
Montréal, 20 décembre 1911. 4949

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant une compagnie, sous le nom de "Bagotville and Saint Lawrence Railway Company", au capital de \$2,500,000.00, avec tous les pouvoirs nécessaires pour construire et exploiter un chemin de fer depuis Bagotville, dans le comté de Chicoutimi, jusqu'à la Malbaie ou la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix, et de l'un ou l'autre de ces deux endroits jusqu'à la cité de Québec, par la route la plus directe et la plus avantageuse, et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur de la requérante.
Québec, 21 décembre 1911. 4995

Avis est par la présente donnée qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la Corporation Agencies Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, en la province de Québec, pour l'adoption d'un acte autorisant la Corporation Agencies Limited, de faire ses affaires dans la province de Québec ; d'exercer les charges de fidei commissaires (trustee) caractères, sessionnaires, syndics, exécuteurs testamentaires, liquidateur, "receiver", administrateur, agent et tuteur, d'accepter et de garder en sa possession tous les meubles et immeubles qui seront transmis à la dite compagnie en rapport avec tous fidei commissis, (trust) et qui seront confiés à la dite compagnie, et accepter par elle, exercer tous autres pouvoirs qui sont généralement conférés à de semblables compagnies en cette province, et pour autres fins.

H. A. LOVETT,
Procureur de la requérante.
Montréal, 21 décembre 1911. 4997

Notice is given that the churchwardens of the parish Saint Denis, Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to authorize them to borrow a sum not exceeding \$100,000.00, for the purpose of building the church and presbytery of the said parish.

GEOFFRION, GEOFFRION,
& CUSSON,
Attorneys for applicants.
Montreal, 20th December, 1911. 4980

Public notice is hereby given that the Montreal Tramways Company will, at the next session, of the Legislature of Quebec, apply for the passing of an act for the following purposes :

1. To amend its charter, 1 George V, chapter 77, so as to regulate the conditions upon which the company may acquire all the shares in the capital stock of any other company, in the market or otherwise than from such company, and in case of such acquisition, how the company shall exercise and enjoy the franchises, concessions, privileges, rights and assets of such company.

2. To sanction and confirm an agreement between the Montreal Tramways Company and the Montreal Street Railway Company, dated November 16th., 1911 ; a deed of sale from the Montreal Street Railway Company to the Montreal Tramways Company, dated November 18th., 1911 ; a deed of sale from the Public Service Corporation to the Montreal Tramways Company, dated November 18th., 1911 ; a deed of trust, hypothec and mortgage from the Montreal Tramways Company to National Trust and Harris Trust & Savings Bank, dated November 18th., 1911 ; a deed of trust, hypothec and mortgage from the Montreal Tramways Company to the Royal Trust Company, dated November 18th., 1911 ; and for such other purposes as the Legislature may consider expedient to grant.

Montreal Tramways Company,
per PATRICK DUBÉE,
Secretary.
Montreal, 20th December, 1911. 4950

Public notice is hereby given that application shall be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating a company, under the name of "Bagotville and Saint Lawrence Railway Company", with a capital of \$2,500,000.00, with all the powers necessary to build and operate a railway starting from Bagotville, in the county of Chicoutimi, to Murray Bay or Bay Saint Paul, in the county of Charlevoix, and from one or the other of these two places to the city of Quebec, by the most direct and advantageous route, and for other purposes.

L. A. CANNON,
Attorney for petitioner.
Quebec, 21st December, 1911. 4996

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, by Corporation Agencies Limited, a body corporate and politic, having its principal place of business in the city of Montreal, in the province of Quebec, for an act to authorize Corporation Agencies Limited, to carry on its business in the province of Quebec ; to accept the position of trustee, curator, assignee, executor, liquidator, receiver, administrator, agent and tutor and to receive and hold all property, moveable and immoveable committed to the company in connection with any trust undertaken or committed to the company ; to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province, and for other purposes.

H. A. LOVETT,
Solicitor for applicant.
Dated, Montreal, 21st December, 1911. 4998

Index de la Gazette Officielle de Québec No 51.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Brousseau vs Lallier-Marcheterre.....	2238
" Deslauriers vs Lafrance.....	2237
" Desparois vs Larivière.....	2239
" Desorey vs Dupuis.....	2258
" Dessurault vs Trépanier.....	2236
" Dubois vs Vachon.....	2239
" Fadet vs Gagneux.....	2239
" Francœur vs Bélard.....	2238
" Frédette vs Samoisette.....	2239
" Hughes vs Philips.....	2237

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dme Barnes vs Bolduc, 2240 ; Jodoin vs Bou- gie, 2238.

AGRICULTURE, SOCIÉTÉ D' :—Société coopérative agricole de Rougemont, 2258.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :—Réserves Forestières can- tonales, 2257.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—Cie d'assu- rance mutuelle contre le feu, de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, 2256 ; Cie d'assu- rance mutuelle contre le feu, de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, 2200.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 2197.

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL. — Avis au sujet des : — Chambre des Communes, 2207.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :— Assemblée législative, 2210 ; Avis, 2207 ; Con- seil législatif, 2208.

CERCLE AGRICOLE DISSOUS :—Paroisse de Saint-An- dré de Sutton, 2257.

CIE LICENCIÉE. — La Cie d'assurance mutuelle, municipalité Sainte-Claire, 2207.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : —

Bagotville and Saint Lawrence Railway Com- pany.....	2263
Bilodeau, Joseph-Arthur.....	2214
Brasset, Maurice.....	2215
Bureau des Commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Sherbrooke — Roman Catholic Board of school commis- sioners of the city of Sherbrooke.....	2217
Bureau Protestant des Commissaires d'écoles de la cité de Montréal — Protestant Board of School Commissioners of the City of Montreal.....	2224
Cie de Tramways de Trois-Rivières—Three Rivers Tramway Coy.....	2233
Cie de chemin de fer Québec & Saguenay— Québec & Saguenay Railway Coy.....	2213
Cité de Hull—City of Hull.....	2219
Cité de Lachine—City of Lachine.....	2163
Cité de Montréal—City of Montreal.....	2215
Cité de Québec—City of Quebec.....	2227
Cité de Québec—City of Quebec.....	2230
Cité de Sorel—City of Sorel.....	2236
Collège de Saint-Jean.....	2228
Commission à Barrières de la Rive Nord à Québec—Quebec North Shore Turnpike Trust.....	2225

Index of the Quebec Official Gazette, No. 51.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Labelle vs Pagé.....t.....	2238
" Labranche vs Fréchette.....	2238
" Landry vs Lamothe.....	2237
" Lefebvre vs Mitchell.....	2238
" Limoges vs Chabot.....	2258
" McGuirk vs Meloney.....	2237
" Paquette vs Couture.....	2237
" Thouin vs Perron.....	2258
" Vervais dit St. Amour vs Lahaie.....	2239

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Barnes vs Bolduc, 2171 ; Dme Jodoin vs Bou- gie, 2170.

AGRICULTURAL SOCIETY : — Cooperative Agricul- tural Society of Rougemont, 2258.

ORDER IN COUNCIL : — Township forest Reser- ves, 2257.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY : — The parish of Saint Julien of Wolfestown mutual fire insurance Coy, 2256 ; Parish of Saint Camille de Cookshire mutual fire insurance Com- pany, 2200.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, etc, 2197.

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT : — Notice respecting the : — House of Commons, 2207.

PRIVATE BILLS P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 2210 ; Notice, 2207 ; Legislative Council, 2208.

FARMERS' CLUB DISSOLVED : — Parish of Saint An- dré de Sutton, 2257.

COMPANIES LICENSED : — La Cie d'assurance mu- tuelle, municipalité Sainte Claire, 2207.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —

L'Association mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal—The Montreal Street Railway Mutual Benefit Association.....	2222
L'Association des Opticiens de la province de Québec—Association of the Opticians of the province of Quebec.....	2227
L'Association des sténographes de la cour supérieure du district de Montréal.....	2233
L'Association Saint-Jean-Baptiste de Mont- réal.....	2217
Laprairie Brick Coy.....	2227
La Prévoyance.....	2262
Laval des Rapides.....	2233
Le Comptoir Mobilier Franco-Canadien.....	2212
Les Marguilliers et Curé de l'Œuvre et Fa- brique de la paroisse de Saint Clément de Maisonneuve — Churchwardens and Curé of l'Œuvre et Fabrique of the pa- roisse de Saint Clément de Maisonneuve.....	2222
Légaré P. T. et uxor.....	2221
Manitou Club.....	2213
Marguilliers de la paroisse Saint-Denis, Mont- réal—Churchwardens of the parish Saint Denis.....	2263
Marsolais, Lesage et al.....	2234

Commission des Ecoles Catholiques de Montréal—Commission of Catholic Schools of Montreal.....	2216	Montreal Light, Heat & Power Coy.....	2229
Contribuables de la municipalité de la paroisse de Saint-Nicolas—Rate-payers of the municipality of the parish of Saint Nicolas.....	2261	Montreal Society for the protection of Women and Children.....	2221
Corporation Agencies Limited.....	2263	Montreal Tramway Coy.....	2263
Corporation de la cité de Sherbrooke—Corporation of the city of Sherbrooke.....	2232	Mount Sinai Sanatorium.....	2228
Corporation de la paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport—Corporation of the parish of Saint Dunstan of Lake Beauport.....	2223	Nicholson, D. N.....	2223
Corporation de la ville de — of the town of Farnham.....	2212	North Eastern Railway Coy.....	2222
Corporation de la ville de Joliette—Corporation of the town of Joliette.....	2234	Ottawa, Abbitibi & Hudson Bay Railway Coy.....	2262
Corporation village de—of Jonquières.....	2151	Paroisse des Saints-Anges de Lachine—Parish of Saints Anges de Lachine.....	2223
Corporation de la ville de Thetford Mines—Corporation of the town of Thetford Mines.....	2260	People's Telephone Coy.....	2236
Corporation du village Saint-Jean-Baptiste de la Pointe-aux-Trembles—Corporation of the village Saint Jean Baptiste de la Pointe-aux-Trembles.....	2261	Quebec Central Railway Coy.....	2225
Crédit Général.....	2262	Quebec Eastern Railway Coy.....	2218
Curé et Marguilliers de l'Euvre et Fabrique de la paroisse Saint-Viateur d'Outremont—Curé and Churchwardens of l'Euvre et Fabrique of the parish of Saint Viateur d'Outremont.....	2223	St-Charles & Huron River Railway Coy.....	2231
Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur.....	2226	Saint James Club of Montreal.....	2222
Desranleau, Alf. et autres—and others.....	2261	Saint Maurice Hydraulic Coy.....	2223
Décary, Paul-Antonio.....	2225	Seers, Le Alex. and others.....	2219
Dominion Trust Coy Ltd.....	2235	Sherbrooke Railway & Power Coy.....	2162
Greenshields, Edw. B. and others.....	2216	Sirois, L. P.....	2236
Héritiers de feu Ls Plessis Bélair—Heirs of late Ls Plessis Belair.....	2226	Société de Numismatique et d'Archéologie de Montréal — Numismatic and Antiquarian Society of Montreal.....	2212
Jennie (Dme) G. H. Sherrieff et al.....	2217	Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.....	2214
La Cité de Trois-Rivières—The City of Three Rivers.....	2229	Succession—Estate A. F. Gault.....	2216
La cité de Westmount—The city of Westmount.....	2220	Succession feu hon. Baby L. F. G.—Estate late hon. Baby L. F. G.....	2166
La Corporation des Dames de l'Asile de Montréal pour les orphelins catholiques romains—The Ladies of the Roman Catholic Orphan Asylum of Montreal.....	2226	The Engineers Club of Montreal.....	2214
La Société de Maria Réparatrice.....	2220	The Guelph Patent Cask Coy., Ltd.....	2231
L'Association des Barbiers de la province de Québec—Barbers Association of the province of Quebec.....	2231	The Great Northern Lumber Coy, Ltd.....	2225
EXAMENS: —Montréal, 2241 ; Trois-Rivières, 2240 ; Québec, 2240.		The Kanawaki Gulf Club.....	2229
FAILLIS: —INSOLVENTS:		The Laing Packing & Provisions Coy., Ltd and —et Matthews Laing Ltd.....	2235
Allard.....	2250	The Ladies of the Protestant Orphan Asylum.....	2220
Boucher.....	2259	The Rat River Railway Coy.....	2230
Carpentier.....	2241	University of Bishops College, Lennoxville, P. Q.....	2234
Dansereau.....	2241	Vente—Sale Berlinguet-Tanguay.....	2227
Edgar & Co.....	2241	Ville de Angus Est—Town of East Angus.....	2226
LETTRES PATENTES: —		Ville de—Town of Dorval.....	2216
Duchess Amusement Coy, incorporated.....	2200	Ville de Magog—Town of Magog.....	2231
Lachine Canal Lands Ltd.....	2206	Ville de—Town of Maisonneuve.....	2219
La Cie de Lumière Pitner, de Québec, ltée ..	2256	Ville de Montréal-Ouest—Town of Montreal-West.....	2217
Légaré Gadbois Automobile, ltée.....	2202	Ville d'—Town of Outremont.....	2221
Rockwood, Ltd.....	2203	Ville—Town of Saint Laurent.....	2215
LETTRE PATENTE SUPPLEMENTAIRE: —Labor Saving Office Appliances Coy, 2207.		Williamson, Geo.....	2233
MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE: —Municipalité du canton Guérin, 2199.		EXAMINATION: —Montreal, 2241 ; Three Rivers, 2240 ; Quebec, 2240.	
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ANNEXÉE OU ÉRIGÉE: —Rivière Trois-Pistoles et paroisse Trois-Pistoles, 2255.		FAILLIS —INSOLVENTS:	
		Tourneau.....	2259
		Lagueux.....	2241
		Létourneau.....	2259
		Morin (Dme).....	2259
		Succession—Estate Pegnem.....	2241
		LETTRES PATENTES: —	
		Saguenay Mills, Ltd.....	2202
		South Shore Realty Coy.....	2255
		The Three Rivers Athletic Association, Ltd.....	2201
		The Laurentide Amusement Coy.....	2204
		The Saint Jovite Power & Electric Light Coy.....	2205
		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT: —Labor Saving Office Appliances Coy, 2207.	
		MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY: —Municipality of the township Guérin, 2199.	
		SCHOOL MUNICIPALITY ANNEXED OR ERECTED: —River Trois Pistoles and parish Trois Pistoles, 2255.	

NOMINATIONS : —

Cour des commissaires :—Canton Ripon, 2197.

Juges de paix :—Canton Ripon, 2197.

PROCLAMATIONS : — Convocation des Chambres, pour la dépêche des affaires, 2199 ; Municipalité du village Bonsecours, 2198.

RATIFICATION : — Desrosiers (Dme) vs Charette, 2245 ; Bedard vs Dme Bonneau, 2245.

VENTE JUDICIAIRE : — Substitution J. B. Desrochers, 2260.

VENTE PAR ENCAN : — Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, 2240.

VENTE PAR LICITATION :—Groulx vs Shaw, 2243 ; Robillard (Dme) vs Robitaille, 2243.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA : — Carrette vs Richard, 2247.

BEAUCHE : — Fortin, failli, 2247 ; Roy & Frères, faillis, 2248.

BEDFORD : — Burnet vs Robidoux, 2248 ; Villas (Dme) vs Brodeur, 2249.

IBERVILLE :—Trahan vs St-Hilaire, 2249.

JOLIETTE : —Chevalier et al vs Soulière, 2249 ; La-pointe vs Chartrand, 2250.

KAMOURASKA :—Nadeau vs Emond, 2250.

MONTREAL : —Hanley vs Flynn esql., 2251 ; L'E-cuyer, failli, 2250 ; Perron et al vs Dme Dion, 2251.

QUÉBEC : — Gignac (Dme) vs Bélanger, 2252.

SAINT-FRANÇOIS :—Guay vs Dme Samson et al, 2253 ; Heath vs Haynes, 2252 ; Johnson vs Haynes, 2253.

TROIS RIVIÈRES :—Boisvert (Dme) vs Bourassa, 2254 ; Giguère vs Massicotte et uxor, 2255 ; Lavoie, failli, 2254 ; The Burrill Lumber Coy vs Dme Richard, 2254.

APPOINTMENTS :—

Commissioners Court :—Township Ripon, 2197.

Justices of the peace :—Township Ripon, 2197.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked for the dispatch of business, 2199 ; Municipality of the village Bonsecours, 2198.

RATIFICATION : — Desrosiers (Dme) vs Charette, 2245 ; Bedard vs Dme Bonneau, 2245.

JUDICIAL SALE : — Substitution J. B. Desrochers, 2260.

AUCTION SALE : — Canadian Pacific Railway Coy 2240.

SALE BY LICITATION : — Groulx vs Shaw, 2243 ; Robillard (Dme) vs Robitaille, 2243.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Carrette vs Richard, 2247.

BEAUCHE :—Fortin, Insolvent, 2247 ; Roy & Frères, insolvents, 2248.

BEDFORD : — Burnet vs. Robidoux, 2248 ; Villas (Dme) vs Brodeur, 2249.

IBERVILLE :—Trahan vs St-Hilaire, 2249.

JOLIETTE : —Chevalier et al vs Soulière, 2249 ; La-pointe vs Chartrand, 2250.

KAMOURASKA :—Nadeau vs Emond, 2250.

MONTREAL : — Hanley vs Flynn esql, 2251 ; L'E-cuyer, insolvent, 2250 ; Perron et al vs Dme Dion, 2251.

QUEBEC :—Gignac (Dme) vs Bélanger, 2252.

SAINT FRANCIS : — Guay vs Dme Samson et al, 2253 ; Heath vs Haynes, 2252 ; Johnson vs Haynes, 2253.

THREE RIVERS : — Boivert (Dme) vs Bourassa, 2254 ; Giguère vs Massicotte et uxor, 2255 ; Lavoie, insolvent, 2254 ; The Burrill Lumber Coy vs Dme Richard, 2254.